

Profil d'évaluation¹



Soudan du Sud (de 2009-2010 à 2013-2014)

**Division de l'évaluation du développement
Direction générale des politiques stratégiques
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD)**

¹ Remarque: Ce document sera uniquement utilisé ou cité pour les fins de cette évaluation.

Points généraux et remerciements

Les renseignements contenus dans le présent document proviennent de sources variées, par exemple de divers documents de planification relatifs aux programmes pour le Soudan et le Soudan du Sud, des évaluations précédentes, notamment l'évaluation pluridonateurs de l'appui aux activités visant à prévenir les conflits et à consolider la paix menées au Soudan du Sud (de 2005 à 2010) et l'évaluation organisationnelle de l'aide humanitaire de l'ACDI de 2005 à 2011 ainsi que de multiples recherches sur le Soudan et le Soudan du Sud.

La Direction générale du dirigeant principal des finances (DGDPF) a fourni les données financières sur les décaissements de l'ancienne ACDI (ci-après dénommée ex-ACDI) au Soudan du Sud au cours des exercices 2009-2010 à 2013-2014. L'information a ensuite été mise à jour par la DGDPF afin d'inclure les données de l'exercice 2013-2014 (en date de juin 2014). Nous remercions particulièrement M. Greg Erickson, de la DGDPF, ainsi que son équipe, pour leur contribution importante au traitement et à la réorganisation des données statistiques².

Nous voulons également souligner la collaboration de l'ambassadeur du Canada au Soudan du Sud (Nicholas Coghlan), de la directrice du Programme-pays pour le Soudan du Sud³ (Chantal Labelle), de la gestionnaire (Nathalie Patenaude), de l'analyste des programmes-pays (Caroline Delany), du chef de la coopération (Jamie Schnurr) et du personnel des programmes de stabilisation et de reconstruction en Afrique, notamment le directeur adjoint (Paul George), l'analyste des programmes (Brad Bergstrand) et la conseillère principale en matière de programmes (Kadia Gassama), ainsi que d'autres membres clés du personnel des programmes, à l'Administration centrale et sur le terrain, associés à l'ex-ACDI ou au Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR), qui ont fourni une aide très précieuse pour la collecte de renseignements sur les interventions du MAECD au Soudan du Sud et sur les enjeux importants à étudier dans le cadre de cette évaluation.

Enfin, nous aimerions saluer l'aide précieuse de Krista House et d'Emma Mason pour la question des investissements dans le cadre des programmes multilatéraux et mondiaux, ainsi que celle de Shannon Fougere, du Partenariat pour l'innovation dans le développement.

² Profil statistique de l'évaluation du Programme-pays du Soudan du Sud 2009-2014 produit par l'Unité d'analyse des données statistiques de la DGDPF (voir SGDE n° 7011050).

³ Le Programme pour le Soudan du Sud renvoie à des activités de l'ex-ACDI (c.-à-d. le développement), et non pas de l'ex-MAECI.

Table des matières

1. RAISON D'ÊTRE DU PROFIL.....	4
2. CONTEXTE DU PROGRAMME POUR LE SOUDAN DU SUD	4
2.1 CONTEXTE	4
2.2 CONTEXTE POLITIQUE ET CONTEXTE DE GOUVERNANCE	6
2.2.1 Corruption.....	8
2.2.2 Décentralisation	9
2.2.3 Capacité institutionnelle.....	10
2.2.4 Capacités de la société civile.....	10
2.3 CONTEXTE ÉCONOMIQUE	11
2.4 CONTEXTE SOCIAL ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN.....	16
2.5 DROITS DE LA PERSONNE, CONFLIT ET FRAGILITÉ	18
2.6 ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LES SEXES	20
2.7 SITUATION ENVIRONNEMENTALE	22
3. DONATEURS ET EFFICACITÉ DE L'AIDE AU SOUDAN DU SUD	23
4. PROGRAMME DE L'EX-ACDI ET DU MAECD POUR LE SOUDAN DU SUD.....	27
4.1 CONTEXTE PANGOUVERNEMENTAL	27
4.2 PROGRAMME-PAYS POUR LE SOUDAN DE L'EX-ACDI.....	28
4.3 PROGRAMME POUR LE SOUDAN DU SUD : ÉBAUCHE DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE DÉVELOPPEMENT (2014-2016)	34
5. PROFIL D'INVESTISSEMENT	41
5.1 UNIVERS DE L'ÉVALUATION	41
5.2 PRIORITÉS THÉMATIQUES	42
5.3 MODALITÉS DE LA PRESTATION DE L'AIDE	43
5.4. RESTRICTIONS	43
6. QUESTIONS D'ÉVALUATION	44
<i>Annexe 1 – Statistiques nationales du Soudan du Sud</i>	<i>48</i>
<i>Annexe 2 – Liste des 50 principaux organismes d'exécution du MAECD selon les décaissements au Soudan du Sud par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (M\$ CA).....</i>	<i>49</i>
<i>Annexe 3 – Décaissements du MAECD au Soudan du Sud par direction générale et secteur et par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA).....</i>	<i>52</i>
<i>Annexe 4 – Décaissements du MAECD au Soudan du Sud par modèle d'exécution et par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA).....</i>	<i>52</i>
<i>Annexe 5 – Décaissements du MAECD au Soudan du Sud par type d'investissement et par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA)</i>	<i>53</i>
<i>Annexe 6 – Décaissements du MAECD au Soudan du Sud par priorité thématique et par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA).....</i>	<i>54</i>
<i>Annexe 7 – Décaissements du MAECD au Soudan du Sud par priorité thématique, par direction générale et par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA)</i>	<i>55</i>
<i>Annexe 8 – Projets du MAECD au Soudan du Sud de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA).....</i>	<i>56</i>
<i>Annexe 9 – Modèle logique du Programme pour le Soudan du Sud (2010-2015)</i>	<i>60</i>
<i>Annexe 10 – Cadre de mesure du rendement du Programme-pays pour le Soudan (de 2009-2010 à 2014-2015)</i>	<i>62</i>
<i>Annexe 11 – Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR) – Projets du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales au Soudan et au Soudan du Sud de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA).....</i>	<i>68</i>

1. Raison d'être du profil

Le présent document fournit un profil contextuel des investissements de l'ex-ACDI et du MAECD au Soudan du Sud. Les renseignements qu'il contient faciliteront la conception d'une évaluation indépendante qui portera sur le rendement du Programme pour le Soudan du Sud du MAECD au cours des derniers exercices (de 2009-2010 à 2013-2014). Étant donné que ce programme n'était pas officiellement établi avant 2011, ce sera la programmation ciblant le Soudan du Sud (qui s'inscrivait dans le Programme pour le Soudan à ce moment) qui sera utilisée aux fins de l'évaluation.

Le présent profil décrit le contexte dans lequel le Programme pour le Soudan du Sud a été mis en œuvre et détaille les investissements effectués au Soudan du Sud par le MAECD pendant la période à l'étude.

Ce document est largement basé sur l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016), l'ébauche de la Stratégie-pays pour le Soudan du Sud (2013-2018), le Cadre de programmation-pays pour le Soudan (2009-2014), la Stratégie-pays pour le Soudan (2009) du MAECD, le Cadre stratégique pluriannuel du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (2009-2013) pour le Soudan du GTSR, des données officielles fournies par la Section de l'analyse et des rapports statistiques de la DGDPF ainsi que de la littérature grise⁴.

2. Contexte du Programme pour le Soudan du Sud

2.1 Contexte

Bordée par le Soudan au nord, par l'Éthiopie à l'est, par le Kenya, l'Ouganda et la République démocratique du Congo au sud ainsi que par la République centrafricaine à l'ouest, la République du Soudan du Sud s'étend sur une superficie de 644 km², légèrement inférieure à celle de la France.

À 10,8 millions d'habitants, la densité de population du Soudan du Sud équivaut à moins du dixième de celle de l'Ouganda⁵. Plus de 83 % des habitants vivent en milieu rural, près des trois quarts sont âgés de moins de 30 ans⁶, et plus de la moitié vivent sous le seuil de pauvreté nationale (d'après la valeur pécuniaire de la consommation nécessaire pour combler les besoins fondamentaux)⁷. La croissance démographique et le nombre de jeunes entrant sur le marché du travail excèdent la croissance de l'emploi. Le gouvernement de la République du Soudan du Sud affirme qu'environ 85 % de la population « adhère aux systèmes de croyances traditionnels », le reste étant de confession chrétienne, avec un « très faible pourcentage de musulmans »⁸. Cependant, selon le rapport annuel de 2012 sur la liberté religieuse internationale publié par le Département d'État des États-Unis, la majorité des Sud-Soudanais seraient chrétiens, et les musulmans représenteraient de 18 % à 35 % de la population; la plupart des habitants qui adhèrent aux croyances traditionnelles vivraient de façon dispersée (et isolée) dans les régions rurales⁹. Les peuples indigènes du Soudan du Sud sont répartis en trois larges groupes

⁴ Profil statistique de l'évaluation du Programme-pays du Soudan du Sud 2009-2014 produit par l'Unité d'analyse des données statistiques de la DGDPF (voir SGDE 7011050).

⁵ Banque mondiale. « South Sudan: Country at a Glance », <http://www.worldbank.org/en/country/southsudan>, consulté le 22 janvier 2015.

⁶ La population est très jeune : 16 % des habitants ont moins de 5 ans, 32 % ont moins de 10 ans, 51 % ont moins de 18 ans et 72 % ont moins de 30,3 ans. Banque mondiale. « South Sudan Overview », 10 octobre 2014, <http://www.worldbank.org/en/country/southsudan/overview>, consulté le 22 janvier 2015.

⁷ Banque mondiale. « South Sudan Overview ».

⁸ Ambassade de la République du Soudan du Sud, Washington. « Religion », 2011, <http://www.southsudanembassydc.org/inner.asp?z=5D58>, consulté le 22 janvier 2015.

⁹ Département d'État des États-Unis, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor. « South Sudan 2012 International Religious Freedom Report », 2012, www.state.gov/documents/organization/208410.pdf, consulté le 11 février 2015.

ethniques, les Nilotiques, les Nilo-Hamites et les Soudaniques sud-orientaux¹⁰, qui sont divisés en soixante différents sous-groupes¹¹ dont les plus importants sont formés des Dinka (représentant environ le quart de la population¹²), des Nuer et des Shilluk¹³. Les langues les plus parlées sont l'anglais, l'arabe, l'arabe de Djouba et le dinka.

Les conflits ethniques, fondés sur l'accès à des ressources limitées, sont profondément ancrés dans l'histoire du Soudan du Sud. Avant l'indépendance du pays, ces querelles opposaient principalement le « Sud » (largement chrétien ou animiste) et le « Nord » (largement musulman). Depuis l'indépendance, toutefois, des conflits récents entre les Dinka et les Nuer ont révélé des problèmes de longue date non résolus à propos des terres, des droits d'accès des pâtres et, plus récemment, de l'accès aux ressources pétrolières et minérales¹⁴.

Le Soudan du Sud est le plus jeune pays de l'Afrique. Il a obtenu son indépendance le 9 juillet 2011 à l'issue d'un référendum pacifique, comme le prévoyait l'Accord de paix global (APG) de 2005¹⁵. Ces événements faisaient suite à une guerre civile prolongée entre le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) et son armée, l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) au Sud et le gouvernement de la République du Soudan au Nord. Un différend non résolu, en cours entre le Soudan et le Soudan du Sud, concerne les limites territoriales de la région productrice de pétrole d'Abyei et aurait le potentiel de déclencher de nouveau les hostilités entre ces deux pays¹⁶.

Après des décennies de conflit, le nouveau gouvernement de la République du Soudan du Sud formé des suites du référendum a dû affronter des défis considérables en matière de politique, d'économie, de société et de droits de la personne (notamment la violation sexospécifique des droits de la personne, c.-à-d. les mariages forcés et les mariages précoces et les violations associées à des pratiques du droit coutumier discriminatoires envers les femmes et les filles), rendus plus imposants encore par l'absence d'institutions, de règlements ou de structures administratives officiels. Après seulement deux ans et demi de reconstruction de l'État après le conflit, alors que de grands progrès ont été accomplis vers l'établissement de fonctions de gouvernance et de services civils de base, notamment la création d'un ministère des Finances et de la Planification économique très efficace¹⁷, le pays se retrouve à nouveau aux prises avec un **conflit** en raison d'une lutte de pouvoir et de **divisions politiques** entre le président (Salva Kiir Mayardit), un Dinka, et son vice-président (Riek Machar), un Nuer, tous deux d'anciens

¹⁰ Ambassade de la République du Soudan du Sud, Washington. « Languages », 2011, <http://www.southsudanembassydc.org/map.asp#sthash.9K6hA0sd.dpuf>, consulté le 11 février 2015.

¹¹ Les Nilotiques sont constitués des tribus suivantes : Dinka, Nuer, Shilluk (Collo), Murle, Kachiopo, Jie, Anyuak, Acholi, Maban, Kuma, Lou (Jur), Bango, Bai, Gollo, Endri, Forgee, Chod (Jur), Khara, Ngorgule, Forugi, Siri, Benga, Agar, Pakam, Gok, Ciec, Aliap, Hopi, Guere, Atuot, Appak, Lango, Pari, Otuho et Ajaa. Les Nilo-Hamites comprennent quant à eux les tribus suivantes : Bari, Mundari, Kakwa, Pojula, Nyangwara, Kuku, Latuko, Lokoya, Toposa, Buya, Lopit, Tenna et Digingga. Enfin, les groupes soudaniques sud-orientaux réunissent les tribus suivantes : Kresh, Balandi, Banda, Ndogo, Zande, Madi, Olubo, Murus, Mundu, Baka, Avukaya et Makaraka.

¹² *The Economist*. « On Your Tractor, If You Can », 6 mai 2010, <http://www.economist.com/node/16068960#channel=f1fecbd8bd6fa55&origin=http%3A%2F%2Fwww.economist.com>, consulté le 11 février 2015.

¹³ BBC News Africa. « South Sudan Profile », 6 août 2014, <http://www.bbc.com/news/world-africa-14069082>, consulté le 11 février 2015.

¹⁴ Carol Berger. « Old Enmities in the Newest Nation: Behind the Fighting in South Sudan », *The New Yorker*, 23 janvier 2014, <http://www.newyorker.com/news/news-desk/old-enmities-in-the-newest-nation-behind-the-fighting-in-south-sudan>, consulté le 11 février 2015.

¹⁵ Au moment de la signature de l'APG en 2005, le MPLS-A a adopté la Constitution intérimaire du Soudan du Sud. L'APG reconnaissait l'autonomie régionale du Soudan du Sud, par le gouvernement du Soudan du Sud. Le président du Soudan du Sud est devenu vice-président de la République du Soudan, et une partie des richesses nationales a été donnée à la région du Sud. Aux termes de l'APG, après une période intérimaire de six ans, les habitants du Sud devraient tenir un référendum afin de déterminer s'ils souhaitent demeurer unis ou devenir indépendants.

¹⁶ Il y a des risques de conflit entre deux groupes tribaux (la tribu des Misseriya, proche de Khartoum, et les Ngok Dinka, qui appuient Djouba) à propos de la planification du référendum, trop longtemps différé, visant à ce que la région entière décide de rejoindre le Soudan ou le Soudan du Sud, des risques qui sont exacerbés par le vote référendaire unilatéral (mais non reconnu) des Dinka en octobre 2013. Les efforts de médiation de l'Union africaine n'ont pas été bien reçus par les habitants d'Abyei, et le renvoi d'un ministre du Cabinet issu d'Abyei par le président Kiir en octobre 2013 a également suscité la colère.

Yousif Eltahir, Suwareh Darbo et Kabbashi Suliman. « Soudan », *Perspectives économiques en Afrique*, 25 août 2014, <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-de-lest/soudan/>, consulté le 20 mai 2014.

¹⁷ Marcus Cox et Ken Robson. « Mid-Term Evaluation of the Budget Strengthening Initiative », *Aqulhas*, 2 juillet 2013, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/298733/Mid-term-evaluation-ODI-budget-strengthening-initiative.pdf, consulté le 11 février 2015.

membres du MPLS¹⁸. Les tensions croissantes dans les rangs supérieurs du MPLS tout au long de l'année 2013, ainsi que la violence armée dans certaines régions du Soudan du Sud – notamment l'État de Jonglei – avant l'éruption du conflit en décembre 2013 laissaient également présager l'expansion du conflit dans un avenir proche¹⁹.

Le Soudan du Sud est un « État fragile », ce qui signifie que son gouvernement n'a pas la volonté politique ou les capacités nécessaires pour remplir les conditions de base en matière de réduction de la pauvreté, de développement, de sécurité et de droits de la personne²⁰. Autrement dit, l'État du Soudan du Sud est incapable d'assumer les fonctions fondamentales liées à la gouvernance de sa population et de son territoire, et n'est pas apte à établir avec la société des relations constructives et se renforçant mutuellement²¹. Selon le « baromètre de la fragilité » convenu par le **g7+** à Kinshasa en novembre 2013, le Soudan du Sud se situe au **stade 1 : Crise**, qui se caractérise par des conflits, d'importantes divisions politiques, une faible primauté du droit, un secteur de la sécurité fragmenté par de courantes violations des droits de la personne, une prestation précaire des services de base par le gouvernement (tandis que la communauté internationale apporte des secours d'urgence), de la corruption et une structure économique gravement entravée par une mauvaise gestion des ressources naturelles et des faibles recettes de l'État²². Dans ce contexte, selon le **g7+**, « [...] le développement socio-économique durable nécessite de mettre davantage l'accent sur des mesures complémentaires de consolidation de la paix et de renforcement de l'État : développement des règlements politiques, de la sécurité, de la justice, des emplois, de la gestion saine des ressources, et de la fourniture responsable et équitable des services »²³.

2.2 Contexte politique et contexte de gouvernance

La constitution de transition du gouvernement de la République du Soudan du Sud, entrée en vigueur le 9 juillet 2011, a établi un système de gouvernement présidentiel dirigé par un président (qui est à la fois chef d'État, chef de gouvernement et commandant en chef des forces armées, et est élu directement par la population) soutenu par un cabinet et 29 ministères²⁴, un parlement bicaméral (constitué d'une chambre haute appelée Conseil des États²⁵ et d'une chambre basse appelée Assemblée législative

¹⁸ En juillet 2013, le président Kiir a renvoyé tous ses ministres, y compris le vice-président Machar, afin de « réduire la taille » du gouvernement. Machar, inquiet de ce glissement vers la dictature, a déclaré son intention de revendiquer la présidence à la place de Kiir. C'est entre le 14 et le 15 décembre 2013 que le conflit entre les deux hommes a éclaté, Kiir accusant Machar d'un coup d'État et Machar niant y être impliqué, même si ce dernier est actuellement considéré comme le chef du mouvement rebelle.

¹⁹ Daniel Maxwell et Martina Santschi. « From Post-Conflict Recovery and State Building to a Renewed Humanitarian Emergency: A Brief Reflection on South Sudan », *Secure Livelihoods Research Consortium*, Overseas Development Institute (ODI) (London: ODI, 2014), p.1, http://www.securelivelihoods.org/publications_details.aspx?resourceid=320, consulté le 26 janvier 2015.
Alex De Waal. « When Kleptocracy Becomes Insolvent: Brute Causes of the Civil War in South Sudan », *African Affairs* 113/452 (2014), p. 361, p. 365.

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud. « Incidents of Inter-Communal Violence in Jonglei State », juin 2012. p. i, <http://www.refworld.org/docid/4feac8632.html>, consulté le 11 février 2015.

²⁰ OCDE. « Principles for Good International Engagement in Fragile States », 2007, <http://www.oecd.org/dacfragilestates/43463433.pdf>, consulté le 11 février 2015.

²¹ OCDE. « Soutenir le renforcement de l'État dans les situations de conflit et de fragilité », 8 février 2011, http://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/soutenir-le-renforcement-de-l-etat-dans-les-situations-de-conflit-et-de-fragilite_9789264097049-fr, consulté le 11 février 2015.

²² g7+. *Note du g7+ sur le baromètre de la fragilité* (Kinshasa, 2013), p. 13, http://g7plus.squarespace.com/storage/fragility-spectrum-note/06112013%20Fragility%20Spectrum%20Paper-v7%20FR_EV_DB%20complete.pdf, consulté le 11 février 2015.

²³ g7+. *Note du g7+ sur le baromètre de la fragilité*, p.5.

²⁴ Affaires du Cabinet; Défense nationale et Anciens Combattants; Affaires étrangères et Coopération internationale; Sécurité nationale; Justice; Intérieur; Affaires parlementaires; Finances et Planification économique; Travail, Fonction publique et Développement des ressources humaines; Commerce, Industrie et Investissements; Information et radiodiffusion; Santé; Agriculture et Forêts, Routes et Ponts; Transports; Éducation générale et Instruction; Enseignement supérieur, Science et Technologie; Environnement; Logement et Aménagement du territoire; Télécommunications et Services postaux; Pétrole et Mines; Électricité et Barrages; Égalité entre les sexes, Enfance et Bien-être social; Affaires humanitaires et Gestion des catastrophes; Ressources en eau et Irrigation; Conservation de la faune et Tourisme; Ressources animales et Pêche; Culture, Jeunesse et Sports.

²⁵ Formé des représentants des assemblées d'État, le Conseil des États a pour rôle de déposer des projets de loi dans l'intérêt des États et du principe de décentralisation.

nationale)²⁶ ainsi qu'une magistrature (formée d'une cour suprême, de cours d'appel, de tribunaux de première instance, de cours de comté et d'autres tribunaux, nommés par le président). Le Soudan du Sud n'a jamais tenu d'élections nationales, mais il était prévu d'en organiser en 2015. Même s'il existe au moins dix partis politiques²⁷, l'Assemblée législative nationale est composée surtout de membres du MPLS²⁸, dont 27 % étaient des femmes²⁹. Le pouvoir exécutif est assez vaste, sans contreponds législatif ou judiciaire efficace.

Le système juridique du Soudan du Sud est un mélange de droit législatif et de droit coutumier; les tribunaux coutumiers³⁰ ont une compétence concomitante avec les tribunaux créés par la loi, qui fonctionnent souvent en parallèle. Étant donné que les décisions d'un tribunal coutumier peuvent être portées en appel devant un tribunal créé par la loi, deux systèmes juridiques différents peuvent être appliqués à un seul litige. Cette dualité dans le contexte des conflits ethniques persistants a pour conséquence **d'affaiblir le système judiciaire**. Dans la plupart des cas, les affaires des tribunaux coutumiers portées en appel sont examinées *de novo*, la Cour ne fait preuve d'aucune déférence à l'égard du tribunal coutumier, et les affaires n'y sont pas renvoyées même lorsque le dossier factuel est incomplet³¹. Bien que de nombreuses lois aient été adoptées depuis 2005 (par exemple la loi sur le Code pénal de 2008, la loi sur le Code de procédure pénale de 2008 et la loi foncière de 2009), leur utilisation dans les litiges juridiques et les tribunaux est limitée. La faible diffusion des lois, le peu d'expérience avec les nouvelles dispositions légales, la difficulté qu'éprouvent beaucoup de membres du personnel juridique à comprendre l'anglais et le manque d'accès aux tribunaux créés par la loi sont tous des facteurs qui limitent la pertinence des nouvelles lois³².

Après des décennies de guerre, le Soudan du Sud reste **fortement militarisé**. Au jour de l'indépendance, l'effectif de l'armée du Soudan du Sud, largement constituée de combattants de l'ancien MPLS/A appartenant aux groupes ethniques Dinka et Nuer, était estimé à 300 000 personnes³³. Une querelle entre le président Kiir et le vice-président Machar a culminé en décembre 2013 en un conflit armé où les factions rebelles (surtout des Nuer), ou le Mouvement populaire de libération du Soudan formant l'opposition (MPLS-O), luttent contre les forces de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) du gouvernement (surtout des Dinka). Selon l'International Crisis Group, toutefois, ce récent conflit se comprend mieux si l'on adopte un point de vue plus nuancé sur la nature des conflits ethniques au Soudan du Sud. Les divisions entre le « MPLS 7 » des Dinka de Jonglei et les Dinka de Bahr el Ghazal demeurent un facteur déterminant pour certains³⁴. Même si beaucoup de Nuer restent du

²⁶ L'Assemblée nationale actuelle est composée de tous les membres de l'ancienne Assemblée législative du Soudan du Sud, des anciens membres de l'Assemblée législative nationale de la République du Soudan élus dans des circonscriptions du Soudan du Sud ainsi que des membres nommés en vertu de l'article 94 (2:b) de la constitution de transition du Soudan du Sud. L'Assemblée législative nationale est élue lors d'une élection générale nationale à partir des circonscriptions définies par la loi électorale nationale.

²⁷ Alliance progressiste du peuple africain, Mouvement populaire de libération du Soudan, Mouvement populaire de libération du Soudan – Changement démocratique, Parti travailliste du Soudan du Sud, Front démocratique uni, Forum démocratique du Soudan du Sud, Union nationale africaine du Soudan, Parti libéral du Soudan du Sud, Parti communiste du Soudan du Sud, Parti uni du Soudan du Sud.

²⁸ MPLS (160); MPLS-DC (4); Indépendants (6).

Gouvernement de la République du Soudan du Sud. « Honourable Members », 2014, <http://www.goss.org/index.php/legislative-assembly/honourable-members>, consulté le 11 février 2015.

²⁹ Aux élections, il y a une liste distincte pour les femmes afin que l'exigence constitutionnelle d'obtenir une participation d'au moins 25 % de femmes au Parlement soit respectée. (Cette exigence s'applique également aux élections d'État.)

La base de données mondiale des quotas de femmes, « Soudan du Sud – Aperçu du pays », 7 avril 2014, <http://www.quotaproject.org/fr/uid/countryview.cfm?CountryCode=SS>, consulté le 11 février 2015.

³⁰ Les tribunaux coutumiers sont présidés par des autorités traditionnelles et statuent en fonction des droits coutumiers de leurs groupes ethniques respectifs. Plus de 90 % des litiges sont traités par les tribunaux coutumiers.

Mertenskoetter, Paul et Dong Samuel Luak. « An Overview of the Legal System and Legal Research in the Republic of South Sudan », *GlobalLex*, novembre / décembre 2012, http://www.nyulawglobal.org/globalex/South_Sudan.htm, consulté le 11 février 2015.

³¹ Mertenskoetter, Paul et Dong Samuel Luak. « An Overview of the Legal System and Legal Research in the Republic of South Sudan ».

³² Mertenskoetter, Paul et Dong Samuel Luak, « An Overview of the Legal System and Legal Research in the Republic of South Sudan ».

³³ Banque mondiale. « Interim Strategy Note (FY 2013-2014) for the Republic of South Sudan » (The International Finance Corporation, 2013), p.5, http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDS/IB/2013/02/07/000333037_20130207110223/Rendered/PDF/747670ISN0P1290Official0Use0Only090.pdf, consulté le 11 février 2015.

³⁴ « Certains Dinka de Jonglei n'apprécient guère de se retrouver pris entre deux feux et d'être les principales victimes des représailles pour ce qu'ils considèrent être les efforts des Dinka de Bahr el Ghazal (la zone de résidence de Kiir) pour maintenir Kiir à la présidence ainsi que de la violence ethnique à laquelle ces derniers ont recours à Djouba dans ce but. » [traduction]

côté du gouvernement, certains rejetant des politiques ethniques et ne considérant pas Machar comme leur chef, la position des Nuer au sein du APLS est « de plus en plus précaire », d'après des rapports sur le mauvais traitement des loyalistes. La défection de cadres supérieurs Nuer (entre autres) se poursuit, certains quittant même le pays.

Depuis l'éclatement du conflit en décembre 2013, les gouverneurs de divers États, en particulier les États centraux et orientaux ainsi que les États de l'Équatoria, exercent des pressions sur leurs jeunes pour qu'ils s'enrôlent dans l'armée, sous peine de représailles³⁵. Ainsi, ces « enfants soldats », qu'on voyait pendant la longue lutte pour l'indépendance du Soudan du Sud, font à nouveau partie du paysage dans le présent conflit. On estime que déjà 11 000 garçons âgés de 12 à 17 ans ont été recrutés de force par l'APLS et par les rebelles³⁶. Environ un an après le début du conflit, les intérêts divergents, la faiblesse du commandement et du contrôle ainsi que la prolifération des milices et des forces d'autodéfense ont fait en sorte que des escarmouches surviennent continuellement, et on prévoit une recrudescence des combats pendant la prochaine saison sèche. En juin 2014, plus de 35 % du budget approuvé pour l'exercice 2014-2015 était affecté au secteur militaire³⁷. En juillet, l'agence de presse Bloomberg a signalé une vente d'armes de 38 M\$ en provenance de la Chine et soutenait que le gouvernement avait dépensé 1 G\$ pour l'achat d'armes depuis l'éclatement du conflit³⁸. Les pays environnants, en particulier le Kenya, l'Éthiopie et l'Ouganda, ont fourni de l'aide aux factions³⁹, ce qui a ajouté une dimension régionale au conflit.

2.2.1 Corruption

La corruption constitue un grave obstacle à l'atteinte d'une gouvernance efficace et à la croissance économique. Dans une enquête de perception menée en 2011 par la Commission du Soudan du Sud pour la lutte contre la corruption, 96 % des répondants estimaient que la corruption était courante, et 97 % la considéraient comme un problème « grave » ou « très grave ». Ce chiffre est en légère hausse par rapport aux résultats de l'enquête réalisée en 2007⁴⁰. Un sondage d'opinion publique mené à Djouba en juin 2012 indiquait que 66 % des personnes interrogées avaient rencontré et payé un pot-de-vin à au

International Crisis Group. « South Sudan: A Civil War by Any Other Name », *Africa Report*, n° 217 (2014), p. 11, <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/horn-of-africa/south-sudan/217-south-sudan-a-civil-war-by-any-other-name.aspx>, consulté le 11 février 2015.

³⁵ Radio Tamuzj (2014) rapporte que le gouverneur a donné à ses commissaires de comté deux semaines pour recruter 6 000 personnes dans l'armée, à raison de 1 500 recrues par comté. Selon les nouvelles de Gurtong, le gouverneur a prévenu ceux qui tenteraient de saboter l'actuelle initiative de recrutement du APLS : « Nous sommes conscients des activités que vous menez à l'encontre de ces mobilisations, et nous savons ce que nous pouvons vous faire; vous en subirez les conséquences si vous êtes ici, dans cet État, pour soutenir les rebelles. » [traduction]

Lucano, Augustino. « A History of South Sudan Militarization », *South Sudan News Agency*, 18 mars 2014, <http://www.southsudannewsagency.com/opinion/columnists/a-history-of-south-sudan-militarization>, consulté le 4 avril 2014.

³⁶ Selon l'UNICEF, sur une population estimée à 11 000 enfants-soldats, environ 70 % seraient enrôlés dans les groupes rebelles, notamment l'Armée blanche, qui est notoirement connue pour envoyer des milliers d'enfants au combat.

Burridge, Tom. « Child Soldiers Still Being Recruited in South Sudan », *BBC News – Africa*, 26 octobre 2014, <http://www.bbc.com/news/world-africa-29762263>, consulté le 11 février 2015.

³⁷ République du Soudan du Sud – Ministère des Finances et de la Planification économique, « Summary Table for the Approved Budget 2014-15 » (2014), <http://www.grss-mof.org/news/national-legislature-approves-government-budget-201415/>, consulté le 11 février 2015.

³⁸ Gridneff, Ilya. « China Sells South Sudan Arms as its Government Talks Peace », Bloomberg, 9 juillet 2014, <http://www.bloomberg.com/news/2014-07-08/norinco-sells-south-sudan-arms-as-chinese-government-talks-peace.html>, consulté le 12 février 2015.

³⁹ En même temps, les groupes armés à base ethnique soutenus par l'État ou l'opposition, comme les Armées blanches des Nuer, ont prospéré, et leurs commanditaires n'ont qu'un infime contrôle sur eux. En comptant l'armée ougandaise et les rebelles soudanais qui appuient le gouvernement, il existe maintenant au moins une vingtaine d'entités armées en activité au Soudan du Sud. Les fragiles coalitions menacent de se fracturer davantage, en particulier dans l'État du Haut-Nil, producteur de pétrole.

International Crisis Group. « South Sudan: Looming Military Offensives in South Sudan », 30 octobre 2014. *All Africa.com*, <http://allafrica.com/stories/201410301420.html>, consulté le 12 février 2015.

⁴⁰ Ce rapport n'est plus disponible sur le site Web de la Commission de lutte contre la corruption du Soudan du Sud, mais il a été cité dans la stratégie de lutte contre la corruption au Soudan du Sud du ministère du Développement international du Royaume-Uni (DFID) (https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/213914/anti-corruption-strategy-ss.pdf) ainsi que dans le rapport sur le Soudan du Sud de 2014 des *Perspectives économiques en Afrique* :

http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/CN_Long_FR/SoudanDuSud_FRE.pdf.

moins un des neuf principaux fournisseurs de services⁴¹. En juin 2012, le président Kiir a envoyé une lettre à 75 anciens ou actuels représentants d'entreprises pétrolières pour leur demander de retourner les 4 G\$ de recettes pétrolières qui avaient été volés⁴². Il a promis que tous les représentants qui retourneraient l'argent volé bénéficieraient d'un accord de confidentialité et d'une amnistie qui les protégerait des poursuites.

Selon le Département d'État des États-Unis, la Commission de lutte contre la corruption du Soudan du Sud ne possède ni le pouvoir de poursuite ni les ressources nécessaires pour effectuer des enquêtes, et n'en a donc mené que six depuis 2009⁴³. Compte tenu du manque de volonté politique, de la faible gouvernance ainsi que des cadres et des systèmes juridiques lacunaires, la corruption restera un obstacle important à une maturation politique soutenue et à la croissance économique.

2.2.2 Décentralisation

Il existe quatre ordres de gouvernement au Soudan du Sud : central, d'État⁴⁴, de comté et payam (similaire à une circonscription). Les questions foncières, les différends familiaux et les transgressions sexuelles sont traités par les systèmes traditionnels ou coutumiers, et le gouvernement local exerce un rôle de surveillance pour les chefs traditionnels⁴⁵. Chaque État possède sa propre constitution et élit de façon indépendante son gouverneur et les membres de son assemblée législative; les États dépendent toutefois du gouvernement central pour leur revenu, car toutes les ressources naturelles souterraines appartiennent à ce dernier⁴⁶. Avant décembre 2013, des efforts étaient déployés pour soutenir la capacité des ordres inférieurs du gouvernement de fournir les services de base⁴⁷ en vertu d'une loi sur les gouvernements locaux datant de 2009. Beaucoup des nouvelles institutions de gouvernance locales étaient dépourvues de mandats précis, de cadres de réglementation, de financement suffisant et des capacités humaines nécessaires. De plus, les canaux de communication entre le gouvernement central et les États n'étaient pas clairement définis, ce qui limitait leur efficacité. L'éclatement du plus récent conflit a mis fin aux efforts visant à mettre en place un système législatif, un système financier et un système de gestion des approvisionnements dans les gouvernements central, d'État et locaux en vue de répondre aux demandes de la communauté en matière d'infrastructures locales. Les gouvernements d'État comptent énormément sur les transferts financiers provenant de Djouba, tandis que le gouvernement national dépend fortement des recettes pétrolières. Apparemment, les gouvernements

⁴¹ Service de police, services d'état civil et des permis, services judiciaires, services fonciers, douanes, recouvrement des impôts, services publics, système d'éducation et services médicaux.

Transparency International. « Daily Lives and Corruption: Public Opinion in East Africa », 10 mai 2012, http://www.transparency.org/whatwedo/publication/daily_lives_and_corruption_east_africa, consulté le 12 février 2015.

⁴² « Des sommes dont le total est estimé à 4 milliards de dollars ont disparu, ou plutôt ont été volées par d'anciens ou d'actuels représentants de l'État, ainsi que par des personnes corrompues ayant des liens étroits avec les fonctionnaires du gouvernement », écrivait le président Salva Kiir dans une lettre adressée à ses fonctionnaires.

York, Geoffrey. « South Sudan's \$4-billion Query Answered: Oil Revenue Stolen by Corrupt Officials », *The Globe and Mail*, 5 juin 2012, <http://www.theglobeandmail.com/news/world/worldview/south-sudans-4-billion-query-answered-oil-revenue-stolen-by-corrupt-officials/article4231805/>, consulté le 12 février 2015.

⁴³ Département d'État des États-Unis. « 2013 Investment Climate Statement – South Sudan », Bureau of Economic and Business Affairs, 2013, <http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2013/204855.htm>, consulté le 12 février 2015.

York, Geoffrey. « South Sudan's \$4-billion Query Answered: Oil Revenue Stolen by Corrupt Officials ».

⁴⁴ Équatoria-Central, Équatoria-Oriental, Équatoria-Occidentale, Jonglei, Unité, Lacs, Haut-Nil, Bahr el Ghazal du Nord, Bahr el Ghazal occidental et Warrap. La plus haute autorité d'un État est le gouverneur. Les assemblées législatives d'État adoptent des lois conformément à la primauté du droit national et y sont assujetties en cas de conflit.

⁴⁵ IS Academy and Royal Tropical Institute. « Food Security and Land Governance Factsheet – South Sudan », 2011. Préparé pour le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. <http://www.landgovernance.org/system/files/South%20Sudan%20Factsheet%20-%202012.pdf>, consulté le 12 février 2015.

⁴⁶ Mertenskoetter et Luak. « An Overview of the Legal System and Legal Research in the Republic of South Sudan ».

⁴⁷ Voir, par exemple, le Projet de gouvernance locale et de prestation de services, financé par la Banque mondiale, le Danemark, la Norvège et la Suède.

Banque mondiale. « Interim Strategy Note (FY 2013-2014) for the Republic of South Sudan », p.25.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a appuyé, en juin 2012, une table ronde sur la décentralisation qui réunissait les dix gouvernements d'État et visait le dépôt d'un certain nombre de propositions de résolutions, notamment la nécessité d'ajuster la constitution et l'établissement d'un ministère chargé de superviser le gouvernement local et la décentralisation.

PNUD. « South Sudan Annual Report 2012 », (2012), p. 19, <http://www.ss.undp.org/content/dam/southsudan/library/Reports/UNDP-SS-Annual-Report-2012-Web.pdf>, consulté le 12 février 2015.

« conserveraient jalousement » leurs fonds plutôt que de les attribuer aux priorités urgentes en matière de développement⁴⁸.

2.2.3 Capacité institutionnelle

Selon un rapport de la Banque mondiale (2013)⁴⁹, bien que le gouvernement de la République du Soudan du Sud fonctionne comme une entité autonome depuis 2005, sa capacité à favoriser la croissance économique, à développer l'infrastructure, à assurer la sécurité et à **fournir des services**, comme des soins de santé et l'éducation, est **très restreinte**. Cette faiblesse du gouvernement s'étend également au système de gestion des finances publiques⁵⁰. Jusqu'à l'éclatement du conflit, les donateurs fournissaient au pays un financement considérable destiné à la construction d'infrastructures, à la mise en place d'institutions gouvernementales et au renforcement des capacités de fournir des services au pays⁵¹.

2.2.4 Capacités de la société civile

Un projet de loi sur les organisations non gouvernementales (ONG 2013, anciennement le « projet de loi sur les organisations non gouvernementales réalisant du travail volontaire et humanitaire ») a été élaboré et débattu lors d'une audience publique le 29 novembre 2013, mais son sort demeure incertain étant donné la récente flambée de violence politique et ethnique dans le pays. Plus de 200 organisations de la société civile (OSC) sont actives au Soudan du Sud, et beaucoup d'entre elles sont membres de l'Alliance de la société civile du Soudan du Sud⁵². Les OSC œuvrent dans près de 22 secteurs d'activité, dont la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire, l'égalité entre les sexes, le maintien de la paix, les jeunes, les sports, les personnes déplacées à l'intérieur du territoire et celles qui sont de retour au pays. La plupart des OSC actives au Soudan du Sud s'y trouvaient avant l'indépendance du pays, en réponse à la crise humanitaire qui sévissait pendant les décennies de conflit. Le fait que ces OSC se concentrent sur la prestation de services et qu'elles agissent à la place du gouvernement a restreint le lien entre la population et son gouvernement de même que la capacité du gouvernement à répondre aux besoins de la population de manière transparente et responsable. Le « biais urbain » et la politisation nuisent également à la crédibilité et à la capacité des OSC⁵³, tandis que les attaques récentes, notamment des menaces d'expulsion, lancées par la Commission de secours et de réhabilitation du Soudan du Sud, ont dégrisé les organisations non gouvernementales (ONG) internationales qui s'impliquaient dans la gestion de la crise humanitaire croissante au pays⁵⁴. En outre, comme l'indique l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016), la société civile reste sous-développée⁵⁵.

⁴⁸ *The Guardian*. « South Sudan: New country, same old mistakes? », 5 mars 2014, <http://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2014/mar/05/south-sudan-independence-poisonous-thorn-hearts>, consulté le 12 février 2015.

⁴⁹ Banque mondiale. « Interim Strategy Note (FY 2013-2014) for the Republic of South Sudan », pgs.9-10.

⁵⁰ The Chartered Institute of Public Finance and Accounting. « Republic of South Sudan: PFM Professionalisation Readiness Assessment », février 2012, <http://www.jdt-juba.org/wp-content/uploads/Final-Report-CIPFA.pdf>, consulté le 12 février 2015.

⁵¹ Maxwell, Daniel et Martina Santschi. « From Post-Conflict Recovery and State Building to a Renewed Humanitarian Emergency: A Brief Reflection on South Sudan », p.2.

⁵² South Sudan Civil Society Alliance. « Overview of South Sudan Civil Society Alliance », 14 février 2014, <http://sscsa.info/?p=1>, consulté le 12 février.

⁵³ Rift Valley Institute. « Conference of South Sudan Civil Society Organizations », 10 janvier 2014, <http://riftvalley.net/event/south-sudan-peace-possible#.U30KfpJxTTo>, consulté le 23 janvier 2015.

⁵⁴ Dépôt d'un rapport d'Oxfam intitulé [From Crisis to Catastrophe | Oxfam International, octobre 2014](#). Ce document a été approuvé par quelque 30 ONG internationales réputées (voir la dernière page du document susmentionné). Le directeur de pays d'Oxfam a été appelé par la Commission de secours et de réhabilitation afin de « s'expliquer ». Cette Commission est la branche du gouvernement, vaguement liée au ministère des Affaires humanitaires, qui est responsable de la surveillance et de la prestation de toute l'aide humanitaire au Soudan du Sud; c'est la descendante directe d'une organisation similaire qui existait dans le cadre de l'Opération survie Soudan, une opération humanitaire de temps de guerre supervisée par l'UNICEF, en collaboration avec le SPLM/A et l'administration de Khartoum pendant ces années de conflit. Menaces d'expulsion en plus.

⁵⁵ Voir l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016) du Canada, [SGDE-EDRMS-#7029487-SOUTH SUDAN INTERIM CDS 2014-2016 - DRAFT](#).

2.3 Contexte économique

Le Soudan du Sud a été classé parmi les pays les moins avancés (PMA) en décembre 2012⁵⁶. Depuis l'indépendance, l'économie du pays s'est contractée de 21 % en 2011-2012 et de 28 % en 2012-2013, une situation attribuable principalement à la querelle avec le Soudan à propos des frais de transit du pétrole⁵⁷, et les dépenses gouvernementales ont subi une réduction de 40 %⁵⁸.

L'éclatement du conflit en décembre 2013 n'a fait qu'empirer les perspectives de croissance économique. Selon la Banque africaine de développement, à moyen terme, à condition que la guerre civile se résolve de sorte que l'ordre et la sécurité soient restaurés, le Soudan du Sud a le potentiel d'accroître son PIB de 7 % à 8 % par année⁵⁹. Cependant, l'absence (ou la piètre condition) des infrastructures physiques nécessaires, comme les routes et les moyens de transport, présente un défi pour la croissance économique future⁶⁰.

Le Soudan du Sud a une économie à deux volets : le premier est fondé sur les ressources pétrolières et compte pour 70 % des recettes publiques et 60 % du PIB (exportations et investissements connexes); le second comprend tout ce qui n'est pas lié au pétrole, notamment l'agriculture (surtout de subsistance), la construction et les services⁶¹. D'après le Statistical Review 2013 de British Petroleum (BP), la majorité des réserves pétrolières se trouvent dans les bassins riches en pétrole de Muglad et de Melut, ce qui représente 1,5 milliard de barils au Soudan et 3,5 milliards de barils au Soudan du Sud, ainsi que 3 mille milliards de pieds cubes de réserves prouvées de gaz naturel⁶². En mai 2014, la production du Soudan du Sud était de 165 000 barils par jour (bpj), une baisse importante par rapport aux 245 000 bpj du mois de décembre 2013 avant que le conflit n'éclate⁶³, et le pic de production est survenu en 2010, où celle-ci a atteint 486 000 bpj. Conscient qu'ils ont tous deux besoin des recettes pétrolières, le gouvernement de la République du Soudan, en un signe possible d'apaisement des tensions entre les deux pays, a récemment accepté de fournir du matériel, des ingénieurs et de l'électricité au Soudan du Sud afin que ce dernier remette ses champs pétrolifères en état et augmente sa production, mettant ainsi fin à la fermeture de 14 mois qui a dévasté les deux pays⁶⁴.

⁵⁶ Bureau du Haut-Représentant de l'ONU pour les pays les moins avancés. « South Sudan Joins LDC Category », 2014, <http://unohrrls.org/news/south-sudan-joins-ldc-category/>, consulté le 12 février 2015.

⁵⁷ Après la sécession du Soudan du Sud, le Soudan a réclamé des frais de transit de 32 \$ à 36 \$ par baril pour tenter de compenser la perte de recettes pétrolières, tandis que le Soudan du Sud offrait des frais de transit inférieurs à 1 \$ par baril. Les tensions se sont exacerbées à la fin de 2011 lorsque le Soudan a commencé à confisquer une partie du pétrole du Soudan du Sud comme paiement pour les frais de transit impayés. Peu de temps après, le Soudan a arrêté la production. Après presque 15 mois de négociations intermittentes, le Soudan du Sud a relancé la production de pétrole en avril 2013. Malgré les progrès accomplis pour concilier les différends, plusieurs problèmes non résolus demeurent, et la production pourrait de nouveau être réduite dans un futur proche.

US Energy Information Administration. « Sudan and South Sudan », 3 septembre 2014, <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=SU>, consulté le 12 février 2015.

⁵⁸ Groupe de la Banque africaine de développement. « Perspectives économiques au Sud-Soudan », 2014, <http://www.afdb.org/fr/countries/east-africa/south-sudan/south-sudan-economic-outlook/>, consulté le 12 février 2015.

⁵⁹ Groupe de la Banque africaine de développement. « Perspectives économiques au Sud-Soudan ».

⁶⁰ Fonds international de développement agricole (FIDA), « Enabling Poor Rural People to Overcome Poverty in South Sudan », (Addis Ababa: FIDA, 2014), p. 2, http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pf/factsheets/south_sudan.pdf, consulté le 12 février 2015.

Département d'État des États-Unis, « 2013 Investment Climate Statement – South Sudan », février 2013, <http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2013/204855.htm>, consulté le 12 février 2015.

⁶¹ Yousif et al, « Soudan ».

⁶² Le Soudan / Soudan du Sud se classe au 25^e rang dans la liste mondiale des pays ayant des réserves prouvées de pétrole grâce aux réserves de 3,5 milliards de barils du Soudan du Sud – un volume similaire à celui l'Indonésie (3,89 milliards) mais près de dix fois inférieur à celui du Nigéria (37,5 milliards). À des fins de comparaison avec les principaux investisseurs dans le secteur pétrolier du Soudan du Sud, les réserves prouvées de la Chine sont de 20,35 milliards de barils, la Malaisie en compte 4 milliards, l'Inde en compte 5,61 milliards, la France en a seulement 0,09 milliard et le Koweït a 104 milliards de barils.

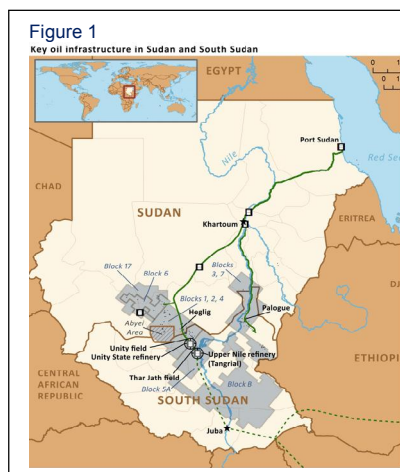
US Energy Information Administration, « Countries », 2014, <http://www.eia.gov/countries/index.cfm?view=reserves>, consulté le 12 février 2015.

US Energy Information Administration, « Sudan and South Sudan », 3 septembre 2014, <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=SU>, consulté le 12 février 2015.

⁶³ Jorgic, Drazen. « South Sudan Says Khartoum to Help Repair Damaged Oilfields », *The Star Online*, 25 mai 2014, <http://www.thestar.com.my/News/World/2014/05/25/South-Sudan-says-Khartoum-to-help-repair-damaged-oilfields/>, consulté le 12 février 2015.

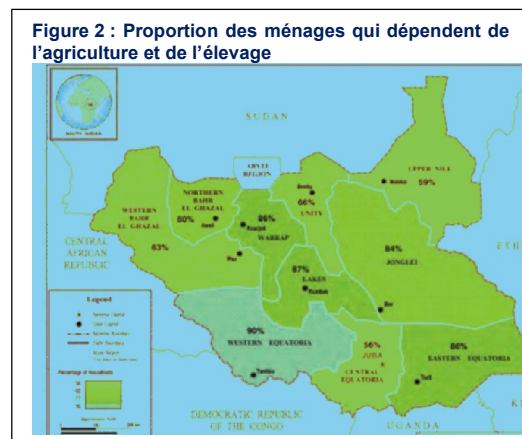
⁶⁴ Jorgic, « South Sudan Says Khartoum to Help Repair Damaged Oilfields ».

Pour exporter son pétrole, le Soudan du Sud dépend d'un oléoduc qui traverse le Soudan pour se rendre à Port-Soudan, au bord de la mer Rouge, mais le pays explore actuellement la possibilité de se doter d'oléoducs supplémentaires (qui passeront à travers l'Éthiopie ou le Kenya; voir la figure 1⁶⁵) tout en augmentant le nombre de raffineries⁶⁶. Les investisseurs étrangers d'Asie et d'Europe dominent la production de pétrole⁶⁷. La loi sur le pétrole de 2012⁶⁸ a établi une structure de gouvernance comprenant une Commission nationale du pétrole et du gaz naturel, qui fournit une orientation politique, le ministère du Pétrole et des Mines, qui gère et développe le secteur pétrolier, et (afin de participer aux activités en amont, médianes et en aval du secteur du pétrole et du gaz naturel) la National Petroleum and Gas Corporation, qui devait remplacer la compagnie Nilepet⁶⁹, mais on ignore dans quelle mesure cette transition a été mise en œuvre⁷⁰. Le projet de loi sur la gestion des recettes pétrolières de 2012, qui attend la signature du président, vise à instaurer une gestion plus crédible et transparente des recettes pétrolières à l'échelle nationale, étatique et locale⁷¹.



Bien que des préoccupations persistent à l'égard de l'efficacité de ces institutions spécialisées, mais naissantes, et de leur gouvernance, il y a des signes prometteurs pour le secteur en général compte tenu de la récente entente conclue entre le Soudan et le Soudan du Sud pour collaborer et relancer la production et l'acheminement du pétrole en provenance des deux champs pétrolifères du nord de l'État d'Unité, qui borde le Soudan⁷². Les institutions faibles, de même que la corruption (voir ci-dessus) ont contribué à la **mauvaise gestion des ressources naturelles du Soudan du Sud**. Les gouvernements de l'Ouganda, du Kenya et de l'Éthiopie sont particulièrement désireux de profiter des nouveaux oléoducs, et ont donc un intérêt économique direct envers les réserves de pétrole du Soudan du Sud.

Le Soudan du Sud possède également des gisements minéraux prometteurs, par exemple de l'or, de l'uranium, du cuivre, du manganèse, du marbre, des éléments des terres rares et des pierres précieuses (y compris



⁶⁵ US Energy Information Administration. « Sudan and South Sudan ».

⁶⁶ Le ministère du Pétrole et des Mines du Soudan du Sud a signé des ententes pour la construction de deux raffineries par des entreprises russe et américaine.

Département d'État des États-Unis. « 2013 Investment Climate Statement – South Sudan ».

⁶⁷ Les investisseurs de l'Asie sont la Chinese National Petroleum Company (CNPC) de la Chine, PETRONAS de la Malaisie et Oil and Natural Gas Company (ONGC) de l'Inde. Total, de la France, et Kufpec, du Koweït, ont un contrat d'exploration et de partage de production à Jonglei et dans d'autres États, mais n'ont pas encore commencé leurs activités.

⁶⁸ Gouvernement du Soudan du Sud. *The Petroleum Act 2012*, 2012, <http://www.mpmisouthsudan.org/docs/Petroleum%20Act.%202012%20-%20Signed%20-%20July%206.pdf>, consulté le 12 février 2015.

⁶⁹ Il s'agit de la compagnie pétrolière nationale du Soudan du Sud et de la branche technique, opérationnelle et commerciale du ministère du Pétrole et des Mines établi en 2003.

Gulf Oil and Gas. « Nilepet Petroleum and Gas Corporation », <http://www.gulfoilandgas.com/webpro1/prod1/SupplierCat.asp?sid=10064>, consulté le 12 février 2015.

⁷⁰ South Sudan Civics Info. « Nilepet (Nile Petroleum Corporation) and the National Petroleum and Gas Corporation », 21 août 2013, <http://www.southsudancivics.info/SSCinfo/article/nilepet-nile-petroleum-corporation-and-national-petroleum-and-gas-corporation>, consulté le 12 février 2015.

⁷¹ En plus de protéger les dépenses publiques contre la volatilité inhérente aux recettes pétrolières, ce projet de loi prévoit la création d'un fonds de stabilisation et d'un fonds pour les générations futures, contient des dispositions destinées à prévenir la corruption et les erreurs de gestion en imposant la publication des contrats ainsi que la divulgation régulière des données relatives à la production et aux recettes, et exige que tous les contrats d'exploitation pétrolière soient attribués selon un processus concurrentiel public. Ce projet de loi comprend également des règles importantes quant à la façon dont les recettes doivent être perçues, gérées, vérifiées, rapportées et transférées de l'administration centrale aux États et aux collectivités.

Groupe de la Banque africaine de développement. « Perspectives économiques au Sud-Soudan ».

⁷² Les deux opérateurs dans ces deux champs sont la Sudd Petroleum Operating Company et la Greater Pioneer Operating Company.

des diamants), qui sont pour la plupart encore inexploités. La loi sur les mines de 2012 comporte un système de délivrance de permis basé sur les normes internationales, notamment l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives⁷³. Peu d'information est disponible sur Internet à propos des capacités du ministère des Mines, mais l'Agence américaine pour le développement international (USAID) pourrait bien être impliquée étant donné qu'elle a financé la création d'une fiche de renseignements pour ce ministère.

Un secteur agricole prospère est indispensable à la croissance économique et à la sécurité alimentaire. Plus de 78 % de la population pratique l'agriculture de subsistance et le pastoralisme (voir la figure 2⁷⁴), et pourtant chacun représente moins de 15 % du PIB⁷⁵. Le Soudan du Sud est caractérisé par le taux de têtes de bétail par habitant le plus élevé en Afrique (une moyenne de 25 bêtes par ménage), ce qui est dû entre autres à la faible densité de population humaine. Cependant, les sécheresses fréquentes, les maladies au sein des troupeaux et d'autres facteurs environnementaux mettent la santé du bétail à risque (détails supplémentaires ci-dessous)⁷⁶. Les vols de bétail à main armée, liés à la prolifération des armes de petit calibre pendant la guerre civile prolongée, menacent également la subsistance des ménages. Même si, historiquement, les vols de bétail ont déjà eu lieu dans le pays, « l'incidence et l'ampleur des vols de bétail, ainsi que le degré de violence que permettent les armes à feu, ont contribué à accélérer et à intensifier une pratique qui, avant la guerre civile, était employée à une fréquence et avec un degré de violence bien moindres »⁷⁷ [traduction].

Malgré ses abondantes terres arables, seulement 4 % du Soudan du Sud est cultivé. Les principales cultures de céréales, qui représentent plus de 80 % des cultures, sont le sorgho, le maïs, le millet et le riz, et c'est le sorgho qui constitue la principale denrée de base dans la plupart des États. Parmi les autres cultures se trouvent les patates douces, l'igname et les papayes, qui sont cultivées à des fins d'autoconsommation ou de vente dans les marchés locaux. Le Soudan du Sud importe une grande partie de ses aliments de l'Ouganda et du Kenya, majoritairement pour la consommation urbaine⁷⁸. En ce qui a trait aux cultures commerciales, le café en fait partie, et il existe une poignée de tabaculteurs. Du côté des arbres fruitiers, on exploite la banane, la banane plantain, l'ananas, la mangue et les agrumes. La « zone de la Ceinture verte »⁷⁹ a le plus grand potentiel pour la production soutenue de cultures. Ces dernières comprennent le manioc, le sorgho, les arachides, le sésame, le maïs, le mil rouge, le dolique à œil noir, les fèves, les pois cajans et les légumes (oignon, gombo, tomate, chou, aubergine, concombre et citrouille). Il y a un fort potentiel pour la production et l'exportation de fruits et de légumes de grande valeur, comme l'ananas, l'oignon, la tomate et l'igname.

Les niveaux de production restent bas en raison du conflit, des pluies irrégulières ou tardives, de l'accès limité à des semences de qualité ou du manque de disponibilité de ces semences, ainsi qu'aux infrastructures agricoles inadéquates (réservoirs d'eau, systèmes d'irrigation et routes d'accès). Environ 70 % des ménages pastoraux et deux millions d'animaux sont menacés par des maladies endémiques (septicémie hémorragique, pleuropneumonie bovine contagieuse, anthrax et peste des petits ruminants),

⁷³ South Sudan Investment Authority. « South Sudan: Mining and Minerals Sector », Undersecretary of Ministry of Commerce, Industry and Investment, <http://www.southsudanembassydc.org/PDFs/Investment/South%20Sudan%20Mining%20Brochure.pdf>, consulté le 12 février 2015.

⁷⁴ Groupe de la Banque africaine de développement. « Infrastructure Action Plan in South Sudan: A Program for Sustained Economic Growth », (Tunis-Belvedere, 2013), p.132, <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/South%20Sudan%20Infrastructure%20Action%20Plan%20-%20%20A%20Program%20for%20Sustained%20Strong%20Economic%20Growth%20-%20Full%20Report.pdf>, consulté le 12 février 2015.

⁷⁵ Banque mondiale. « Interim Strategy Note (FY 2013-2014) for the Republic of South Sudan », p. 6.

⁷⁶ Organisation internationale pour les migrations. « South Sudan Village Assessment Survey Report », (Juba, 2013), p.31, p.83, <http://southsudan.iom.int/wp-content/uploads/2013/06/IOM-Village-Assessment-Survey-Report-2013.pdf>, consulté le 12 février 2015.

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. « Enhance Livelihoods in Pastoral Areas: South Sudan », <http://foodsecuritycluster.net/sites/default/files/Pastoral%20livelihood%20presentation%20UNCT%20Juba.pdf>, consulté le 12 février 2015.

⁷⁷ Arnold, Matthew B. et Chris Alden. « This Gun is Our Food: Demilitarising the White Army Militias of South Sudan », *Security in Practice* no.722, 2007, p.16, <http://english.nupi.no/content/download/1814/41974/version/10/file/wp-722-Arnold-Alden.pdf>, consulté le 12 février 2015.

⁷⁸ Agence américaine pour le développement international. « Two Sudans: The Separation of Africa's Largest Country and the Road Ahead », *Frontlines*, septembre / octobre 2011, p. 17, http://www.usaid.gov/sites/default/files/frontlines/FL_SEP_OCT_2011.pdf, consulté le 12 février 2015.

⁷⁹ La « zone de la Ceinture Verte », dotée d'une terre riche et fertile qui reçoit deux pluies par année, s'étend sur les trois États de l'Équatoria : Équatoria-Occidental, Équatoria-Central et Équatoria-Oriental.

mais la capacité locale et nationale de surveiller et de contrôler ces maladies, ainsi que d'y répondre, est très restreinte⁸⁰. Les institutions, les organisations et les personnes qui appartiennent à ce secteur souffrent d'inertie opérationnelle ainsi que d'une faible capacité de mise et œuvre et de coordination à l'échelle nationale et étatique. Selon la Banque africaine de développement, les institutions agricoles du gouvernement de la République du Soudan du Sud doivent être « reconstruites à partir de zéro »⁸¹.

Même si le Soudan du Sud est désigné comme un « État fragile », le renforcement de l'État est considéré comme essentiel pour promouvoir la croissance économique⁸², ce qui rend crucial le rôle du ministère des Finances, du Commerce et de la Planification économique (MFCP) pour l'établissement de priorités nationales, l'obtention et la coordination de ressources financières internes et externes, ainsi que la vérification des dépenses du gouvernement pour s'assurer qu'elles sont ciblées, pertinentes, appropriées et efficaces.

Le plan de développement du Soudan du Sud de 2011-2013, dirigé par le MFCP et élaboré en collaboration avec les ministères centraux, les fonctionnaires d'État et de comté ainsi que la communauté de donateurs, définit les priorités fondamentales en matière de développement⁸³. En outre, le MFCP et l'ONU ont accordé la priorité aux six fonctions de base de la gouvernance, essentielles pour la viabilité du gouvernement (de même qu'un plan d'action), qui constituent le fondement de la participation des donateurs⁸⁴ : le leadership de la direction, le secteur de la sécurité, la primauté du droit et l'application de la loi, la gestion fiduciaire, l'administration publique et les ressources naturelles.

Des travaux sont en cours pour réformer le système fiscal afin de diversifier les sources de recettes et d'augmenter l'efficacité du recouvrement. La loi de révision de la fiscalité de 2012 comportait des taxes supplémentaires⁸⁵ ainsi qu'un nouveau système pour améliorer le recouvrement et le suivi des recettes⁸⁶. Malgré le contexte politique, sécuritaire et économique, de même que les défis budgétaires particuliers⁸⁷ et la capacité institutionnelle limitée⁸⁸ du pays, selon la Banque africaine de développement, le MFCP a « mis en œuvre une politique budgétaire responsable »⁸⁹, qui restreint les dépenses lorsque les revenus ne suivent pas. Bien que les budgets continuent d'être axés sur la

⁸⁰ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. « Sud-Soudan », 2014, <http://www.fao.org/emergencies/countries/detail/fr/c/147627/>, consulté le 12 février 2015.

⁸¹ Groupe de la Banque africaine de développement. « South Sudan: An Infrastructure Action Plan – A Program for Sustained Strong Economic Growth », p. 164, <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/South%20Sudan%20Infrastructure%20Action%20Plan%20-%20A%20Program%20for%20Sustained%20Strong%20Economic%20Growth%20-%20Full%20Report.pdf>, consulté le 6 mars 2015.

⁸² OCDE. « L'engagement international dans les États fragiles : peut-on mieux faire? », Éditions OCDE, 2011, <http://www.oecd.org/fr/pays/soudandusud/48725070.pdf>, consulté le 12 février 2015.

⁸³ Gouvernement de la République du Soudan du Sud. « South Sudan Development Plan 2011-2013: Realising Freedom, Equality, Justice, Peace and Prosperity for All », (Juba, 2011), <http://www.jdt-juba.org/wp-content/uploads/2012/02/South-Sudan-Development-Plan-2011-13.pdf>

⁸⁴ PNUD. « GoSS Lays Out Its Priority Core Governance Functions at High-Level Meeting », *UNDP Southern Sudan Update* 2 (8), août 2010, <http://www.undp.org/content/dam/southsudan/library/Documents/Media%20&%20Publications/UNDP-SS-%20UPDATE%20September%202010%20-%20core%20state%20functions%20-%20for%20web.pdf>, consulté le 12 février 2015.

⁸⁵ Cette loi a autorisé l'instauration d'un impôt sur les ventes s'appliquant aux importations, et a augmenté les droits d'accise sur l'alcool, les produits du tabac et les véhicules. Un système de paiement anticipé de l'impôt sur le revenu au moment de l'importation de biens dans le pays a également été instauré. Un accord sur le recouvrement centralisé des impôts conclu avec les États facilite la circulation des biens et des services dans tout le pays. Des droits d'accise étatiques ont été ajoutés afin d'améliorer la capacité des États de gérer leur propre programme de développement.

⁸⁶ Ce système est basé sur un programme pilote qui permet aux contribuables et aux importateurs de verser le paiement de leurs impôts ou droits de douane directement aux banques commerciales, couplé à la création d'un compte unique du Trésor où tous les organismes publics qui génèrent des recettes versent les sommes recueillies.

⁸⁷ Le gouvernement de la République du Soudan du Sud est confronté à des problèmes budgétaires spécifiques attribuables à la structure de son économie, notamment la volatilité et l'imprévisibilité des entrées des recettes issues du pétrole, la dépendance quasi totale vis-à-vis du pétrole en tant que source de recettes, et la hausse de la part des coûts fixes dans le budget qui résulte de la fermeture de l'oléoduc. Pendant la première année de l'indépendance, l'incapacité du gouvernement à contrôler les dépenses a déclenché une forte inflation, en 2011-2012; la politique budgétaire rigoureuse mise en œuvre en 2012-2013 et maintenue en 2013-2014 a permis de garder les dépenses publiques sous contrôle jusqu'à la stabilisation des recettes pétrolières, ce qui n'a pas été facile compte tenu du conflit entre Kiir et Machar qui a entravé la production des États producteurs de pétrole.

⁸⁸ Selon la Banque mondiale, « à la signature de l'APG, le Soudan du Sud était caractérisé par une faible gestion financière publique, une élaboration de politiques économiques lacunaire et des contrats limités entre l'État et la société, et la situation ne s'est que légèrement améliorée depuis. » [traduction] Banque mondiale. « Interim Strategy Note (FY 2013-2014) for the Republic of South Sudan », p.10.

⁸⁹ Groupe de la Banque africaine de développement. « Soudan du Sud : Document de stratégie pays intérimaire 2012-14 », p. 4-5.

prestation de services sociaux dans les régions rurales, la mise en place rapide d'infrastructures visant à soutenir le développement économique et la création d'emplois dans les secteurs économiques agricoles et non pétroliers⁹⁰ et la volatilité des recettes ont entravé la capacité du gouvernement de poursuivre efficacement ses priorités budgétaires et ont créé un écart financier considérable et grandissant qui devra être comblé par la poursuite des mesures d'austérité et par de nouveaux emprunts (aux conditions du marché)⁹¹. L'analyse du budget révèle de nombreux défis fondamentaux qui doivent être relevés, notamment la dette croissante qui évince l'investissement privé, l'équilibre entre les dépenses en immobilisations et les coûts récurrents⁹² et la mauvaise exécution du budget⁹³. L'amélioration de la gestion financière publique à l'échelle nationale et étatique reste une priorité pour obtenir une gouvernance économique efficace.

En raison des problèmes de capacité de la Banque centrale et du sous-développement du secteur financier, la politique monétaire n'est pas parvenue à limiter l'inflation, qui a ainsi atteint un taux de 80 % en 2012 et a entraîné la dépréciation de la livre sud-soudanaise tandis que le coût des biens importés continuait d'augmenter. L'austérité budgétaire a permis de réduire l'inflation à 7,2 % de septembre 2012 à septembre 2013, mais le conflit actuel ainsi que les contraintes d'approvisionnement et la thésaurisation pourraient bien faire remonter le taux d'inflation plus haut que l'objectif de 11 % visé pour 2014⁹⁴. La Banque centrale maintient toujours la devise alignée sur le dollar américain, une décision qui, combinée au déclin des réserves de change, a provoqué l'apparition d'un important marché des devises parallèle (ainsi que la poursuite de l'inflation des prix à la consommation et de la dépréciation de la monnaie) parce que le gouvernement est incapable de fournir un montant suffisant de devise au taux de change officiel. Le déficit budgétaire et le déficit de la balance des paiements qui en découlaient ont été financés en puisant davantage dans les réserves de change⁹⁵, ce qui a augmenté la dette générale⁹⁶.

Figure 3 : Indicateurs Doing Business (jours)

Indicateur	Djouba, Soudan du Sud (jours)	Khartoum, Soudan (jours)	Afrique subsaharienne (jours)
Démarrage d'une entreprise	123	121	126
Traitement des dossiers pour les permis de construction	49	139	117
Enregistrement d'un bien immobilier	124	40	121
Obtention d'un crédit	176	138	120
Protection des investisseurs	173	154	113
Païement d'impôts	84	94	116
Échanges transfrontaliers	181	143	136
Exécution des marchés	74	146	118
Fermeture d'une entreprise	183	183	128
Facilité globale de la pratique des affaires	159	154	137

⁹⁰ Voir le budget de 2013-2014 – Aggrey Tisa Sabuni. « Finance Minister Sabuni Makes Budget Case to South Sudan Parliament », *The New Sudan Vision*, 20 septembre 2013, <http://www.newsudanvision.com/sudan-news-stories-publisher/2749-aggrey-tisa-sabuni>, consulté le 12 février 2015.

⁹¹ Le cadre juridique des emprunts publics est clairement défini par la Constitution, mais les structures nécessaires en matière de contrôle, de formulation des politiques et de suivi (notamment une stratégie de gestion de la dette) ne sont pas encore opérationnelles. Le gouvernement a accumulé un encours s'élevant à 1,25 milliard de dollars américains, une somme qui devrait augmenter en 2013-2014 en raison d'emprunts supplémentaires à des conditions de faveur pour financer certains projets d'infrastructure.

⁹² Une part de 58 % du budget est consacrée aux coûts de fonctionnement et aux salaires, contre seulement 15 % aux investissements, ce qui limite la capacité du gouvernement de combler le manque d'infrastructures dont souffre le pays.

Groupe de la Banque africaine de développement. « Soudan du Sud : Document de stratégie pays intérimaire 2012-14 », p. 4-5.

De plus, comme l'indiquait la Banque mondiale, la large différence de salaires dans un pays souffrant d'importantes contraintes liées à l'approvisionnement a nourri la demande pour des aliments et d'autres biens importés. Banque mondiale. « Interim Strategy Note (FY 2013-2014) for the Republic of South Sudan », p. 7.

⁹³ « L'exécution du budget est très mauvaise, et le gouvernement n'a pas mis en avant de mesures visant à améliorer son efficacité. Dans ces conditions, on ignore si les fonds publics peuvent vraiment être dépensés efficacement. »

Groupe de la Banque africaine de développement. « Soudan du Sud : Document de stratégie pays intérimaire 2012-14 », p. 4-5.

⁹⁴ Le taux d'inflation mensuel en avril 2014 était de 18,79 %, tandis que l'inflation alimentaire était de 19,91 %. *Trading Economics*. « Soudan du Sud – Indicateurs économiques », 2014, <http://fr.tradingeconomics.com/south-sudan/indicators>, consulté le 18 février 2015.

Groupe de la Banque africaine de développement. « Soudan du Sud : Document de stratégie pays intérimaire 2012-14 », p. 5-6.

⁹⁵ En juin 2013, les réserves se sont écroulées à l'équivalent en valeur d'environ 1,5 mois d'importations (normalement, un pays doit conserver des réserves suffisantes pour 3 mois d'importations).

Groupe de la Banque africaine de développement, « Soudan du Sud : Document de stratégie pays intérimaire 2012-14 », p. 5-6.

⁹⁶ La dette publique brute en pourcentage du PIB est passée de 0 en 2011 à 16,074 en 2014.

Fonds monétaire international. « Report for Selected Countries and Subjects », *World Economic Outlook Database*, avril 2014, http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2014/01/weodata/weorept.aspx?sy=2011&ey=2014&scsm=1&ssd=1&sort=country&ds=.&br=1&pr1.x=23&pr1.y=13&c=733&s=NGDP_RPCH%2CNGDP_D%2CNGDPRPC%2CNGDPDPC%2CNID_NGDP%2CPCPIEPC%2CGGX_NGDP%2CGGX_CNL_NGDP%2CGGXWDN_NGDP%2CGGXWDG_NGDP%2CBCA_NGDPD&grp=0&a=, consulté le 18 février 2015.

L'une des institutions gouvernementales clés, essentielle à une gestion économique efficace et transparente, est la Chambre nationale d'audit, l'institution de vérification suprême du gouvernement. Établie conformément à la constitution de transition du Soudan du Sud, l'ordonnance provisoire de la Chambre nationale d'audit a été promulguée par le président en 2011. Il n'est pas certain que cette loi ait été adoptée par le Parlement étant donné que de nombreuses lois ont sans doute été retardées à cause du conflit actuel⁹⁷. De plus, la loi sur la Chambre nationale d'audit du Soudan du Sud de juin 2012 est encore à l'étape de projet de loi. Peu de rapports ont été produits en raison de l'absence d'un cadre judiciaire qui accorderait au bureau une indépendance financière et opérationnelle suffisante ainsi que de la capacité institutionnelle limitée⁹⁸.

La plupart des analystes conviennent que la médiocrité des infrastructures, le manque de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, les processus administratifs complexes, le système judiciaire inefficace, sous-financé, surchargé et soumis à l'interférence du pouvoir exécutif, le manque de précisions au sein des autorités nationales, d'État et de comté sur l'octroi de permis aux entreprises, les taxes et les droits de douane, l'accès limité au crédit et l'absence de registre pour les biens offerts en garantie sont tous de grands obstacles au commerce et à l'investissement du secteur privé⁹⁹. Le rapport de la Société financière internationale (SFI) intitulé *Doing Business in Juba 2011*, plaçait Djouba au 159^e rang sur 183 des économies où il est le plus facile de faire des affaires (voir la figure 3¹⁰⁰). Malgré cela, le secteur privé y est actif, surtout dans le secteur bancaire, l'immobilier, les technologies de l'information et des communications (TIC) et l'agriculture, des données qui n'ont pas été consignées dans le rapport de la SFI. Par exemple, le nombre d'entreprises enregistrées a beaucoup augmenté, passant de 470 à 12 000 depuis 2011¹⁰¹. Compte tenu des ressources limitées fournies par le gouvernement de la République du Soudan du Sud et les donateurs, le rôle du secteur privé est indispensable, en particulier en ce qui concerne les infrastructures. Selon la Banque africaine de développement, le renforcement du cadre de développement des entreprises, par exemple au moyen de partenariats public-privé dans les secteurs des TIC et des transports, est très urgent.

Globalement, les décennies de conflits ont fait des ravages dans l'infrastructure économique du Soudan du Sud et, comme il est indiqué plus haut, les institutions gouvernementales concernées qui encouragent directement la croissance économique en sont encore à leurs balbutiements. Dans l'ensemble du pays, le développement reste limité en raison des services publics inadéquats, du faible investissement dans le secteur privé, de la corruption persistante ainsi que des ressources naturelles dégradées et mal gérées. L'Évaluation des politiques et des institutions nationales de la Banque mondiale a attribué une note de 2,1 au Soudan du Sud, une valeur inférieure à la moyenne obtenue pour l'Afrique subsaharienne, soit 3,2¹⁰².

2.4 Contexte social et développement humain

L'indépendance n'a pas résolu les éléments structurels déterminants de la pauvreté au Soudan du Sud. La pauvreté y est généralisée et l'accès aux services essentiels reste limité. Le développement qu'a connu le pays depuis son indépendance touche surtout les zones urbaines, donc la majorité de la

⁹⁷ Chambre nationale d'audit – République du Soudan du Sud. « Fonction », 2013, <http://www.audit-chamber-ss.org/functions.html>, consulté le 18 février 2015.

⁹⁸ Le plan stratégique de 2011-2015 pour la Chambre nationale d'audit a déterminé certaines priorités, notamment l'augmentation de son personnel professionnel, qui devrait passer de 15 en 2010 à 130 en 2013 ainsi que la construction d'un bureau.

Chambre nationale d'audit – République du Soudan du Sud. « Fonction ».

⁹⁹ Banque mondiale. « Interim Strategy Note (FY 2013-2014) for the Republic of South Sudan », p. 6.

Voir aussi : Département d'État des États-Unis. « 2013 Investment Climate Statement - South Sudan », février 2013,

<http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2013/204855.htm>, consulté le 18 février 2015.

¹⁰⁰ Banque mondiale et Société financière internationale. « Doing Business in Juba 2011 », (Washington, DC: Société financière internationale et la Banque mondiale, 2011), p.64, <http://www.doingbusiness.org/~media/GIAWB/Doing%20Business/Documents/Subnational-Reports/DB11-Sub-Juba.pdf>, consulté le 18 février 2015.

¹⁰¹ Groupe de la Banque africaine de développement. « Soudan du Sud : Document de stratégie pays intérimaire 2012-14 », p. 6-7.

¹⁰² Banque mondiale. « Country Policy and Institutional Assessment 2013: South Sudan », 2013,

<http://datatopics.worldbank.org/cpia/country/south-sudan>, consulté le 18 février 2015.

Figure 4 : Indicateurs sociaux sélectionnés

Indicateur	Soudan du Sud	ASS
Revenu national brut par habitant (\$)	1050	746
Ratio Profil d'évaluation de l'État de droit	55	55
Profil d'évaluation de l'État de droit	55	55
national (% de la population/population rurale)		
Espérance de vie à la naissance, en années (total/femmes)	55/56	47/58
Taux d'alphabétisation des adultes (% de personnes de 15 ans et plus) (total/femmes)	27/16	60/53
Taux net de scolarisation primaire (%)	48	66
Proportion de filles et de garçons dans les écoles primaires (%)	59	86
Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1000)	135	163
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	102	96
Taux d'enfants de moins de cinq ans ayant un poids insuffisant (%)	34	30
Taux de mortalité maternelle, pour 100 000 naissances vivantes	2054	921
Population ayant accès à des sources améliorées d'eau potable (%)	27	26

population ne voit pas les avantages apportés par l'indépendance¹⁰³, une situation qui a empiré lorsque le conflit a éclaté en décembre 2013. Selon les plus récentes données, plus de la moitié des habitants vivent sous le seuil de pauvreté national¹⁰⁴, la plupart d'entre eux habitant les zones rurales¹⁰⁵. Les États de Bahr el Ghazal du Nord, d'Unité et de Warrap sont les plus pauvres du pays¹⁰⁶.

Même si la nourriture représente plus de 79 % des dépenses moyennes d'un ménage, 47 % des Sud-Soudanais sont sous-alimentés¹⁰⁷. Le tiers de la population vit maintenant dans l'insécurité alimentaire, laquelle augmente à un rythme alarmant depuis l'éclatement du conflit en décembre 2013. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 3,5 millions de personnes ont actuellement atteint un niveau critique ou urgent d'insécurité alimentaire, et le risque de famine doit désormais être envisagé¹⁰⁸. Le conflit qui a éclaté en décembre a provoqué le déplacement de plus d'un million de personnes, dont 310 000 déplacés dans les pays voisins.

Le budget de 2014, récemment adopté par le Conseil des ministres, prévoyait accorder des dépenses de 5 % et de 4 % du PIB aux fins de l'éducation et de la santé respectivement¹⁰⁹. Selon une mission du Fonds monétaire international (FMI) au titre de l'article IV, ce budget aurait atteint « le juste équilibre » entre les dépenses pour les domaines prioritaires et la stabilité économique.¹¹⁰ L'accès aux services essentiels demeure un problème : seulement 55 % des habitants ont accès à des sources améliorées d'eau potable¹¹¹, 44 % vivent dans un rayon de 5 km d'une unité de soins de santé (l'un des taux les plus faibles au monde)¹¹², et seulement 37 % des habitants de plus de 6 ans ont déjà fréquenté l'école¹¹³. Comme l'indique la figure 4 ci-dessus¹¹⁴, les principaux indicateurs sociaux du Soudan du Sud montrent que, pour la majeure partie, avec leur accès limité aux services essentiels, les Sud-Soudanais sont plus

¹⁰³ *The Guardian*. « South Sudan: New country, same old mistakes? », 5 mars 2014, <http://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2014/mar/05/south-sudan-independence-poisonous-thorn-hearts>, consulté le 18 février 2015.

¹⁰⁴ Selon un sondage mené par le gouvernement du Soudan du Sud, 50,5 % de la population vit sous le seuil de pauvreté national (qui correspond à un niveau de consommation inférieur à 73 livres soudanaises par mois – soit 31,60 \$/mois ou un peu plus de 1 \$/jour). Banque africaine de développement. « South Sudan: An Infrastructure Action Plan: A Program for Sustained Strong Economic Growth », Tunis-Belevedere, 2013, p. 26, <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/South%20Sudan%20Infrastructure%20Action%20Plan%20-%2020A%20Program%20for%20Sustained%20Strong%20Economic%20Growth%20-%20Full%20Report.pdf>, consulté le 18 février 2015.

¹⁰⁵ L'incidence de la pauvreté dans les régions rurales est de 55 % tandis qu'elle est de seulement 24 % dans les régions urbaines en raison de la présence de fonctionnaires « relativement bien payés » et d'autres personnes qui travaillent dans les organisations internationales d'aide humanitaire.

¹⁰⁶ Banque africaine de développement, « South Sudan: An Infrastructure Action Plan: A Program for Sustained Strong Economic Growth », p. 26.

¹⁰⁷ 76 % de la population de Bahr el Ghazal du Nord, 68 % de celle d'Unité et 64 % de celle de Warrap vit sous le seuil de la pauvreté.

¹⁰⁸ Banque africaine de développement. « South Sudan: An Infrastructure Action Plan: A Program for Sustained Strong Economic Growth », p. 26.

¹⁰⁹ Banque africaine de développement. « South Sudan: An Infrastructure Action Plan: A Program for Sustained Strong Economic Growth », p. 26.

¹¹⁰ Ces statistiques sont tirées de la plus récente analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), réalisée en mai 2014. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. « FAO in Emergencies: South Sudan », 2014, <http://www.fao.org/emergencies/countries/detail/en/c/147627/>, consulté le 18 février 2015.

¹¹¹ Ministère des Finances et de la Planification économique. « Budget at a Glance: Budget 2014/15 », gouvernement du Soudan du Sud, 2014, p. 1, <http://www.grss-mof.org/wp-content/uploads/2014/10/Budget-at-a-Glance-1415-v1.9.pdf>, consulté le 18 février 2015.

¹¹² Fonds monétaire international. « Republic of South Sudan: Statement at the Conclusion of an IMF Mission on the 2013 Article IV Consultation and on Possible Support under the Rapid Credit Facility and a Staff-Monitored Program », 25 septembre 2013, <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2013/pr13358.htm>, consulté le 18 février 2015.

¹¹³ 67 % de la population urbaine a accès à des sources améliorées d'eau potable comparativement à 53 % de la population rurale. Southern Sudan Centre for Census, Statistics and Evaluation. « Key Indicators for Southern Sudan », Juba, South Sudan, 2011, p. 7, http://ssnbs.org/storage/key-indicators-for-southern-sudan/Key%20Indicators_A5_final.pdf, consulté le 18 février 2015.

¹¹⁴ Banque mondiale. « Interim Strategy Note (FY 2013-2014) for the Republic of South Sudan », p. 10.

¹¹⁵ Southern Sudan Centre for Census, Statistics and Evaluation. « Key Indicators for Southern Sudan », p. 9.

¹¹⁶ Southern Sudan Centre for Census, Statistics and Evaluation. « Key Indicators for Southern Sudan ».

Voir aussi Banque mondiale. « World Databank : Indicateurs du développement dans le monde », 2015, <http://databank.banquemondiale.org/data/home.aspx>, consulté le 18 février 2015.

pauvres que la plupart de leurs compatriotes des autres pays de l'Afrique subsaharienne. L'indice de développement humain (IDH) de l'ONU n'a toujours pas été calculé pour le Soudan du Sud. Cependant, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a confirmé que la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ne seront pas atteints au Soudan du Sud, en raison majoritairement du « niveau très élevé de pauvreté et de la situation déplorable en matière de développement humain », lesquels sont aggravés davantage par le « contexte actuel de conflit et de fragilité » [traduction]¹¹⁵.

2.5 Droits de la personne, conflit et fragilité

Le gouvernement de la République du Soudan du Sud n'a encore ratifié aucun traité important relatif aux droits de la personne. Selon Human Rights Watch, le manque de capacités et la formation inadéquate de la police, des avocats et des juges ont entraîné de nombreuses violations des droits de la personne dans le domaine de l'application de la loi et de l'administration de la justice. Les forces de sécurité ont commis des abus alors qu'ils effectuaient des opérations de désarmement¹¹⁶. Surtout depuis décembre 2013, la violation des droits de la personne (en particulier les violations sexospécifiques des droits fondamentaux), comme le viol, le meurtre et le nettoyage ethnique, ont été largement documentés¹¹⁷. Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a récemment condamné cette violence, observant le « conflit s'étendre rapidement avec une cruauté hors du commun »¹¹⁸.

Les acteurs humanitaires ont de plus en plus de difficulté à répondre de façon sécuritaire à la crise. Selon un rapport produit par 35 organisations œuvrant au Soudan du Sud, celles-ci ont été incapables d'accéder à des personnes dans le besoin à presque 180 reprises entre juin et août; la plupart de ces incidents étaient dus à la violence envers le personnel et le matériel¹¹⁹.

Le **gouvernement de la République du Soudan du Sud a essentiellement cessé de gouverner**, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) de l'Union africaine déployant des efforts afin de tenter une médiation entre les deux factions tandis que l'ONU a ajusté le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), remplaçant la consolidation de la paix par la protection des civils, la facilitation de l'aide humanitaire, la surveillance des droits de la personne et le signalement en cas de violation, la prévention de flambées de violence intercommunautaire et l'appui au processus de l'IGAD de la façon et au moment demandés, dans les limites des capacités disponibles¹²⁰. Le conflit a

¹¹⁵ Programme des Nations Unies pour le développement. « The Millennium Development Goals in South Sudan », 2012, http://www.ss.undp.org/content/south_sudan/en/home/mdgoverview/overview.html, consulté le 18 février 2015.

¹¹⁶ Human Rights Watch. « Soudan du Sud », 2014, <http://www.hrw.org/fr/africa/south-sudan>, consulté le 6 mars 2015.

¹¹⁷ Conseil de sécurité des Nations Unies, *Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud*, (Nations-Unies, 2014), <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N14/249/83/PDF/N1424983.pdf?OpenElement>, consulté le 18 février 2015.

Voir aussi International Crisis Group, « CrisisWatch Database », 2015, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/crisiswatch/crisiswatch-database.aspx?CountryIDs=%7b8B313EA2-534B-4421-B78C-776E93632115%7d#results>, consulté le 18 février 2015.

Voir aussi Louis Charbonneau, « South Sudan Sexual Violence 'Rampant', Two-Year-Old Raped: U.N. », *Reuters*, 20 octobre 2014, <http://www.reuters.com/article/2014/10/20/us-southsudan-un-idUSKCN0192C320141020>, consulté le 18 février 2015.

¹¹⁸ « Les actes de violence ont commencé par des attaques généralisées et systématiques contre les Nuer dans la capitale, Djouba; ces derniers étaient soumis à un profilage racial, tirés hors de leur voiture, expulsés de leur foyer lors de fouilles maison par maison, tués par balle, capturés, détenus illégalement, et dans certains cas torturés par les forces de sécurité gouvernementales... Dans la première moitié de janvier, les forces de l'opposition ont abattu à l'arme à feu des civils qu'ils ont trouvés à Bor, dans l'État de Jonglei, laissant derrière une ville parsemée de cadavres en décomposition. À Bentui, à Bor et à Malakal dans l'État du Haut-Nil, les deux camps se sont livrés à d'importants pillages dans les propriétés civiles et ont mis le feu à des marchés, à des voisinages et à d'innombrables maisons. »

Human Rights Watch, « UN Human Rights Council: Council has to Condemn Abuses in South Sudan », 25 juin 2014.

<http://www.hrw.org/news/2014/06/25/un-human-rights-council-council-has-condemn-abuses-south-sudan>, consulté le 18 février 2015.

¹¹⁹ Dans l'ensemble, les organisations humanitaires doivent affronter une multitude d'obstacles, notamment les pillages, la perception illégale d'impôts sur l'aide humanitaire, l'assassinat et le harcèlement des travailleurs humanitaires, ainsi que des entraves bureaucratiques, des empêchements pratiques et des problèmes de sécurité pour le déplacement sur les routes, par les rivières et dans les airs.

Oxfam International, « From Crisis to Catastrophe: South Sudan's Man-Made Crisis - And how the World Must Act Now To Prevent Catastrophe In 2015 », 6 octobre 2014, <http://www.oxfam.org/en/research/crisis-catastrophe>, consulté le 18 février 2015.

¹²⁰ Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, « Mandat, » 2014, <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/unmiss/mandate.shtml>, consulté le 18 février 2015.

Voir aussi *Mission des Nations Unies dans la République du Soudan du Sud*, *Press Conference – Tuesday, 7 October 2014*, (Nations-Unies, 2014), <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/14-10-SRSG%20Loej%20Nr%20Verbatim%20Transcript-press%20conference.pdf>, consulté le 18 février 2015.

également pris une dimension régionale : alors que l'Éthiopie, le Kenya et le Soudan soutiennent le processus de médiation mené par l'IGAD, l'Ouganda continue de fournir un appui militaire direct, notamment des forces associées aux groupes armés soudanais appuyées par l'Ouganda. Il est clair qu'il est aussi question de « politiques d'oléoducs »¹²¹. De plus, une longue guerre civile qui affaiblirait le Soudan du Sud permettrait au gouvernement du Soudan de réaffirmer son influence sur ses voisins du sud à court ou à moyen terme¹²².

Les principaux facteurs de conflit au Soudan du Sud sont les suivants : l'État faible, le secteur de la sécurité qui ne rend pas de comptes, la propriété foncière imprécise, les rentes provenant du secteur des ressources naturelles et les objectifs contradictoires des États environnants dans la région. La plupart d'entre eux, à l'exception de la dimension régionale qui est dynamique, sont de nature structurelle. Dans sa plus récente analyse portant sur le Soudan du Sud, l'International Crisis Group suggère que, en réaction au conflit de décembre 2013, plus d'un million de personnes ont été déplacées, près de 10 000 personnes ont été tuées, plus de 96 000 personnes déplacées à l'intérieur se réfugient dans les bases de la MINUSS (dont 47 000 uniquement à cause du terrain marécageux de Bentui, sujet aux inondations), et 5,9 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, auront besoin d'aide¹²³. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies a estimé que quelque 2,2 millions de personnes du Soudan du Sud sont confrontées à un niveau d'insécurité alimentaire critique ou urgent¹²⁴. Un rapport récent de l'ONU laisse penser que le nombre de personnes déplacées aurait grimpé à 170 000 dans les régions contrôlées par le MPLS-Nord pendant la période de janvier à juillet 2014¹²⁵. On prévoit également que plus de 50 000 personnes vont mourir de maladies et de malnutrition en 2014 étant donné que les agriculteurs n'ont pas pu semer leurs cultures¹²⁶.

Comme il a été démontré dans les sections précédentes, la fragilité du Soudan du Sud comporte des dimensions politiques (notamment de sécurité), économiques et sociales. Selon le Baromètre de la fragilité du g7+, le Soudan du Sud vit une crise dans les cinq secteurs fondamentaux suivants : la politique inclusive; la sécurité; la justice; les bases économiques; la production de recettes¹²⁷. Les activités complémentaires de consolidation de la paix et de l'État, qui touchent les règlements politiques inclusifs, la sécurité, la justice, l'emploi, la gestion efficace des ressources ainsi que la prestation équitable et responsable des services doivent être au cœur de la conception et de l'exécution des programmes élaborés par tous les partenaires afin de cibler les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.

¹²¹ Le Kenya a tout intérêt à s'assurer que le Lamu Port South Sudan Ethiopia Transport Corridor (LAPSSET), l'un des plus importants projets d'infrastructure prévus en Afrique, se poursuive, car le Kenya et l'Ouganda (qui sont eux-même assis sur des réserves de pétrole nouvellement découvertes) profiteraient tous deux des frais de transit associés au « Bloc B » du Soudan du Sud. Les discussions sur la construction de raffineries continuent au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et en Éthiopie. Des entreprises du secteur privé, comme Total et Exxon Mobile, sont également fortement impliquées.

International Crisis Group, « South Sudan: A Civil War by Any Other Name », Africa Report, n° 217 (2014), p. 19.
<http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/horn-of-africa/south-sudan/217-south-sudan-a-civil-war-by-any-other-name.aspx>, consulté le 18 février 2015.

¹²² Mesfin Berouk, « The Crisis in South Sudan: A Game of Regional Chess », *Institute for Security Studies*, 26 mai 2014.
<http://www.issafrica.org/iss-today/the-crisis-in-south-sudan-a-game-of-regional-chess>, consulté le 18 février 2015.

¹²³ International Crisis Group. « South Sudan: A Civil War by Any Other Name », p. 14.

¹²⁴ Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. « JUBA2014 - 060: South Sudan; New SRSG Makes Her Public Debut », Ambassade du Canada, Djouba, Rapport de mission. (SGDE 7168971).

¹²⁵ Centre d'actualités de l'ONU. « UN Relief Chief Warns of Looming Disaster Amid Linked Crises in Sudan and South Sudan », 16 juillet 2014,
<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=48285#U8gk6JJxR8E>, consulté le 18 février 2015.

¹²⁶ « La seule raison pour laquelle la famine menace le Soudan du Sud est que les combats ont provoqué la destruction, le déplacement et la perturbation des marchés. Malgré cela, les chefs politiques des deux camps se montrent peu intéressés à mettre fin au conflit et à ainsi soulager la souffrance de la population qu'ils prétendent diriger et devraient servir. »

Tristan McConnell. « South Sudan: The Hunger Caused by Bickering Politicians », *BBC News Africa*, 3 juillet 2014,
<http://www.bbc.com/news/world-africa-28143584>, consulté le 18 février 2015.

¹²⁷ Voici les dimensions en question : **Politique inclusive** (règlement politique; processus et institutions politiques; relation sociétale); **Sécurité** (situation sécuritaire; capacités des institutions de sécurité; taille et proportionnalité du secteur de la sécurité; ressources et capacité des institutions du secteur sécuritaire; rendement des institutions de sécurité); **Justice** (état de l'appareil judiciaire; capacité des instances judiciaires; rendement des institutions judiciaires); **Bases économiques** (état de l'économie; emploi, moyens de subsistance et développement du secteur privé); **Revenus et services** (production de recettes; administration publique; prestation des services).

G7+. *Note du g7+ sur le baromètre de la fragilité présentée à Kinshasa, République démocratique du Congo : version préliminaire*, Annex 1, 2013. http://g7plus.squarespace.com/storage/fragility-spectrum-note/06112013%20Fragility%20Spectrum%20Paper-v7%20FR_EV_DB%20complete.pdf, consulté le 18 février 2015.

2.6 Analyse comparative entre les sexes

L'inégalité entre les sexes est prévalente dans l'ensemble des secteurs sociaux, économiques et politiques du Soudan du Sud. Peu de données fiables à grande échelle sont disponibles sur l'égalité entre les sexes en raison du conflit actuel ainsi que de la quantité limitée de données ventilées selon le sexe et d'informations statistiques en général¹²⁸. Comme il a été indiqué plus tôt, le Soudan du Sud n'a pas été inclus dans le plus récent rapport sur le développement humain du PNUD (l'indice d'inégalité entre les sexes qui y est associé n'a donc pas été calculé) en raison des contraintes relatives aux données¹²⁹. Toutefois, les statistiques à petite échelle offrent un portrait partiel de la dynamique complexe entre les hommes et les femmes au Soudan du Sud. En ce qui concerne la violence sexiste, les Sud-Soudanaises ont enduré un niveau élevé de violence pendant les 21 ans de guerre civile, par exemple le mariage forcé, la prostitution et le viol¹³⁰. Le plus récent conflit a contribué à rendre encore plus graves et répandues les formes de violence envers les femmes dans le pays, notamment le viol, l'agression sexuelle, l'agression physique et la violence psychologique¹³¹. L'envoyée de l'ONU pour les violences sexuelles commises en période de conflit a récemment conclu que la violence sexuelle était « omniprésente » dans le pays, et parmi les pires qu'elle ait vues¹³². Malheureusement, beaucoup de ceux qui commettent ces actes ne sont pas poursuivis. De plus, il arrive souvent que les victimes de violence sexiste ne veuillent pas ou ne puissent pas déposer une plainte, par crainte de la stigmatisation sociale, en raison du manque d'institutions disponibles et efficaces ou à cause des coûts associés au signalement des plaintes¹³³. Par ailleurs, aucune loi civile n'aborde la question de la violence sexiste. Cette situation fait donc souvent en sorte que ce genre d'affaires se retrouve devant les tribunaux coutumiers, dont les décisions peuvent aller à l'encontre des intérêts des femmes¹³⁴.

Les objectifs en matière de santé et d'éducation des femmes illustrent les défis relatifs à l'égalité entre les sexes dans ce pays. Le taux de mortalité maternelle du Soudan du Sud est l'un des plus élevés (2 054 décès pour 100 000 naissances vivantes). Plus de 85 % des naissances ont lieu à domicile sans l'assistance d'accoucheuses qualifiées¹³⁵. Par ailleurs, le taux d'analphabétisme chez les femmes est supérieur à 90 %¹³⁶. Ces deux résultats sont en partie attribuables à la guerre civile prolongée. Pendant cette période, les établissements d'enseignement et les centres de santé étaient endommagés ou déplacés¹³⁷. Les inégalités entre les sexes au sein du ménage peuvent également freiner les progrès vers ces objectifs. Par exemple, au Soudan du Sud, l'éducation des filles est traditionnellement

¹²⁸ Bennett, J., S. Pantuliana, W. Fenton, A. Vaux, C. Barnett et E. Brusset. « Aiding the Peace: A Multi-donor evaluation of support to conflict prevention and peacebuilding activities in Southern Sudan 2005-2010 », (Royaume-Uni, ITAD Ltd., 2010), p. 20, <http://www.oecd.org/countries/southsudan/46895095.pdf>, consulté le 18 février 2015.

Nathan Associates Inc. « Southern Sudan: Data Gap Analysis for Country Analytic Report », rapport produit pour USAID, (2007), p. 3, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNADK764.pdf, consulté le 18 février 2015.

Oxfam Canada. « Country Profile South Sudan », (2013) p. 3, <http://www.oxfam.ca/sites/default/files/imce/country-profile-south-sudan.pdf>, consulté le 18 février 2015.

¹²⁹ The Sudan Tribune. « Sudan Ranks at Bottom End of Latest UN Development Index », 18 mars 2013, <http://www.sudantribune.com/spip.php?article45886>, consulté le 18 février 2015.

¹³⁰ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », The SUDD Institute, (Juba: The SUDD Institute, 2014), p. 24, <http://suddinstitute.org/assets/Publications/Gender-Equality/fmtSR.pdf>, consulté le 18 février 2015.

¹³¹ CARE. « The Girl Has No Rights; Gender-based violence in South Sudan », (2014), p. 3, http://www.care-international.org/UploadDocument/files/CARE_The%20Girl%20Has%20No%20Rights_GBV%20in%20South%20Sudan.pdf, consulté le 18 février 2015.

Louis Charbonneau, « South Sudan sexual violence 'rampant' two-year old raped: U.N. ».

¹³² Louis Charbonneau. « South Sudan sexual violence 'rampant' two-year old raped: U.N. ».

¹³³ CARE. « The Girl Has No Rights; Gender-based violence in South Sudan », p. 7-8.

Équipe mixte des donateurs. « Factsheet – Gender Equality », (2011), p. 1, http://www.idt-juba.org/wp-content/uploads/2012/02/Gender_fact_sheet_update_sep_2011.pdf, consulté le 18 février 2015.

Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », p. 25.

¹³⁴ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », 2014, p. 26.

¹³⁵ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », 2014, p. 19.

Southern Sudan Household Survey, 2010. Citation du Stratégie-pays pour le Soudan du Sud (2013-2018), p. 3.

¹³⁶ Maxwell, Daniel, Kirsten Gelsdorf et Martina Santschi. « Livelihoods, basic services and social protection in South Sudan », *Secure Livelihoods Research Consortium*, Overseas Development Institute (ODI) (London: ODI, 2012), p. 21, <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7716.pdf> (Retrieved February 18, 2015)

¹³⁷ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », 2014, p. 14, 23.

considérée comme relativement moins importante que celle des garçons. Cela s'explique entre autres par la croyance que les filles iront rejoindre une autre famille en se mariant tandis que les garçons deviendront les héritiers de la richesse familiale, et méritent donc cet investissement¹³⁸.

Le mariage précoce et le mariage forcé ont également des conséquences négatives sur les résultats en matière de santé et d'éducation. Les jeunes femmes qui deviennent enceintes à un âge précoce sont souvent incapables de poursuivre leur éducation en raison des responsabilités familiales et domestiques qui en découlent¹³⁹. Ni la constitution de transition ni le droit coutumier ne précisent l'âge légal pour le mariage. Cette situation rend plus difficile de résoudre le problème du mariage précoce et forcé, qui reste prévalent : 17 % des filles sont mariées avant l'âge de 16 ans, et plus de 40 % sont mariées avant leur 18^e anniversaire¹⁴⁰.

La capacité des femmes d'exercer leurs droits socioéconomiques est également restreinte au Soudan du Sud. Notamment, des incohérences sont observées entre les droits des femmes et des hommes présentés dans la déclaration des droits (adoptée par la constitution de transition du Soudan du Sud) et ceux accordés aux hommes et aux femmes en vertu du droit coutumier et des pratiques traditionnelles¹⁴¹. Par exemple, l'exclusion des femmes dans la prise de décisions relatives aux lois coutumières et traditionnelles fait en sorte qu'il est difficile pour elles de faire valoir leurs droits, comme les droits de succession et de propriété¹⁴². Même si la magistrature sud-soudanaise comprend une cour suprême, des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des cours de comté, les tribunaux de droit coutumier (cours de comté) sont les plus répandus¹⁴³. Malgré ces défis, la participation des femmes dans la sphère politique s'est améliorée ces dernières années. Ainsi, dans sa constitution de transition, le gouvernement du Soudan du Sud s'est engagé à obtenir une représentation des femmes d'au moins 25 % à tous les ordres du gouvernement. En outre, le gouvernement a récemment annoncé son intention d'augmenter sa représentation féminine à 35 % dans la constitution permanente proposée¹⁴⁴. Certains suggèrent que ces engagements peuvent être attribuables à la reconnaissance par le gouvernement de la contribution des femmes à l'indépendance du pays et à la société en général¹⁴⁵. Plus généralement, le gouvernement du Soudan du Sud a défini l'égalité entre les sexes comme l'un des sept thèmes transversaux de son plan national de développement du pays pour 2011-2013¹⁴⁶. De plus, le ministre des Affaires féminines, de l'Enfance et du Bien-être social a nommé des coordonnateurs en matière de genre dans tous les ministères et toutes les institutions gouvernementales afin d'assurer l'intégration de l'égalité entre les sexes dans l'ensemble du gouvernement.

Ces récents engagements politiques représentent une étape importante vers la reconnaissance des problèmes concernant les femmes et de leur participation dans la sphère politique. Cependant, le respect de ces engagements par le gouvernement n'a pas été constant. Par exemple, il a été allégué que le principal ministère (Affaires féminines, Enfance et Bien-être social) responsable de l'élaboration et

¹³⁸ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », 2014, p. 15, 35.

¹³⁹ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », 2014, p. 19.

¹⁴⁰ Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI. « CPP du Soudan 2009-2014 », p. 5. (SGDE 4562499)

Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », 2014, p. 18-19.

¹⁴¹ Bennett, J., S. Pantuliana, W. Fenton, A. Vaux, C. Barnett, et E. Brusset. « Aiding the Peace: A Multi-donor evaluation of support to conflict prevention and peacebuilding activities in Southern Sudan 2005-2010 », p. 121.

¹⁴² Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI. « CPP du Soudan 2009-2014 », Annexe D – Stratégie pour l'égalité entre les sexes, p. 4.

¹⁴³ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », p. 26.

¹⁴⁴ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan » p. 28.

Bennett, J., S. Pantuliana, W. Fenton, A. Vaux, C. Barnett, et E. Brusset. « Aiding the Peace: A Multi-donor evaluation of support to conflict prevention and peacebuilding activities in Southern Sudan 2005-2010 », p. 122.

¹⁴⁵ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », p. 28.

The Institute for Inclusive Security et ONU Femmes. « Accroître la participation et l'engagement des femmes dans la planification de la paix : Symposium sur le genre et Conférence de 2011 sur l'engagement international pour le Soudan du Sud », (2012), p. 1-2, <http://www.unwomen.org/~media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2012/10/wpssourcebook-05d-increasingwomensparticipation-fr.pdf>, consulté le 18 février 2015.

¹⁴⁶ Gouvernement du Soudan du Sud. « South Sudan Development Plan 2011-13: Realising freedom, equality, justice, peace and prosperity for all », (Djouba: 2011), p. xx, <http://www.jdt-juba.org/wp-content/uploads/2012/02/South-Sudan-Development-Plan-2011-13.pdf>, consulté le 18 février 2015.

Jane Kani Edward, « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », p. 33.

de la mise en œuvre des politiques dans ces secteurs ainsi que les coordonnateurs en matière de genre manquaient de capacités financières et humaines¹⁴⁷. De plus, l'objectif consistant à compter 25 % de femmes dans tous les ordres du gouvernement n'a pas été atteint¹⁴⁸. Enfin, la politique nationale sur la condition féminine et le plan stratégique relatif à la politique sur la condition féminine restent à l'état d'ébauche – même s'il est vrai que les retards en matière d'élaboration et de mise en œuvre de politiques sont courants dans tous les secteurs au Soudan du Sud¹⁴⁹. De plus, l'Accord de paix global (APG) de 2005 a été critiqué, car il ne tenait pas suffisamment compte des problèmes concernant les femmes. Par exemple, l'inégalité entre les sexes n'a pas été incluse parmi les facteurs influençant la sécurité ou le partage du pouvoir et des richesses¹⁵⁰.

Du côté des donateurs, la cause de l'égalité entre les sexes n'est ni systématiquement encouragée ni généralement présentée comme une priorité. Par conséquent, peu d'attention y est accordée¹⁵¹. De plus, il pourrait y avoir un manque de capacité technique chez les acteurs du développement et du gouvernement au Soudan du Sud qui mettent en œuvre les initiatives visant l'égalité entre les sexes¹⁵². Ces derniers temps, les donateurs ont commencé à collaborer pour favoriser la coordination des efforts en matière de conception et de mise en œuvre de programmes ou de projets relatifs à l'égalité entre les sexes¹⁵³. Ainsi, un comité de travail sur la condition féminine a récemment été mis sur pied, réunissant des donateurs, des organismes de l'ONU et le ministère des Affaires féminines, de l'Enfance et du Bien-être social¹⁵⁴.

2.7 Situation environnementale

Les principales préoccupations en matière d'environnement au Soudan du Sud concernent la gestion durable des ressources naturelles et agricoles ainsi que l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement¹⁵⁵. Les causes de ces problèmes environnementaux sont variées. Les pratiques agricoles non durables sont courantes (particulièrement chez les personnes déplacées), ce qui entraîne la dégradation de l'environnement, la contamination de l'eau, l'érosion du sol et l'insécurité alimentaire. De plus, les effets négatifs des changements climatiques, comme la désertification, l'érosion additionnelle et la diminution de la production agricole, contribuent aux conditions environnementales difficiles en réduisant la superficie des terres cultivables¹⁵⁶. Étant donné que la subsistance de la plupart des Sud-Soudanais, surtout les habitants des régions rurales, repose sur les ressources naturelles, l'épuisement de ces ressources peut empirer le conflit et l'instabilité¹⁵⁷. Par exemple, dans un rapport de

¹⁴⁷ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », p. 6.

¹⁴⁸ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », p. 29.

J. Bennett, S. Pantuliana, W. Fenton, A. Vaux, C. Barnett et E. Brusset. « Aiding the Peace », p. 122.

¹⁴⁹ Jane Kani Edward. « Special Report – A Strategy for Achieving Gender Equality in South Sudan », p. 32.

¹⁵⁰ J. Bennett, S. Pantuliana, W. Fenton, A. Vaux, C. Barnett et E. Brusset. « Aiding the Peace: A Multi-donor evaluation of support to conflict prevention and peacebuilding activities in Southern Sudan », p. 121.

¹⁵¹ Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI. « CPP du Soudan 2009-2014 », Annexe D – Stratégie pour l'égalité entre les sexes, p. 9. (SGDE 4549999)

¹⁵² J. Bennett, S. Pantuliana, W. Fenton, A. Vaux, C. Barnett et E. Brusset. « Aiding the Peace: A Multi-donor evaluation of support to conflict prevention and peacebuilding activities in Southern Sudan », Annex 6 – Gender, p. 13.

¹⁵³ Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI. « CPP du Soudan 2009-2014 », Annexe D – Stratégie pour l'égalité entre les sexes, p. 9. (SGDE 4549999)

¹⁵⁴ Bennett, J., S. Pantuliana, W. Fenton, A. Vaux, C. Barnett et E. Brusset. « Aiding the Peace: A Multi-donor evaluation of support to conflict prevention and peacebuilding activities in Southern Sudan », Annex 6 - Gender, p. 9.

¹⁵⁵ Ministère de l'Environnement du Soudan du Sud et PNUD au Soudan du Sud. « Environmental Impacts, Risks and Opportunities Assessment: Natural resources management and climate change in South Sudan », 2012, p. 4, <http://www.ss.undp.org/content/dam/southsudan/library/Reports/southsudanotherdocuments/EIRO%20Report-fr-website.pdf>, consulté le 18 février 2015.

Programme-pays pour le Soudan du Sud, ex-ACDI. « Rapport annuel sur le Soudan du Sud 2011-2012 », p. 6. (SGDE 6087420)

¹⁵⁶ Ministère de l'Environnement du Soudan du Sud et PNUD au Soudan du Sud. « Environmental Impacts, Risks and Opportunities Assessment: Natural resources management and climate change in South Sudan », p. 12. <http://www.ss.undp.org/content/dam/southsudan/library/Reports/southsudanotherdocuments/EIRO%20Report-fr-website.pdf>, consulté le 18 février 2015.

Young, Susan. « A Strategic Environmental Assessment of Canada's Whole of Government Engagement in Sudan – Final Report », 30 juin 2009, p. 20.

¹⁵⁷ Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI. « Cadre de programmation-pays pour le Soudan (2009-2014) », Annexe E – Environnement, p. 1, (SGDE 4514517)

2009, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a établi que les ressources naturelles constituent un facteur dans près de la moitié des conflits intra-étatiques¹⁵⁸.

Une grande partie des infrastructures publiques du pays a aussi été endommagée ou détruite pendant la guerre civile. Par conséquent, presque la moitié de la population n'a pas accès à une source améliorée d'eau potable. De plus, la vaste majorité des habitants n'ont pas accès à un logement et aux services d'assainissement de base (80 % vivent dans des huttes de terre, ou *tukuls*)¹⁵⁹. L'investissement et la capacité limités du gouvernement à l'égard des interventions visant les questions environnementales aggravent la situation. Par exemple, de nombreuses institutions publiques (écoles et établissements de santé) manquent de latrines, de pompes à eau ou d'incinérateurs¹⁶⁰. La population reste également vulnérable aux catastrophes naturelles en raison du manque de gestion environnementale et de préparation aux catastrophes de la part du gouvernement¹⁶¹. Finalement, la dépendance presque totale du gouvernement au secteur pétrolier (lequel génère plus de 95 % des recettes budgétaires, ce qui fait du Soudan du Sud le pays le plus dépendant au pétrole de la planète) crée des conditions favorables aux risques environnementaux, tels que les déversements pétroliers, la contamination de l'eau et l'élimination inadéquate des substances dangereuses employées lors des forages¹⁶².

Le gouvernement de la République du Soudan du Sud a désigné l'environnement comme l'un de ses sept thèmes transversaux. Il se concentre sur l'intégration des préoccupations en matière d'environnement à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques, comme la création d'une politique et de lois environnementales visant la gestion durable des ressources naturelles. Actuellement, un projet de loi sur l'environnement et une politique environnementale nationale ont été ébauchés, mais le premier n'a pas encore été adopté¹⁶³. Parmi les principaux objectifs liés à ces initiatives se trouvent la réalisation d'études des répercussions sociales et environnementales de toutes les interventions relatives au développement ainsi que l'élaboration d'un système d'alerte précoce pour détecter les catastrophes naturelles¹⁶⁴. Enfin, le gouvernement prévoit augmenter le nombre de latrines, de points d'accès à l'eau, d'incinérateurs et de fosses de latrines dans les écoles et les établissements de santé afin d'améliorer l'assainissement à l'échelle communautaire¹⁶⁵. Toutefois, le gouvernement a également souligné la nécessité d'accroître les capacités techniques afin de remplir cette fonction de manière adéquate¹⁶⁶.

3. Donateurs et efficacité de l'aide au Soudan du Sud

Selon les statistiques du Comité d'aide au développement (CAD) sur l'aide publique au développement (APD) au Soudan du Sud, les principaux donateurs bilatéraux depuis l'indépendance du

¹⁵⁸ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). « Du conflit à la consolidation de la paix : le rôle des ressources naturelles et de l'environnement », 2009, p.5, http://postconflict.unep.ch/publications/pcdmb_policy_01_fr.pdf, consulté le 18 février 2015.

Citation du Susan Young. « A Strategic Environmental Assessment of Canada's Whole of Government Engagement in Sudan – Final Report », p. 9.

¹⁵⁹ Gouvernement du Soudan du Sud. « South Sudan Development Plan 2011-13: Realising freedom, equality, justice, peace and prosperity for all », p. 76.

Commission du Soudan du Sud pour le recensement, la statistique et l'évaluation. « Key Indicators for Southern Sudan », p.3.

¹⁶⁰ Gouvernement du Soudan du Sud. « South Sudan Development Plan 2011-13: Realising freedom, equality, justice, peace and prosperity for all », p. 103.

¹⁶¹ Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI, CPP du Soudan 2009-2014, p. 5.

¹⁶² Ministère de l'Environnement du Soudan du Sud et PNUD au Soudan du Sud. « Environmental Impacts, Risks and Opportunities Assessment: Natural resources management and climate change in South Sudan », p. 35.

Banque mondiale. « South Sudan Overview », 2014, <http://www.worldbank.org/en/country/southsudan/overview>, consulté le 18 février 2015.

¹⁶³ Ministère de l'Environnement du Soudan du Sud et PNUD au Soudan du Sud. « Environmental Impacts, Risks and Opportunities Assessment: Natural resources management and climate change in South Sudan », p. 25.

Gouvernement du Soudan du Sud. « South Sudan Development Plan 2011-13: Realising freedom, equality, justice, peace and prosperity for all », p. 86.

¹⁶⁴ Gouvernement du Soudan du Sud. « South Sudan Development Plan 2011-13: Realising freedom, equality, justice, peace and prosperity for all », p. 64, 232.

¹⁶⁵ Gouvernement du Soudan du Sud. « South Sudan Development Plan 2011-13: Realising freedom, equality, justice, peace and prosperity for all », p. 103.

¹⁶⁶ Gouvernement du Soudan du Sud. « South Sudan Development Plan 2011-13: Realising freedom, equality, justice, peace and prosperity for all », p. xviii.

pays, en juillet 2011 et en 2012, sont les États-Unis, le Royaume-Uni, la Norvège, le Canada et le Japon. Chacun a fourni plus de 100 millions de dollars en aide bilatérale pendant cette période (voir le tableau ci-dessous). Plus précisément, l'aide apportée au Soudan du Sud par le Canada place celui-ci au quatrième rang des plus grands donateurs pour l'APD, avec une contribution de 50 à 60 millions de dollars américains environ. Cette aide reste toutefois modeste, représentant moins de 5 % de la totalité de l'APD reçue par le Soudan du Sud.

Figure 5 – Total net des décaissements pour l'APD au Soudan du Sud de 2011 à 2012 (M\$ US)¹⁶⁷

Donateur	Rang	2011	2012	Total	Total (% pays du CAD, total)
États-Unis	1	707,42	773,34	1 480,76	59,90 %
Royaume-Uni	2	83	171,97	254,97	10,31 %
Norvège	3	60,27	73,59	133,86	5,41 %
Canada	4	48,95	65,55	114,5	4,63 %
Japon	5	25,56	75,03	100,59	4,07 %
Suède	6	10,01	72,23	82,24	3,33 %
Danemark	7	35,76	37,39	73,15	2,96 %
Pays-Bas	8	24,4	45,17	69,57	2,81 %
Allemagne	9	17,37	34,39	51,76	2,09 %
Australie	10	2,65	23,15	25,8	1,04 %
Suisse	11	8,22	15,56	23,78	0,96 %
Finlande	12	2,36	13,43	15,79	0,64 %
Irlande	13	6,53	8,35	14,88	0,60 %
Belgique	14	6,82	2,34	9,16	0,37 %
Italie	15	0,18	8,95	9,13	0,37 %
France	16	0,26	3,52	3,78	0,15 %
Espagne	17	...	2,04	2,04	0,08 %
Corée	18	0,03	1,77	1,8	0,07 %
Slovaquie	19	0,72	0,7	1,42	0,06 %
Autriche	20	0,2	0,93	1,13	0,05 %
Nouvelle-Zélande	21	0,79	...	0,79	0,03 %
Luxembourg	22	...	0,73	0,73	0,03 %
Pologne	23	...	0,45	0,45	0,02 %
Total, pays du CAD		1 041,5	1 430,62	2 472,12	100,00 %
Pays du CAD – total		1 041,5	1 430,62	2 472,12	92,73 %
Aide multilatérale – total		45,78	146,57	192,35	7,21 %
Pays non membres du CAD – total		0,72	0,8	1,52	0,06 %
Donateurs privés – total		0,29	0,99	1,28	0,05 %
Tous les donateurs – total		1 088	1 578	2 666	100,00 %

¹⁶⁷ Système d'information du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Extraction des données réalisée le 3 juillet 2014.

Données géographiques regroupées; décaissements de l'aide (APD) vers les pays et régions (CAD2a)

<http://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=ea5aa5cc-b20f-4d7e-9c33-75771bc24a0c&themetreeid=3>, consulté le 6 mars 2015.

L'estimation de la mesure dans laquelle le Programme pour le Soudan du Sud a répondu (rétrospective) et pourra répondre (prospective) à ces enjeux, ainsi qu'aux recommandations de l'évaluation de l'Équipe mixte des donateurs, est au cœur de la prochaine Évaluation du programme-pays (EPP) pour le Soudan du Sud.

La résolution des problèmes politiques, économiques, sociaux et relatifs aux droits de la personne au Soudan du Sud requiert une transformation des attitudes, des structures, des relations et des comportements dans quatre domaines principaux, soit le développement socioéconomique, la bonne gouvernance, les institutions de justice et de sécurité, ainsi que la vérité et la réconciliation, comme le montre la figure 6, qui illustre la palette d'Utstein (voir la page suivante).

Cette palette a inspiré la structure et l'approche d'une évaluation multidonateurs pour le Soudan du Sud qui comprenait des recommandations sur le type d'interventions que devraient envisager les donateurs, l'une des plus notables étant l'importance de vérifier que les stratégies des donateurs tiennent compte des principaux facteurs de conflit, comme la sécurité, le maintien de l'ordre et la primauté du droit¹⁶⁸. Si la plupart des membres de la communauté de donateurs concentrent leurs efforts sur le développement économique, la bonne gouvernance, la vérité et la réconciliation, ainsi que l'établissement de mécanismes et de processus visant à aider le gouvernement de la République du Soudan du Sud à combler ses besoins, la Mission des Nations Unies, quant à elle, contribue à la réforme des institutions de sécurité¹⁶⁹. Cependant, certains ont accusé la communauté internationale d'être trop axée sur les aspects techniques (c.-à-d. l'amélioration des services et des infrastructures), au détriment des dimensions politiques du renforcement de l'État. Les donateurs doivent maintenant passer rapidement du relèvement d'après-conflit au secours humanitaire d'un État de nouveau en proie au conflit¹⁷⁰.

Figure 6 : Palette d'Utstein

¹⁶⁸ L'évaluation a conclu que les stratégies des donateurs tendaient à trop mettre l'accent sur les services de bases, alors que les programmes axés sur la sécurité, le maintien de l'ordre et la primauté du droit, tous essentiels à la formation de l'État, s'attaquent plus efficacement aux principaux facteurs de conflit. Ministère des Affaires étrangères, des Politiques et des Opérations des Pays-Bas.

J. Bennett, S. Pantuliana, W. Fenton, A. Vaux, C. Barnett, and E. Brusset, « Aiding the Peace: A Multi-donor Evaluation of support to Conflict Prevention and Peacebuilding Activities in Southern Sudan 2005–2010 ».

¹⁶⁹ Initialement mise en place pour une durée d'un an après l'indépendance, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) réunissait 7 000 militaires et 900 policiers civils ayant pour mandat d'aider le gouvernement à s'acquitter de ses missions de prévention, d'atténuation et de règlement des conflits et de protection des civils et d'aider les autorités à se donner les moyens d'assurer la sécurité, d'instaurer l'état de droit et de renforcer les secteurs de la sécurité et de la justice dans le pays. En mars 2014, l'effectif de la MINUSS a été augmenté, atteignant 12 500 militaires et 1 323 policiers dont le mandat a été réorienté pour se concentrer sur la protection des civils et l'aide humanitaire, la surveillance et l'établissement de rapports axés sur les droits de l'homme, et la lutte contre de nouveaux affrontements intercommunautaires.

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud. « Accueil MINUSS », 2014, <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/unmiss/index.shtml>, consulté le 18 février 2015.

L'Union africaine, soutenue par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), dirige des efforts diplomatiques visant à résoudre le conflit. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont également fourni une assistance technique, un soutien matériel et de la formation à l'armée du gouvernement de la République du Soudan du Sud.

¹⁷⁰ Pantuliano, Sara. « Donor-driven technical fixes failed South Sudan: It's time to get political », *Transconflict*, le 20 janvier 2014, <http://thinkafricapress.com/south-sudan/donor-driven-technical-fixes-failed-time-put-politics-heart-nation-building-project-kiir-machar-garang>, consulté le 18 février 2015.

Citation de Daniel Maxwell et Martina Santschi. « From Post-Conflict Recovery and State Building to a Renewed Humanitarian Emergency: A Brief Reflection on South Sudan », p. 3.



Le gouvernement du Soudan du Sud a élaboré un cadre d'action, le **Plan de développement du Soudan du Sud**, pour décrire son plan d'action sur l'efficacité de l'aide et le développement à moyen terme de 2011 à 2013 (plus tard prolongé à 2015) que le MAECD et les autres donateurs visent à soutenir au moyen de leurs programmes de développement au Soudan du Sud. Le gouvernement a également publié un cadre d'action pour 2011 (**la Stratégie d'aide pour le gouvernement de la République du Soudan du Sud**) afin d'orienter les partenaires de développement et d'améliorer l'efficacité de la prestation d'aide au développement et d'aide humanitaire au Soudan du Sud en harmonisant le financement avec les priorités fondamentales du gouvernement. La multitude de directives fournies par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les États fragiles et touchés par le conflit devrait également orienter la participation des donateurs¹⁷¹. La mesure dans laquelle les donateurs sont guidés par les objectifs globaux de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de renforcement de l'État garantira la pertinence et l'efficacité de leur participation en général, et celle du MAECD en particulier, compte tenu du contexte de programmation extrêmement difficile du Soudan du Sud.

L'une des principales initiatives en faveur de l'efficacité de l'aide qui a été touchée par l'instabilité actuelle au Soudan du Sud a été le pacte « New Deal ». Prévu pour décembre 2013, ce pacte aurait permis une compréhension et une approche communes au sein des donateurs pour le soutien au Soudan du Sud et à son gouvernement. Cependant, depuis l'éclatement du conflit, ce pacte semble avoir été reporté indéfiniment¹⁷². De plus, les relations entre le gouvernement du Soudan du Sud et la communauté internationale ont changé. Les fonctionnaires prétendent que les intervenants externes (en

¹⁷¹ Good Humanitarian Donorship. « Principes et bonnes pratiques pour l'aide humanitaire », 2013, http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oced/development/la-gestion-de-l-aide/annexe-d-principes-et-bonnes-pratiques-pour-l-aide-humanitaire_9789264060234-16-fr#page1, consulté le 18 février 2015.

Voir aussi OCDE. « Principes pour les États fragiles », 2007, <http://www.oecd.org/dac/fragilestates/principespourlesetatsfragilessommaire.htm>, consulté le 18 février 2015.

OCDE. « L'engagement international dans les États fragiles : peut-on mieux faire? », 2011, <http://www.oecd.org/fr/pays/soudandusud/48725070.pdf>, consulté le 18 février 2015.

OCDE. « Soutenir le renforcement de l'État dans les situations de conflit et de fragilité : document d'orientation », 2011, http://www.oecd-ilibrary.org/development/soutenir-le-renforcement-de-l-etat-dans-les-situations-de-conflit-et-de-fragilite_9789264097049-fr, consulté le 18 février 2015.

OCDE. « Managing Risks in Fragile and Transitional Contexts: The Price of Success? », 2011, <http://www.oecd.org/dac/incafi/48634348.pdf>, consulté le 18 février 2015.

OCDE, Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. « Un New Deal pour l'engagement dans les États fragiles », 2013, <http://www.pbsdialogue.org/documentupload/49151953.pdf>, consulté le 18 février 2015.

OCDE. « Pour un soutien international aux États en sortie de crise », 2012, <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/4312042e.pdf?expires=1422899037&id=id&accname=quest&checksum=77168B62628A73FA5BA6220F94F0C429>, consulté le 18 février 2015.

Voir aussi la liste suivante des publications de l'OCDE – OCDE. « Série de publications : conflits et fragilité », <http://oecd.org/fr/cad/seriedepublicationsconflitsetfragilite.htm>, consulté le 18 février 2015.

Voir aussi l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016), Programme-pays pour le Soudan du Sud, MAECD. (SGDE 7029487)

¹⁷² Programme-pays pour le Soudan du Sud, MAECD. « Ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016) ». (SGDE 7029487)

particulier les acteurs humanitaires) ne sont pas transparents à l'égard de leurs activités et adoptent un « comportement d'évitement de l'État ». De leur côté, les intervenants externes affirment s'inquiéter de l'établissement de partenariats avec les groupes impliqués dans le conflit et dans de possibles violations des droits de la personne. Ainsi, certains acteurs internationaux sont en train de « renégocier » la nature de leur relation avec le gouvernement du Soudan du Sud; quelques-uns ignorent entièrement le gouvernement, d'autres se concentrent sur les gouvernements locaux, et d'autres encore maintiennent leur relation avec le gouvernement du Soudan du Sud¹⁷³.

4. Programme de l'ex-ACDI et du MAECD pour le Soudan du Sud

4.1 Contexte pangouvernemental

La participation de l'ex-ACDI et du MAECD au Soudan et au Soudan du Sud a considérablement varié au cours des dernières décennies en raison de l'instabilité et du conflit qui frappaient le pays. En 1989, l'aide bilatérale fournie au Soudan par le Canada a été suspendue en raison du mauvais bilan du pays en matière de droits de la personne après le coup d'État du président Omar al-Bashir. Toutefois, l'aide humanitaire s'est maintenue pendant cette période. Dix ans plus tard, l'ex-ACDI a repris ses efforts sur le terrain, concentrant son soutien sur le processus de paix. En 2005, l'aide bilatérale a augmenté, et en 2008, une approche pangouvernementale a été proposée, réunissant l'ancien ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (ex-MAECI) et l'ex-ACDI, ainsi que le ministère de la Défense nationale (MDN) et la Gendarmerie royale du Canada (GRC)¹⁷⁴.

Cette approche pangouvernementale visait trois objectifs principaux : contenir la violence et améliorer la sécurité; réduire la vulnérabilité et sauver des vies; contribuer à la stabilité et à la résilience à plus long terme. Pour atteindre ces objectifs, le Canada s'appuyait sur trois piliers essentiels : l'**aide** (aide humanitaire et redressement rapide), la **diplomatie** (promotion et consolidation de la paix) et la **sécurité** (soutien aux missions de maintien de la paix menées par les Nations Unies). Ces piliers devaient renforcer les priorités de la politique étrangère canadienne liées à la promotion des droits de la personne, de la liberté, de la bonne gouvernance et de la démocratie, tout en répondant aux intérêts des Canadiens et de la communauté internationale à s'engager dans des efforts de diplomatie, de développement et de paix au Soudan. Les domaines de responsabilité des ministères canadiens concernés sont décrits ci-dessous :

Ex-MAECI – Groupe de travail sur le Soudan

Le Groupe de travail sur le Soudan de l'ex-MAECI ciblait la cohérence des politiques, la coordination du soutien opérationnel et de la programmation associés à l'engagement pangouvernemental du Canada ainsi que les objectifs de diplomatie et de promotion du Canada axés sur le soutien à l'APG et au processus de maintien de la paix au Darfour.

Ex-MAECI – Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (FPSM)

Le FPSM était le principal instrument des programmes canadiens de consolidation de la paix au Soudan, et soutenait généralement les efforts visant à renforcer la sécurité, la paix, la justice et la primauté du droit. Le Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR) assumait la responsabilité globale pour l'administration du FPSM.

Ministère de la Défense nationale (MDN)

Le MDN a fourni du personnel et de l'équipement pour la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) et l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD).

¹⁷³ Maxwell, Daniel et Martina Santschi. « From Post-Conflict Recovery and State Building to a Renewed Humanitarian Emergency: A Brief Reflection on South Sudan », p. 3, 6.

La plupart des renseignements présentés dans ce paragraphe sont tirés de l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016), Programme-pays pour le Soudan du Sud, MAECD. (SGDE 7029487)

¹⁷⁴ Remarque : La majorité de ces renseignements sont tirés du [Cadre de programmation-pays du Soudan \(CPP\) 2009-2014](#), Programme-pays du Soudan, ex-ACDI (SGDE 4562499).

GRC – Programme de maintien de la paix à l'échelle internationale

La GRC a déployé des officiers pour la MINUS afin de former et d'encadrer les policiers locaux affectés au Soudan du Sud.

Lorsque le Soudan est devenu un pays indépendant en 2011, le mandat du Groupe de travail a été modifié de façon à inclure le Soudan du Sud.

Le Canada a également contribué à la MINUSS depuis le lancement de la mission en juillet 2011, et a déployé des policiers en soutien à la MINUSS et au Projet de sécurité communautaire et de contrôle des armements du PNUD depuis 2005 jusqu'à la fin de 2013 dans le cadre de l'Arrangement sur la police civile au Canada. Au début de 2014, le ministre de la Défense nationale a prolongé le mandat de participation des Forces canadiennes à la MINUSS jusqu'en mars 2015.

Enfin, grâce au Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), l'ambassade du Canada au Soudan du Sud appuie aussi des projets à petite échelle d'ONG locales qui répondent aux priorités et aux besoins locaux, conformément aux objectifs de la politique étrangère canadienne et aux objectifs du programme bilatéral du MAECD¹⁷⁵.

4.2 Programme-pays pour le Soudan de l'ex-ACDI

4.2.1 Orientation et objectifs stratégiques pour 2009-2014

En 2006, le Canada a désigné le Soudan (avec son ancienne région autonome, le Soudan du Sud) comme un État fragile prioritaire. Lorsque le Soudan du Sud est devenu indépendant, en 2011, l'ex-ACDI a élaboré un programme axé sur le pays nouvellement créé. Compte tenu de la période de l'évaluation (de 2009 à 2014), c'est le cadre de programmation-pays (CPP) pour le Soudan de 2009-2014 qui est présenté ci-dessous (car il s'appliquait aussi à ce qu'était alors la région autonome du Soudan du Sud). Dans une section ultérieure, des éléments clés de l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016) sont présentés. Le Programme pour le Soudan du Sud, au sein du MAECD, est en train de finaliser cette stratégie provisoire, et pourrait être en mesure de fournir une version définitive lorsqu'une évaluation du programme-pays sera lancée.

Il importe de souligner que, pendant l'élaboration des lignes directrices pour la planification et l'établissement de rapports en 2009, et conformément aux directives du ministre, il incombait aux programmes de présenter une stratégie-pays comportant un ensemble théorique de résultats escomptés. Cette stratégie avait pour but de fournir une orientation stratégique aux domaines de programmation généraux qui devaient être détaillés dans le cadre du CPP, notamment par l'élaboration d'un modèle logique illustrant la théorie du changement du programme, un cadre de gestion du rendement et plusieurs autres annexes, dont une analyse du conflit et de la fragilité. Selon les lignes directrices en vigueur à ce moment, les résultats escomptés à l'échelon des résultats intermédiaires devaient englober tous les modes de financement de l'Agence. En ce qui concerne le processus d'approbation, le ministre était chargé d'approuver la stratégie-pays, tandis que le directeur général régional de chaque direction générale géographique approuvait le CPP et toutes les annexes. L'été suivant, quand est venu le temps d'établir les rapports, les programmes ont reçu la directive de présenter leur rapport sur la stratégie-pays étant donné que c'était ce qu'avait approuvé le ministre. Comme la stratégie-pays ne comportait ni modèle logique ni cadre de gestion du rendement, les programmes se sont trouvés à établir un rapport sur des éléments qui étaient théoriques à l'origine, mais qui sont bientôt devenus l'ensemble accepté de résultats de programme. Par conséquent, il y a des incohérences entre les résultats indiqués dans la stratégie-pays et ceux dans le modèle logique et le cadre de gestion du rendement. Surtout, les preuves et les données associées aux indicateurs ont été employées de façon

¹⁷⁵ Programme-pays pour le Soudan du Sud, MAECD. « Ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016) ». (SGDE 7029487)

inégal dans l'ensemble de la direction générale géographique d'alors étant donné que ce ne sont pas tous les programmes qui avaient harmonisé leur modèle logique et leur cadre de gestion du rendement avec les résultats indiqués dans la stratégie-pays.

Objectifs stratégiques du Programme-pays pour le Soudan de l'ex-ACDI (2009-2104)

L'objectif général du Programme pour le Soudan de l'ex-ACDI pendant la période visée par le CPP (2009-2014) était d'appuyer tous les efforts visant à mettre en œuvre les accords de paix. Afin d'atteindre cet objectif, le Programme pour le Soudan était axé sur le renforcement des conditions permettant la paix et la prospérité : un État plus fort et légitime, l'accès à des services d'urgence et de base pour les personnes vulnérables, et des citoyens plus résilients et productifs (en particulier les jeunes à risque) pourvus de meilleurs moyens de subsistance.

Trois domaines d'intervention avaient été choisis pour la programmation de l'ACDI pendant cette période : **enfants et jeunes**, **sécurité alimentaire** et **gouvernance**. Un quatrième secteur clé, l'**aide humanitaire**, faisait partie des efforts pangouvernementaux du programme. La section ci-dessous décrit les objectifs précis de l'ex-ACDI relatifs à chacun de ces domaines d'intervention (tels qu'ils sont présentés dans la section « Orientation et objectifs stratégiques » du CPP du Programme pour le Soudan de 2009)¹⁷⁶.

1) **Enfants et jeunes (Objectifs)**

- Offrir davantage de cours de lecture, de calcul et d'autres apprentissages aux personnes n'ayant pas pu recevoir un enseignement de base et pouvant bénéficier d'un programme d'études accéléré qui augmenterait leurs chances d'améliorer leurs moyens de subsistance et d'acquérir des compétences professionnelles.
- Offrir davantage d'occasions aux jeunes qui ont été incapables de terminer leurs études secondaires en raison de la guerre ou de la pauvreté d'améliorer leurs moyens de subsistance et d'acquérir des compétences professionnelles (p. ex. formation de la main-d'œuvre et perfectionnement des compétences pour l'emploi).
- Offrir davantage de cours pour l'acquisition de compétences en santé et pour la préparation à la vie active afin, essentiellement, de réduire les risques, en offrant des services psychosociaux et de services en santé génésique pour répondre aux besoins des jeunes à risque qui sont vulnérables, en particulier les ménages où des enfants ou de jeunes femmes sont chefs de famille. S'il y a lieu, la prestation de services de santé mettra également l'accent sur les services essentiels d'eau et d'assainissement.
- Renforcer l'expertise technique et administrative (y compris la gestion financière) et la capacité opérationnelle ainsi qu'accroître les connaissances pertinentes en matière de politiques, parmi les organisations gouvernementales et non gouvernementales ciblées, en vue de la prestation de services d'éducation et de santé qui tiennent compte des conflits et des différences entre les sexes et sont conçus spécialement pour permettre aux enfants et aux jeunes de 12 à 24 ans de relever les défis auxquels ils font face et de saisir les possibilités qui leur sont offertes.

2) **Sécurité alimentaire (Objectifs)**¹⁷⁷

- Promouvoir la résilience à l'échelle de la collectivité rurale, en fonction d'une analyse des moyens de subsistance du milieu local. Cela signifie de mettre l'accent sur l'exploitation agricole de subsistance à petite échelle et de se baser sur les stratégies d'adaptation existantes.
- Déterminer les possibilités de programmes de subsistance qui cibleront les groupes de population les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, soit les femmes, les personnes

¹⁷⁶ Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI. « CPP du Soudan 2009-2014 », p.10-12. (SGDE 4562499).

¹⁷⁷ Remarque : ces objectifs soutiennent également la Mission d'évaluation conjointe pour le Soudan de 2005 et le plan d'action national sur la sécurité alimentaire de 2007.

déplacées à l'intérieur de leur propre pays ou rapatriées et les anciens combattants. Ces programmes devraient tenir compte des divers rôles sociaux liés au sexe dans ce secteur de subsistance, de même que des pratiques adaptées au conflit qui favorisent la stabilité, plutôt que le conflit, entre les personnes déplacées ou rapatriées et leur collectivité d'accueil.

- Adopter des approches de programmation intégrées qui permettent de s'appuyer sur les efforts de l'ex-ACDI dans d'autres domaines thématiques, par exemple favoriser la gouvernance par le renforcement des capacités des institutions agricoles, ou la mise en œuvre de la sécurité ou de l'APG par un soutien à la subsistance dans le cadre du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Une approche intégrée permettrait également à l'ex-ACDI d'accroître ses efforts pour coordonner la programmation avec les autres donateurs.

La stratégie de sécurité alimentaire du Programme pour le Soudan consistait également à soutenir la prestation d'aide alimentaire immédiate pour les populations vulnérables, ainsi qu'à renforcer les capacités de gouvernance du gouvernement du Soudan du Sud au moyen de l'aide humanitaire et de la gouvernance.

3) Gouvernance (Objectifs)

- Accroître la compréhension de la démocratie et le rôle des citoyens dans les processus démocratiques par l'éducation des citoyens et des électeurs, en se basant sur la réputation et l'expertise du Canada en matière de soutien électoral, tout en ciblant les groupes vulnérables et marginalisés tels que les femmes et les personnes déplacées ou rapatriées.
- Fournir un soutien technique pour l'administration du référendum national de 2011 sur l'indépendance du Soudan du Sud, par exemple améliorer la compréhension des exigences en matière de politique, de justice, de communication et d'information requises pour une préparation efficace du référendum au sein des décideurs soudanais associés à la question référendaire.
- Soutenir les activités de renforcement de l'État qui permettront au gouvernement et à la société civile du Soudan du Sud de fournir les services de base afin de montrer les avantages de la paix et d'assurer la durabilité des efforts de développement. Les vastes faiblesses institutionnelles du gouvernement de la République du Soudan du Sud indiquent qu'il est grandement possible de soutenir les programmes coordonnés par les donateurs visant à former les fonctionnaires du gouvernement à la bonne gestion ainsi que de soutenir le perfectionnement des compétences de base en matière de gestion et de prestation de services sociaux de base où il reste des lacunes dans les services.

4.2.2 Résultats intermédiaires (2009-2012)¹⁷⁸

La section suivante présente les résultats escomptés du Programme pour le Soudan (qui incluait le Soudan du Sud jusqu'à l'exercice 2012-2013), en fonction duquel une stratégie de transition pour le programme bilatéral du Soudan¹⁷⁹, la Stratégie du programme-pays pour le Soudan¹⁸⁰ et l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016) ont été élaborées. Le résultat ultime du Programme-pays pour le Soudan au cours de cette période (2009-2012) était une stabilité accrue, une prospérité économique durable à plus long terme et un mieux-être social des hommes, des femmes et des enfants du Soudan. Conformément à ce but, les interventions de l'ex-ACDI dans le pays visaient à atteindre les objectifs intermédiaires suivants :

Résultat intermédiaire 1 : Morbidité et de mortalité réduites chez les hommes et les femmes touchés par la crise

- *Activités principales* : apporter une aide humanitaire aux personnes qui en ont le plus besoin.

Résultat intermédiaire 2 : Les hommes, les femmes et leur famille ont une meilleure production agricole de subsistance, se remettent plus rapidement des crises et réagissent mieux aux risques et aux vulnérabilités physiques, nutritionnels et économiques liés à l'instabilité persistante.

- *Activités principales* : soutenir les connaissances, les compétences et les ressources relatives à la production agricole et alimentaire de subsistance.

Résultat intermédiaire 3 : Les jeunes hommes et jeunes femmes, les filles et les garçons à risque (âgés de 12 à 24 ans) font de plus grandes contributions sociales et économiques dans leur collectivité et sont plus aptes à gérer les risques et les vulnérabilités liés à l'instabilité économique, et à y réagir.

- *Activités principales* : soutenir la prestation de services d'éducation et de santé de base, ainsi que le développement des compétences en matière d'emploi et de subsistance pour les enfants et les jeunes à risque.

Résultat intermédiaire 4 : Les institutions de l'État ainsi que les hommes, les femmes, les garçons et les filles du Soudan sont plus aptes à mettre en œuvre des processus démocratiques, et à y participer activement, ainsi qu'à gérer les ressources publiques.

- *Activités principales* : soutenir l'éducation des citoyens et des électeurs en vue des élections à venir, fournir de l'assistance technique pour la planification du référendum et contribuer à renforcer la capacité du gouvernement du Soudan du Sud en vue d'une gestion financière publique améliorée.

4.2.3 Thèmes transversaux

1- Égalité entre les sexes

La stratégie en matière d'égalité entre les sexes du CPP décrivait, entre autres, les éléments clés suivants (ainsi que les objectifs associés) afin de répondre efficacement aux besoins en matière d'égalité entre les sexes dans la programmation pour le Soudan :

¹⁷⁸ Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI. « CPP du Soudan 2009-2014 », Annexe A – Modèle logique à l'échelle du programme du Soudan. (SGDE 4567400).

¹⁷⁹ Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI. « Stratégie de transition pour le programme bilatéral du Soudan ». (SGDE 6500673).

¹⁸⁰ L'ébauche de la Stratégie-pays pour le Soudan du Sud (SGDE 5652246) a été remplacée par l'ébauche de la Stratégie-pays 2013-2018 (SGDE 6816762), et plus tard par l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016), Programme-pays pour le Soudan du Sud, MAECD (SGDE 7029487)

- Renforcement des capacités en matière d'égalité entre les sexes au sein de l'équipe
 - Accroître les connaissances de l'ex-ACDI sur la problématique hommes-femmes au Soudan ainsi que sa compréhension de la nécessité et des avantages d'une approche axée davantage sur l'égalité entre les sexes pour réduire la fragilité.
 - Élaborer et fournir des outils pour la mise en œuvre de l'égalité entre les sexes en fonction d'une base de connaissances utiles sur les leçons retenues et les approches fructueuses relativement à l'intégration des enjeux en matière d'égalité entre les sexes au Soudan et dans la programmation pour les États fragiles.
 - Veiller à ce que l'analyse comparative entre les sexes soit appliquée par l'ex-ACDI et partagée avec le gouvernement et les autres donateurs afin de renforcer le dialogue politique ainsi que la conception et la mise en œuvre de programmes.

- Engagement ciblé auprès des groupes de femmes soudanaises dans le contexte du dialogue politique et de la programmation globale
 - Renforcer la mise en œuvre au Soudan de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité, à laquelle le Canada a apporté un soutien décisif.
 - Faire en sorte que la voix des femmes et des filles soit davantage prise en considération pendant la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes et des projets, par exemple en ajoutant des indicateurs de rendement relatifs à la participation des groupes de femmes.
 - S'appuyer sur le rôle important que les organisations féminines ont déjà joué dans le processus de reconstruction et de consolidation de la paix (p. ex. Conférence préparatoire des femmes dans le cadre de la Conférence des donateurs tenue à Oslo en 2008, programme commun pour les organisations féminines sud-soudanaises à l'occasion des élections de 2010) ainsi que dans la promotion et la prestation de services et de programmes.

- Garantir l'intégration de la question de l'égalité entre les sexes dans les investissements de l'ex-ACDI au Soudan ainsi que l'allocation accrue de ressources pour des conseils et du soutien spécialisés sur le terrain et à l'Administration centrale.
 - Promouvoir le financement d'initiatives visant l'égalité entre les sexes, des postes budgétaires propres à l'égalité entre les sexes ou des critères minimaux obligatoires en matière d'analyse comparative entre les sexes, ainsi que les résultats et les indicateurs associés, dans les nouveaux mécanismes de financement commun.
 - Promouvoir une meilleure intégration des femmes et des filles ainsi qu'une attention accrue à la question de l'égalité entre les sexes dans les mesures visant à remédier à la fragilité de l'État au Soudan au cours des cinq prochaines années.
 - S'engager à consacrer un poste budgétaire minimal à l'égalité entre les sexes dans tous les nouveaux projets financés par l'ex-ACDI.

La stratégie en matière d'égalité entre les sexes soulignait également les principaux défis que devrait relever l'ex-ACDI pour promouvoir l'égalité entre les sexes au Soudan :

- **Contexte d'État fragile et explosif** : Cette situation favorise souvent la violation des droits des femmes et des filles.
- **Nouvelles modalités d'aide** : L'engagement avec des organisations multilatérales et dans des partenariats de donateurs ainsi que l'engagement pangouvernemental du Canada au Soudan augmentent la complexité de la programmation et de la présentation des résultats sur l'égalité entre les sexes.
- **Données restreintes** : Il manque de données fiables et valides relatives à l'égalité entre les sexes et ventilées selon le sexe.
- **Responsabilité des autres donateurs envers l'égalité entre les sexes** : L'absence de financement et de ressources humaines consacrés à l'égalité entre les sexes et rassemblés en

fonds communs a augmenté la responsabilité de l'ex-ACDI de promouvoir l'égalité entre les sexes dans ce contexte.

2- Viabilité de l'environnement

Lorsque le CPP de 2009 a été achevé, le Programme pour le Soudan n'avait pas encore mené d'évaluation environnementale stratégique (EES), laquelle était prévue en 2010. Le programme était donc largement dirigé par l'EES pangouvernementale pour le Soudan (2009)¹⁸¹. Quelques répercussions environnementales clés du CPP ont tout de même été définies :

- **Sécurité alimentaire** : Les principaux enjeux environnementaux au Soudan sont associés à l'érosion, à la rareté de l'eau et au climat, qui entraînent la hausse du prix des denrées alimentaires. La faiblesse des politiques et des capacités du pays peut mener à des méthodes de production agricole non durables et à une mauvaise gestion des ressources. L'ACDI pourrait adopter une approche en matière de subsistance durable afin de favoriser l'intégration des enjeux environnementaux au Soudan. Par exemple, des projets portant sur l'environnement pourraient être compris dans les initiatives visant le désarmement et la réintégration des combattants. Des stratégies conçues pour encourager la diversification des méthodes de subsistance aideraient également à diminuer la pression sur les ressources naturelles essentielles.
- **Enfants et jeunes** : Les enfants sont souvent ceux qui risquent le plus d'être touchés par les difficultés sociales, économiques et associées au conflit; une gestion durable de l'environnement peut améliorer leur bien-être. Par exemple, la gestion durable des ressources fait en sorte que moins d'enfants se déplacent pour trouver des ressources et réduit ainsi les risques à leur santé. De plus, l'introduction des enjeux environnementaux dans les programmes d'études, la conception des écoles et les installations scolaires peut améliorer les résultats en matière d'éducation.
- **Gouvernance** : Une bonne gouvernance permet de prévenir l'exploitation des ressources naturelles et de promouvoir leur gestion durable. Une mauvaise gouvernance peut entraîner, entre autres problèmes, des pratiques corrompues liées à l'extraction des ressources naturelles, ainsi qu'une prestation de services inefficace (c.-à-d. gestion de l'eau et des déchets) qui peut avoir des répercussions négatives sur les pauvres. La programmation de l'ACDI pourrait renforcer la capacité des autorités gouvernementales à lutter contre la corruption relative à la gestion des ressources naturelles, de même qu'améliorer les compétences de gestion environnementale des ONG.

Les principales recommandations en matière de développement fournies par l'EES pangouvernementale¹⁸² (2009) sont également décrites ci-dessous :

- Renforcer l'engagement du Canada en veillant à jouer un rôle complémentaire à celui du PNUE et d'autres acteurs axés sur l'environnement en vue de trouver des solutions à des questions de gouvernance de l'environnement et de gestion des ressources naturelles;
- Mettre l'accent sur la participation transparente et consultative des parties intéressées à tous les niveaux, afin de leur procurer des moyens de subsistance durables et équitables ainsi qu'une capacité de récupération environnementale, notamment en ce qui concerne les changements climatiques et la désertification;
- Concevoir des programmes de développement communautaire qui garantissent que l'utilisation des ressources naturelles et la sécurité alimentaire sont durables et équitables, et qui abordent des questions liées à la résilience environnementale à long terme;

¹⁸¹ Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI. « Cadre de programmation-pays du Soudan (2009-2014) », Annexe E – Analyse de la viabilité de l'environnement (SGDE 4514517)

¹⁸² Young, Susan. « A Strategic Environmental Assessment of Canada's Whole of Government Engagement in Sudan – Final Report », p.3-4.

- Veiller à ce que les efforts humanitaires, entre autres, déployés en collaboration avec les forces de sécurité puissent contribuer à l'atténuation des conflits, notamment les éléments déclencheurs liés à l'environnement et aux ressources naturelles.

4.2.4 Leçons retenues

L'exercice du CPP de 2009 présentait également les leçons retenues suivantes à prendre en considération pour la programmation future :

1. La programmation au Soudan doit commencer par le contexte – tenir compte de l'environnement opérationnel instable et répondre de manière souple à une réalité sans cesse changeante, particulièrement les élections et les référendums à venir;
2. Pour être efficace à ce moment, la réponse des donateurs nécessitera une combinaison d'interventions à court et à moyen terme. La période de « rétablissement rapide » entre l'aide humanitaire et le développement ne peut être négligée;
3. Compte tenu de la myriade de défis au Soudan, le Canada n'y aura une incidence démontrable qu'en coordonnant ses efforts avec ceux des autres donateurs ou de la société civile et en concentrant sa programmation dans les domaines offrant des avantages comparatifs;
4. La programmation doit être à tout le moins sensible au conflit si elle n'y répond pas directement. Cela signifie qu'il faut appliquer le principe d'innocuité (ne pas nuire) dans toutes les approches et chercher des possibilités de renforcer le potentiel des groupes vulnérables ou marginalisés – en particulier les femmes;
5. Favoriser l'engagement des bénéficiaires est vital étant donné que leur participation amène des connaissances locales et augmente la sécurité des partenaires de mise en œuvre de l'ACDI;
6. La programmation au Soudan est intrinsèquement coûteuse en raison de la sécurité précaire du pays, de sa vaste superficie et de ses faibles infrastructures;
7. Il est impératif de renforcer la capacité de l'État pour créer des perspectives de développement à long terme, qui ouvrent la voie à une stratégie de sortie des donateurs.

En se basant sur ces expériences, le document soulignait les domaines à valeur ajoutée possibles pour orienter la programmation de l'ex-ACDI à l'avenir : l'égalité entre les sexes, la viabilité de l'environnement, la sécurité alimentaire et la mise en œuvre du référendum.

Comme il a déjà été mentionné, après que le Soudan a obtenu l'indépendance en juillet 2011, l'ex-ACDI a élaboré un nouveau programme-pays pour refléter cette réalité. La prochaine section présente les principaux domaines d'intervention ainsi que les grands objectifs connexes, tels qu'ils sont définis dans l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016).

4.3 Programme pour le Soudan du Sud : ébauche des objectifs stratégiques de développement (2014-2016)

Depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, l'ex-ACDI avait élaboré différents documents préliminaires de planification des programmes afin d'orienter les activités dans le nouveau pays. Toutefois, aucun de ces documents (énumérés ci-dessous) n'a reçu officiellement l'approbation de la haute direction :

- Ébauche de la Stratégie-pays pour le Soudan du Sud (2013-2018) et son modèle logique à l'échelon du programme (2013-2018);
- Ébauche du Plan d'investissement pour le Soudan du Sud (2013);
- Ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016).

Le CPP et la stratégie-pays de 2009 pour le Soudan (qui comprenait ce qu'était alors la région autonome du Soudan du Sud) sont les deux seuls documents de planification officiellement approuvés. Ils seraient donc pertinents pour les analyses rétrospectives de cette évaluation. En ce qui concerne les aspects prospectifs de l'évaluation, le document de planification préliminaire le plus récent pour le Soudan du

Sud, c'est-à-dire l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud) serait pertinent si on suppose qu'il sera approuvé lorsque l'évaluation du programme-pays officielle aura lieu. Par conséquent, la stratégie provisoire est décrite plus en détail ci-dessous.

Objectifs stratégiques de l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud de l'ex-ACDI et du MAECD

Comme l'indique l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016), la contribution du MAECD au développement du Soudan du Sud serait axée sur trois priorités thématiques : **enfants et jeunes (santé des mères, des nouveau-nés et des enfants), sécurité alimentaire et promotion de la démocratie**. La programmation sera également soutenue par l'intégration des trois thèmes transversaux, soit l'égalité entre les sexes, l'environnement et la gouvernance. Dans le futur, en supposant que la situation au Soudan du Sud se stabilisera, le Programme est désireux d'envisager l'expansion et l'approfondissement de ses investissements actuels dans la chaîne de valeur de l'agriculture (croissance économique durable) en tant que quatrième pilier. Une stratégie, des options et l'ordre de priorité pour chacun de ces quatre piliers devraient faire partie des recommandations se dégageant de la section prospective de la présente évaluation.

Pour revenir à l'actuelle stratégie bilatérale, la programmation proposée dans ces domaines doit être guidée par les objectifs suivants¹⁸³ :

1. Enfants et jeunes : santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE) améliorée

- **Améliorer la prestation de services de SMNE de base qui sauvent des vies** dans tout le continuum des soins, soit avant la grossesse, à l'accouchement, immédiatement après la naissance de l'enfant et pendant l'enfance.
- **Augmenter la capacité des travailleurs de la santé formés**, surtout les sages-femmes, à répondre aux besoins en matière de santé des mères et des enfants.
- **Chercher des occasions d'aborder la protection des enfants et les conséquences sur la santé des taux accrus de violence contre les femmes et les filles.**
- **Améliorer la capacité du gouvernement à planifier et à surveiller la prestation de services de SMNE, une fois que la stabilité sera renforcée sur les lieux¹⁸⁴.*

Le dialogue politique sera axé sur la reconnaissance officielle du rôle des accoucheuses traditionnelles dans la promotion et la fourniture de services de SMNE de base. À titre de coprésident du Groupe de travail sur le secteur de la santé à Djouba, le Canada dirige le dialogue des donateurs avec le gouvernement, s'efforçant de garantir que les transferts financiers au gouvernement servent à améliorer les salaires des travailleurs de la santé, la gestion des hôpitaux et la prestation de services de santé. L'objectif est d'établir une base pour une responsabilité mutuelle et d'encourager le gouvernement à assumer la prestation de services.

Le Soudan du Sud est un pays ciblé par l'Initiative de Muskoka. Les taux de mortalité des mères, des nouveau-nés et des enfants au Soudan du Sud sont parmi les plus élevés au monde, et il s'agit d'un domaine où la participation des donateurs est limitée. L'accent sera mis sur la prestation de base par toutes les voies disponibles (c.-à-d. gouvernementales et non gouvernementales) en raison des besoins considérables et urgents du Soudan du Sud, plutôt que sur le renforcement des capacités du gouvernement.

¹⁸³ Remarque : Cette section correspond à un résumé de l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016), Programme-pays pour le Soudan du Sud, MAECD (SGDE 7029487).

¹⁸⁴ Remarque : Dans cette section, les puces dont le texte est en italique et précédé d'un astérisque (*) font référence aux objectifs qui dépendent d'une situation de stabilité au pays.

2. Sécurité alimentaire : accroissement de la production d'aliments

- **Accroître la production d'aliments afin d'atténuer les risques de perte de récoltes, de promouvoir la valeur nutritive et de fournir des vivres pour une période plus longue**, par exemple par la fourniture d'intrants agricoles, la production agricole et la formation technique à l'agriculture de subsistance, de même que la construction de routes de raccordement pour faciliter l'accès aux marchés et la distribution de l'aide alimentaire.
- ***Améliorer la participation au marché des petits exploitants agricoles, développer des chaînes de valeur et améliorer la capacité du gouvernement à soutenir les exploitations agricoles, jetant de cette façon les bases de la croissance économique axée sur l'agriculture lorsque c'est possible sur le terrain.**

Le dialogue politique sera centré sur l'augmentation des dépenses gouvernementales en agriculture, notamment sur l'entretien de routes des fermes aux marchés.

On prévoit que le plus grand potentiel de croissance à court et à moyen terme pour le Soudan du Sud proviendra de l'agriculture et de l'élevage à petite échelle, surtout dans des exploitations familiales privées. Ces activités permettront d'instaurer des conditions économiques propices, ce qui serait favorable aux intérêts économiques et commerciaux du Canada au Soudan du Sud.

3. Promotion de la démocratie

- **Soutenir la mise sur pied d'un processus de réconciliation inclusif et d'un processus de paix viable** pour apporter la vérité et la responsabilité quant aux abus passés. La programmation pourrait comprendre le renforcement du rôle des médias indépendants et responsables ainsi que la participation et la mobilisation des citoyens dans les processus politiques.
- **Renforcer la capacité des institutions de surveillance, telles que la Chambre nationale d'audit et l'Assemblée législative nationale.** La programmation pourrait aussi comprendre une coopération avec d'autres pays aux vues similaires pour le renforcement de la capacité de gouvernance ou le renforcement de la capacité de la Commission électorale nationale, en prévision d'une élection.

Le dialogue politique sera axé sur la ligne de conduite à adopter au sujet des violations des droits de la personne et l'établissement et le renforcement des processus de réconciliation et de démocratisation. Le Canada, qui copréside un groupe de travail de donateurs à Djouba sur la réconciliation, a suggéré que la réconciliation est le volet le plus difficile et le plus important de la programmation pour les donateurs au Soudan du Sud. La réconciliation fait partie intégrante de la voie à suivre parce que, sans guérison, la situation s'aggravera probablement. Cependant, la réconciliation, qui est difficile à mesurer, requiert de la patience et une connaissance détaillée des événements historiques. De plus, pour être fructueux, le processus doit être dirigé de l'intérieur et clairement indépendant des donateurs.

Ces initiatives contribueront à soutenir la capacité des citoyens de tenir leur gouvernement responsable et de lui demander des comptes, ainsi qu'à soutenir la capacité du gouvernement de répondre aux besoins de ses citoyens. Ces initiatives contribueront également à mettre en place des bases durables pour la paix et la stabilité au Soudan du Sud ainsi que de résoudre les problèmes structureux à plus long terme qui touchent la gouvernance et la responsabilisation démocratiques dans le pays.

4. Thèmes transversaux

- **Égalité entre les sexes** : Le programme cherchera à s'attaquer aux inégalités relatives à la santé et à la sécurité alimentaire et à s'occuper des besoins spécifiques des femmes et des filles ainsi qu'à favoriser leur participation en tant que décideuses et dirigeantes, notamment à la réconciliation.

- **Gouvernance** : La gouvernance sera incluse dans chaque priorité thématique, et toute la programmation prendra en considération les divisions ethniques et les besoins des groupes marginalisés.
 - **Enfants et jeunes** : La programmation aidera à améliorer la capacité du gouvernement de garantir l'usage le plus efficace des ressources gouvernementales pour la prestation de services efficaces et équitables à l'échelle infranationale.
 - **Sécurité alimentaire** : La programmation contribuera à améliorer la capacité du gouvernement d'entreprendre une planification stratégique.
 - **Promotion de la démocratie** : La programmation aidera aussi à améliorer la transparence et la responsabilité du gouvernement en soutenant des institutions officielles et officieuses qui sont vitales pour la démocratie et les institutions gouvernementales responsables de la reddition de comptes.
- **Environnement** : La programmation prévue des activités relatives à la SMNE, à la sécurité alimentaire et à la promotion de la démocratie ne devrait pas avoir d'effets négatifs importants sur l'environnement.

Transition entre les documents du Programme pour le Soudan et le Programme pour le Soudan du Sud

Étant donné que la période d'évaluation s'étend de 2009 à 2014, les principaux documents de planification de programmes utilisés pendant cet intervalle de temps sont pertinents pour la présente évaluation. Voici certains de ces documents : le CPP pour le Soudan (2009-2014) et le modèle logique associé (2010), la Stratégie-pays pour le Soudan (2009) ainsi que l'ébauche de Stratégie-pays pour le Soudan du Sud (2013-2018) et le modèle logique associé (2013), l'ébauche du plan d'investissement (2013-2014) et l'ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016).

Les résultats intermédiaires (résultats escomptés) des modèles logiques, les rapports annuels des programmes-pays, l'ébauche du plan d'investissement et la plus récente ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016) ont été résumés, et le Programme pour le Soudan du Sud a fourni ses commentaires. Le produit final est un document unique qui illustre comment les résultats intermédiaires du Programme pour le Soudan ont alimenté les résultats intermédiaires du Programme pour le Soudan du Sud (voir SGDE [7090640](#)).

Ce nouveau document de synthèse (et les résultats intermédiaires recensés) peut guider l'échantillonnage afin de garantir que les éléments essentiels des principaux documents de planification (qui ont été utilisés ou élaborés pendant la période d'évaluation) sont pris en compte. Un aperçu pas-à-pas des ajustements apportés aux résultats intermédiaires du Programme bilatéral pour le Soudan du Sud de 2009 à 2014 est présenté dans le tableau ci-dessous. *Il convient de souligner, toutefois, qu'en l'absence d'une « orientation stratégique » prévue dans une stratégie-pays approuvée, les résultats intermédiaires qui gouvernaient la programmation, dont l'établissement de rapports, du Programme pour le Soudan du Sud étaient ceux qui se trouvaient dans le rapport annuel du programme-pays.*

Tableau 2 : Évolution des résultats intermédiaires du Programme pour le Soudan du Sud (2009-2014)				
Stratégie-pays / CPP / modèle logique du Soudan (2009-2010) ¹⁸⁵	Rapport annuel du Programme pour le Soudan du Sud 2011 Rapport annuel du Programme pour le Soudan du Sud 2012	Ébauche du modèle logique du Programme pour le Soudan du Sud (novembre 2013) ¹⁸⁶	Ébauche du plan d'investissement du Programme pour le Soudan du Sud (avril 2014) ¹⁸⁷	Ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016) ¹⁸⁸
Morbidité et mortalité réduites chez les populations d'hommes et de femmes touchées par une crise.	Vulnérabilité réduite des personnes touchées par une crise, particulièrement les femmes et les enfants. Vulnérabilité réduite des personnes touchées par	Utilisation égalitaire accrue des services de santé maternelle, néonatale et infantile de qualité par les femmes, les enfants et les nouveau-nés dans les régions ciblées.	Le programme continuera à améliorer l'accès aux services de SMNE, à former des travailleurs de la santé et à renforcer les systèmes de santé du gouvernement, lorsque les conditions le	Accès accru à des services de qualité en matière de santé des mères, des nouveau-nés et des enfants par les femmes, les enfants et les nouveau-nés.
Les hommes, les femmes et leur famille accroissent la production agricole de subsistance, se remettent plus rapidement des crises et réagissent mieux aux risques et aux vulnérabilités physiques, nutritionnels et économiques liés à l'instabilité	Production alimentaire, participation au marché et revenu des ménages ruraux accrus. Collectivités rurales viables.	Production agricole et de la pêche ainsi que possibilités maraîchères connexes accrues pour les petits exploitants agricoles et les pêcheurs des régions visées, particulièrement les femmes et les jeunes.	Le programme continuera à renforcer la capacité des petits exploitants agricoles d'augmenter la production alimentaire et de générer des revenus, et aidera les agriculteurs et les pêcheurs à avoir accès aux marchés, lorsque les conditions le permettent.	Accès accru des populations vulnérables à des aliments produits et récoltés localement.
et jeunes femmes, les filles et les garçons à risque (âgés de 12 à 24 ans) accroissent leurs contributions sociales et économiques dans leur collectivité et sont plus aptes à gérer les risques et les vulnérabilités liés à l'instabilité économique et à	eau, éducation et soins de santé maternelle de base améliorés. Approvisionnement en eau, éducation et soins de santé maternelle de base améliorés.	la pêche ainsi que possibilités maraîchères connexes accrues pour les petits exploitants agricoles et les pêcheurs des régions visées, particulièrement les femmes et les jeunes.	à renforcer la capacité des petits exploitants agricoles d'augmenter la production alimentaire et de générer des revenus, et aidera les agriculteurs et les pêcheurs à avoir accès aux marchés, lorsque les conditions le permettent.	vulnérables à des aliments produits et récoltés localement.
		réglementaire et juridique plus inclusif et durable sur le plan environnemental pour le secteur de l'extraction au Soudan du	le renforcement de la capacité du gouvernement à mieux gérer la production et l'exploration pétrolières.	
Les institutions de l'État ainsi que les hommes, les femmes, les garçons et les filles du	Utilisation efficace et responsable des ressources publiques par les autorités gouvernementales;	responsable et sexospécifique des fonds publics par les organismes centraux et	favoriser un processus de réconciliation inclusif et des conditions propices à des élections libres et	démocratiques et de surveillance renforcés.

¹⁸⁵ Programme-pays pour le Soudan, ex-ACDI. « CPP du Soudan (2009-2014) », Annexe – Modèle logique (SGDE 4567400).

¹⁸⁶ Programme-pays pour le Soudan du Sud, MAECD. « Ébauche du modèle logique pour le Soudan du Sud », 2012 (SGDE 6246641).

¹⁸⁷ Programme-pays pour le Soudan du Sud, MAECD. « Ébauche du plan d'investissement pour le Soudan du Sud » (SGDE 6632418).

¹⁸⁸ Programme-pays pour le Soudan du Sud, MAECD. « Ébauche de Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016) » (SGDE 7029487).

<p>Soudan sont plus aptes à mettre en œuvre des processus démocratiques, et à y participer activement, ainsi qu'à gérer les ressources publiques.</p>	<p>participation accrue de la société civile, notamment les femmes, aux processus démocratiques. Utilisation efficace et responsable des ressources publiques par les autorités gouvernementales; participation accrue de la société civile, notamment les femmes, aux</p>	<p>les gouvernements infranationaux, et élections plus démocratiques.</p>	<p>justes, et à renforcer la responsabilité du gouvernement, lorsque les conditions le permettent.</p>	
---	--	---	--	--

4.4 Programmation non bilatérale du MAECD

Direction générale du partenariat pour l'innovation dans le développement : Dans le cadre du soutien qu'il apporte aux organisations de la société civile canadienne, le MAECD fait appel à l'expertise et aux réseaux du Canada pour répondre aux besoins locaux. Ces projets visent également à renforcer les compétences et les habiletés des organisations locales. Les projets de partenariats précédents étaient axés sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants ainsi que sur la formation professionnelle des jeunes. Les programmes futurs compléteront la programmation du MAECD, en fonction du contexte du pays.

Secteur des enjeux mondiaux et du développement : Le MAECD fournit également un appui considérable aux partenaires multilatéraux et mondiaux, en particulier dans le domaine de l'aide humanitaire. Les objectifs de cet appui sont, entre autres, l'accès à la nourriture, à des abris, à l'eau potable et aux services d'assainissement, à des soins de santé d'urgence et à des services de protection pour les populations touchées par les conflits et les catastrophes. Le Canada offre également un soutien institutionnel à long terme aux partenaires qui travaillent au Soudan du Sud ainsi que dans des initiatives mondiales novatrices¹⁸⁹.

4.5. Objectifs stratégiques et priorités en matière de programmation au Soudan du Sud du GTSR

Compte tenu de la fusion récente de l'ex-ACDI et de l'ex-MAECI pour former le nouveau MAECD, et des liens fondamentaux entre la sécurité, la stabilisation et le développement dans les États fragiles et touchés par un conflit, les interventions du GTSR au Soudan du Sud font partie intégrante de cette évaluation et sont donc compris dans l'échantillon.

Les six priorités des programmes du GTSR au Soudan, qui s'harmonisent avec les objectifs pangouvernementaux du Canada au Soudan¹⁹⁰, sont énoncées ci-dessous :

<p>Objectifs pangouvernementaux</p>	<p>Priorités des programmes du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (FPSM) du GTSR au Soudan (2009-2013)</p>
--	--

¹⁸⁹ Programme-pays pour le Soudan du Sud, MAECD. « Ébauche de la Stratégie bilatérale de développement du Canada avec le Soudan du Sud (2014-2016) » (SGDE 7029487)

¹⁹⁰ Les renseignements présentés dans cette section sont tirés du document de planification du GTSR approuvé le plus récemment, soit le cadre stratégique pluriannuel pour le Soudan 2009-2013 (y compris ce qu'était alors la région autonome du Soudan du Sud) du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales.

<p>Objectif 1 : Contrôler la violence et renforcer la sécurité</p>	<p>Priorité 1 : Accroître l'efficacité des missions de maintien de la paix menées par l'Organisation des Nations Unies au Soudan.</p> <p>Priorité 2 : Prendre part à un processus efficace de maintien de la paix au Darfour.</p> <p>Priorité 3 : Aider le gouvernement du Soudan du Sud, la société civile et les collectivités à répondre plus adéquatement aux préoccupations des collectivités se rapportant à la sécurité.</p>
<p>Objectif 2 : Réduire la vulnérabilité et sauver des vies</p>	<p>Priorité 4 : Réduire le nombre de décès chez les populations touchées par un conflit.</p>
<p>Objectif 3 : Renforcer la stabilité et la capacité d'adaptation à long terme</p>	<p>Priorité 5 : Mettre en oeuvre les principales dispositions de l'APG.</p> <p>Priorité 6 : Aider le Nord et le Sud du Soudan ainsi que les régions situées entre les deux à prendre des mesures en vue d'appliquer pacifiquement les dispositions prises à la suite des référendums.</p>

Les objectifs stratégiques du GTSR n'étaient pas précisément annoncés dans le Cadre stratégique pluriannuel du FPSM pour le Soudan (2009-2013). Cependant, ils étaient présentés dans les rapports annuels préparés au cours de la période d'évaluation. Ces objectifs sont résumés ci-dessous, malgré l'existence de légères différences dans la façon de présenter les objectifs dans les rapports annuels.

Objectifs stratégiques du FPSM du GTSR au Soudan (2009-2010 à 2011-2012)

- 1) Accroître l'efficacité des missions de maintien de la paix menées par l'Organisation des Nations Unies au Soudan.
- 2) Prendre part à un processus efficace de maintien de la paix au Darfour.
- 3) Accroître la capacité du gouvernement du Soudan du Sud, de la société civile et des collectivités à mieux aborder les préoccupations en matière de sécurité à l'échelon des collectivités.
- 4) Réduire le nombre de décès chez les populations touchées par un conflit.
- 5) Mettre en œuvre les principales dispositions de l'APG.
- 6) Aider le Nord et le Sud du Soudan ainsi que les régions situées entre les deux à prendre des mesures en vue d'appliquer pacifiquement les dispositions prises à la suite des référendums.

Le prochain tableau décrit l'évolution des *résultats intermédiaires* du FPSM au Soudan et au Soudan du Sud au cours de la période d'évaluation (de 2009-2010 à 2013-2014), d'après les rapports annuels et le Cadre stratégique pluriannuel pour le Soudan (2011-2013). Il n'y a pas de rapports officiels à l'échelon des programmes disponibles pour les exercices 2012-2013 ou 2013-2014 en raison de l'incertitude du financement du Programme du GTSR pendant ces deux années, ni de documents de planification officiels mis à jour depuis le Cadre stratégique pluriannuel du FPSM pour le Soudan (2009-2013).

Tableau 3 : Évolution des résultats intermédiaires du GTSR – FPSM au Soudan (et au Soudan du Sud) de 2009 à 2013			
Rapport annuel 2009-2010	Cadre stratégique pluriannuel du FPSM pour le Soudan – Modèle logique (2009-2013)	Rapport annuel 2010-2011 ¹⁹¹	Rapport annuel 2011-2012
Accroître l'efficacité des missions de maintien de la paix menées par les Nations Unies au Soudan.	Meilleure préparation opérationnelle des Nations Unies à accomplir leur mandat dans le cadre des missions de maintien de la	Meilleure préparation opérationnelle des Nations Unies à accomplir leur mandat dans le cadre des missions de maintien de la paix au Soudan.	Meilleure préparation opérationnelle des Nations Unies à accomplir leur mandat dans le cadre des missions de maintien de la paix au Soudan.
Prendre part à un processus plus efficace de maintien de la paix au Darfour.	* Résultat intermédiaire d'origine changé en résultat immédiat n° 4 (3.1 dans le modèle logique).	* Change en résultat immédiat n° 4.	* Change en résultat immédiat n° 6.
Aider le gouvernement de la République du Soudan du Sud, la société civile et les communautés à répondre aux préoccupations des collectivités se rapportant à la	Efficacité accrue des intervenants à aplanir les préoccupations des collectivités liées à la sécurité.	Efficacité accrue des intervenants à aplanir les préoccupations des collectivités liées à la sécurité.	Efficacité accrue des intervenants à aplanir les préoccupations des collectivités liées à la sécurité.
Chez les populations touchées par un conflit.	Change en résultat immédiat n° 3 (2.2 dans le modèle logique).	" 3.	" 3.
Contribuer à la mise en œuvre d'importantes dispositions de l'Accord de paix global.	Consensus et respect améliorés des accords de paix et des conditions prévues dans le Cadre.	Consensus et respect améliorés des accords de paix et des conditions prévues dans le Cadre.	Consensus et respect améliorés des accords de paix et des conditions prévues dans le Cadre.
Aider le Nord et le Sud du Soudan ainsi que les régions situées entre les deux à prendre des mesures en vue d'appliquer pacifiquement les dispositions prises à la suite des référendums.	* Résultat intermédiaire d'origine changé en résultat immédiat n° 6 (3.3 dans le modèle logique).	* Changé en résultat immédiat n° 6.	* Changé en résultat immédiat n° 5.

5. Profil d'investissement

5.1 Univers de l'évaluation

L'ex-ACDI et le MAECD (à l'exception du GTSR) ont financé près de **84 projets** au Soudan du Sud des exercices 2009-2010 à 2013-2014, pour un total de décaissements d'environ **231 millions de dollars**¹⁹².

¹⁹¹ Remarque : Les *résultats immédiats* du rapport annuel de 2010-2011 reflétaient les *résultats intermédiaires* du rapport annuel de 2009-2010 :

- 1) renforcer les habiletés, les connaissances et la capacité de la MINUS et de la MINUAD dans l'exécution de leurs mandats;
- 2) accroître les habiletés, les connaissances et la capacité des organisations gouvernementales, de la société civile et des collectivités dans l'apaisement des préoccupations liées à la sécurité des collectivités du Sud et de l'Est du Soudan;
- 3) atténuer les risques liés aux mines et aux débris de guerre explosifs et accroître les habiletés, les connaissances et les capacités des organisations de déminage à l'échelle nationale dans le maintien de leurs activités;
- 4) accroître la capacité des participants au processus de paix au Darfour de mettre en place des conditions favorables au rétablissement de la paix;
- 5) accroître les habiletés, les connaissances et les capacités des États parties, des Nations Unies, des ONG internationales et de la société civile dans la mise en œuvre des principales dispositions de l'APG;
- 6) améliorer les habiletés et les connaissances des États parties et du gouvernement des régions situées entre les zones en conflit en vue d'appliquer pacifiquement les dispositions prises à la suite des référendums, avec l'appui de pratiques démocratiques centrées sur le citoyen.

¹⁹² Ces chiffres sont issus des données fournies par la DGDPF, qui ont été mises à jour au printemps et à l'automne 2014, ainsi que des données provenant des rapports annuels sur le Programme-pays pour le Soudan du Sud du MAECD. Bien que le pourcentage de financement alloué au Soudan du Sud (par opposition au Soudan) diffère entre ces projets, plus de la moitié d'entre eux consacraient 50 % de leurs fonds ou plus au Soudan du Sud.

Ces initiatives étaient principalement financées par l'entremise du Secteur de l'Afrique subsaharienne (WGM) et du Secteur des enjeux mondiaux et du développement (MFM), mais quelques initiatives étaient mises en œuvre par la Direction générale du partenariat pour l'innovation dans le développement (KFM)¹⁹³ :

- **WGM a décaissé 144,8 M\$, ou 63 %** de toutes les dépenses de l'ex-ACDI et du MAECD ciblant le Soudan du Sud (au moyen de 34 investissements);
- **MFM a décaissé 82,7 M\$, ou 36 %** de toutes les dépenses ciblant le Soudan du Sud (au moyen de 46 investissements);
- **KFM a décaissé environ 3,9 M\$, ou 2 %** de toutes les dépenses ciblant le Soudan du Sud (au moyen de 4 investissements).

Compte tenu de la nature et de la portée des ressources, l'évaluation donnera priorité au programme bilatéral de WGM, qui représente plus de 60 % des décaissements de l'ex-ACDI et du MAECD au Soudan du Sud. Toutefois, pour s'assurer que l'échantillon est représentatif de tous les modes de coopération, les initiatives soutenues par MFM et KFM qui sont suffisamment importantes pour faire l'objet de l'évaluation du rapport coût-efficacité seront également incluses.

Outre ces investissements en matière de développement, le GTSR, géré par l'ex-MAECI, a mis en œuvre plus de 35 projets de stabilisation au Soudan et au Soudan du Sud de l'exercice 2009-2010 à 2013-2014. Ces interventions, dont la valeur s'élevait à plus de 47 millions de dollars (en décaissements), étaient concentrées dans les secteurs suivants : action contre les mines, consolidation de la paix, politiques, forces de sécurité (y compris dans les aéroports), processus de médiation et de paix, justice¹⁹⁴. La liste complète des projets du MAECD au Soudan du Sud ainsi que celle des projets du GTSR au Soudan et au Soudan du Sud qui ont été entrepris pendant la période visée par l'évaluation (soit de 2009-2010 à 2013-2014) se trouve aux annexes 8 et 11, respectivement.

5.2 Priorités thématiques

Le domaine dans lequel l'ex-ACDI avait effectué le plus de dépenses au Soudan du Sud pendant la période d'évaluation était celui des enfants et des jeunes (y compris la SMNE), qui représentait 37 % des décaissements totaux pour des programmes. Les secteurs suivants étaient la sécurité alimentaire (26 %), puis l'aide humanitaire (initiatives dans le domaine non alimentaire) (19 %), et enfin la croissance économique durable (14 %)¹⁹⁵. Il convient de souligner qu'environ 5 % des décaissements totaux étaient attribués aux domaines « Autres », notamment « Autre – Promouvoir la démocratie » (3 %), « Autre – Assurer la sécurité et la stabilité » (2 %) et « Autre – Affecté à aucune priorité » (inférieur à 1 %).

En ce qui concerne les tendances des directions générales, le principal secteur de décaissements pour WGM était les enfants et les jeunes (33 % des décaissements totaux), suivi de la gouvernance démocratique (29 %), de la croissance économique durable (23 %) et de la sécurité alimentaire (15 %). Pour KFM, les enfants et les jeunes (91 %) étaient de loin le secteur le plus prédominant, et le reste du

¹⁹³ Remarque : À la suite de la mise sur pied du MAECD, le Secteur de l'Afrique subsaharienne (WGM) a remplacé l'ancienne Direction générale des programmes géographiques (DGPG); le Secteur des enjeux mondiaux et du développement (MFM) a remplacé la Direction générale des programmes multilatéraux et mondiaux (DGPMM); la Direction générale du partenariat pour l'innovation dans le développement (KFM) a remplacé la Direction générale des partenariats avec les Canadiens (DGPC).

¹⁹⁴ Chiffres obtenus auprès de l'ex-MAECI (décaissements consolidés pour le Soudan du Sud de 2009 à 2014) ainsi qu'auprès de la DGDPF du MAECD (profil statistique du Soudan du Sud de 2009-2010 à 2013-2014).

¹⁹⁵ L'ex-ACDI avait réalisé une évaluation de son Programme d'assistance humanitaire internationale (AHI) en 2011, qui comprenait une étude de cas sur le Soudan. L'évaluation portait précisément sur le rendement de l'AHI. L'évaluation du Programme-pays pour le Soudan du Sud proposée sera plutôt axée sur la coordination et la cohérence des investissements parmi l'ensemble de l'aide humanitaire et des efforts de rétablissement et de reconstruction. De plus, le Soudan du Sud est devenu un pays indépendant en juillet 2011. Par conséquent, l'aide humanitaire internationale apportée au pays de 2011 à 2013 n'était pas prise en compte dans l'évaluation de l'AHI effectuée par l'ex-ACDI. L'évaluation du Programme-pays pour le Soudan du Sud tiendra donc compte de l'aide humanitaire internationale apportée au Soudan du Sud au cours de la période visée par l'évaluation (2009-2010 à 2013-2014) en ce qui a trait à la cohérence et à la coordination par rapport aux programmes bilatéraux et du GTSR, et s'appuiera, le cas échéant, sur les constatations formulées dans le rapport d'évaluation de l'ex-ACDI sur l'AHI.

financement était attribué à la croissance économique durable (9 %). Quant à MFM, plus de la moitié des fonds du Secteur étaient acheminés pour l'aide humanitaire (55 %), et le reste était affecté à la sécurité alimentaire (45 %). Tous les décaissements de MFM visant la sécurité alimentaire étaient destinés au Programme alimentaire mondial (24,6 M\$). Les projets du GTSR, pour leur part, étaient concentrés dans les domaines suivants : l'action antimines, la consolidation de la paix, les forces de police et de sécurité (notamment la sécurité dans les aéroports), les processus de médiation et de paix, ainsi que la justice¹⁹⁶.

Les dix principaux acteurs ou organismes d'exécution du MAECD (à l'exclusion du GTSR) au Soudan du Sud pendant cette période (en ce qui a trait aux dépenses totales) étaient les suivants : Programme alimentaire mondial (PAM), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation mondiale de la Santé, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Division des interventions d'urgence du PNUD, ministère du Développement international du Royaume-Uni, Fondation canadienne contre la faim et ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Les dix principaux acteurs ou organismes d'exécution au Soudan et au Soudan du Sud du GTSR étaient les suivants : PNUD, Agence allemande de coopération technique (GTZ), Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), groupe Private Agencies Collaborating Together (PACT), Forum des Fédérations, Organisation internationale de droit du développement (OIDD), Danish Demining Group (DDG), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), Saferworld et Norwegian People's Aid (NPA)¹⁹⁷.

5.3 Modalités de la prestation de l'aide

Le modèle d'exécution « réactif » (tel que consigné dans le Système d'information de l'Agence du MAECD par les agents de projet responsables) a été utilisé pour la majorité (60 sur 84) des investissements et comptait pour 87 % des décaissements totaux (soit environ 200 M\$). Quant au modèle d'exécution « directif », il n'a été employé que pour quatre investissements et représentait donc seulement 1 % des décaissements totaux (soit 1,75 M\$). Il y avait également deux cas de « financement de base », qui correspondaient à environ 1 % des décaissements (soit 2,3 M\$). Il faut souligner que, pour plusieurs projets (18), le mécanisme d'exécution consigné était « aucun ». Des consultations auprès du Programme devraient aider à placer ces projets dans d'autres mécanismes d'exécution, si possible.

5.4. Restrictions

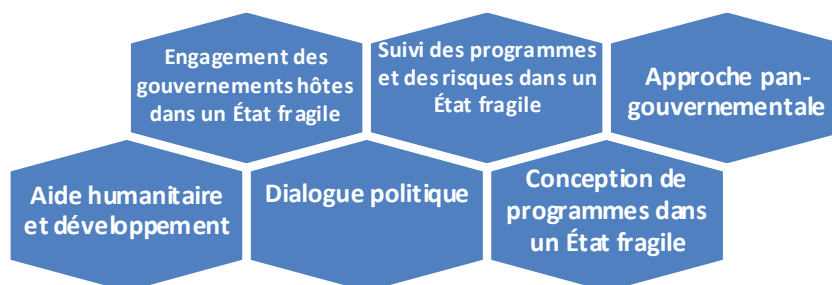
Étant donné que le Programme pour le Soudan du Sud de l'ex-ACDI est assez jeune, il y aura plusieurs restrictions en matière d'échantillonnage. L'accès à l'ensemble des données dans la période visée par l'évaluation peut être irrégulier en raison des changements de priorités, d'orientations et de personnel pour le nouveau programme. De plus, la méthode d'évaluation devra tenir compte de la possibilité que les données de planification ou les données rapportées concernant les efforts du MAECD déployés au Soudan du Sud de 2009 à 2011 soient limités, car ces derniers s'inscrivaient dans le Programme-pays pour le Soudan pendant cette période. Enfin, il pourrait être difficile d'accéder aux données ou aux répondants sur le terrain, tout dépendant des conditions de sécurité au Soudan du Sud au moment de l'évaluation. Ces facteurs de risque (et les mesures d'atténuation connexes) sont abordés dans un document de scénarios et de risques (voir SGDE 7117402 et 7138577) élaboré pour cette évaluation.

¹⁹⁶ Programme du GTSR, MAECD. « Décaissements consolidés pour le Soudan et le Soudan du Sud (2009-2014) ».

¹⁹⁷ Programme du GTSR, MAECD. « Décaissements consolidés pour le Soudan et le Soudan du Sud (2009-2014) ».

6. Questions d'évaluation

La conception d'une évaluation pour le Programme pour le Soudan du Sud sera à la fois complexe et exigeante, compte tenu du contexte socioéconomique, du contexte politique et du contexte de développement du pays. Aucune évaluation globale récente n'a été effectuée pour le Programme pour le Soudan du Sud, ni pour les projets du GTSR au Soudan du Sud, étant donné que le pays est indépendant depuis relativement peu de temps¹⁹⁸. Pendant la réalisation de cette évaluation, le consultant étudiera les facteurs suivants, qui pourraient avoir influencé la mise en œuvre des programmes au Soudan du Sud à un certain point dans le processus ou pourraient avoir des répercussions sur la programmation future¹⁹⁹. Il s'agit notamment des facteurs suivants :



Les questions d'évaluation ont été examinées en consultation avec l'équipe du Soudan du Sud, le chef de la Coopération, le comité consultatif et la Division de l'évaluation du développement à l'étape de la planification de la présente évaluation, et ces questions seront ensuite intégrées dans le plan de travail de l'évaluation.

Les questions qui figurent dans le tableau ci-dessous illustrent les enjeux prioritaires pour les principaux intervenants. Certaines sont rétrospectives, tandis que d'autres sont prospectives. Les questions rétrospectives concernent majoritairement la responsabilisation, et quelques-unes traitent d'apprentissage. Les questions prospectives (représentées surtout par les sous-questions) touchent quant à elle les enjeux relatifs à l'apprentissage du personnel du MAECD et des principaux intervenants en vue de soutenir l'élaboration de la prochaine stratégie de développement (2016-2021), les futures options de programmation du GTSR ainsi que l'approche pangouvernementale du Canada au Soudan du Sud pour l'avenir. Le tableau ci-dessous présente les critères d'évaluation et les questions connexes qui devraient être prises en considération aux fins de cette évaluation.

PRINCIPALES QUESTIONS D'ÉVALUATION	SOUS-QUESTIONS
PERTINENCE	
1. Dans quelle mesure les interventions du Canada en matière de politiques et de programmes ont-elles répondu aux besoins de la population du Soudan du Sud?	1.1 Le Programme pour le Soudan du Sud et le GTSR interviennent-ils dans les secteurs où ils peuvent changer les choses, étant donné l'avantage comparatif du Canada par rapport aux autres donateurs? 1.2 Parmi les efforts déployés au Soudan du Sud par les donateurs internationaux, ceux du Canada avaient-ils une valeur ajoutée reconnue? Si oui, quelle était-elle? 1.3 Dans quelle mesure les besoins et le contexte du pays ont-ils été pris en considération par le Programme pour le Soudan du Sud et le GTSR pour la conception des programmes actuels et futurs? En particulier, les besoins spécifiques de la population, notamment les

¹⁹⁸ Une exception partielle est l'évaluation de l'AHJ de l'ex-ACDI, qui avait traité du Soudan dans le cadre d'une étude de cas.

¹⁹⁹ Remarque : Ces questions ont été soulevées puis examinées avec le personnel du Programme de développement pour le Soudan du Sud.

PRINCIPALES QUESTIONS D'ÉVALUATION	SOUS-QUESTIONS
	<p>groupes vulnérables ou marginalisés comme les femmes et les enfants, ont-ils été pris en considération?</p> <p>1.4 Les recommandations de l'évaluation multidonateurs de l'appui aux activités visant à prévenir les conflits et à consolider la paix menées au Soudan du Sud de 2005 à 2010 sont-elles toujours valides pour orienter la programmation future?</p>
<p>2. Dans quelle mesure le Programme pour le Soudan du Sud et le GTSR respectent-ils les priorités canadiennes?</p>	<p>2.1 Dans quelle mesure les décisions en matière de financement étaient-elles fondées sur le Cadre de programmation-pays pour le Soudan du Sud et le Cadre stratégique pluriannuel du FPSM (GTSR)? Ces investissements et les efforts en matière de dialogue politique cadraient-ils avec les politiques et les priorités du MAECD?</p> <p>2.2 Les efforts en matière de dialogue politique et les investissements actuellement prévus sont-ils susceptibles de produire les résultats escomptés de la Stratégie-pays pour le Soudan du Sud et du Cadre stratégique pluriannuel du FPSM pour le Soudan du Sud (GTSR)?</p> <p>2.3. Le Programme pour le Soudan du Sud et le GTSR étaient-ils bien harmonisés avec le cadre pangouvernemental en vigueur? Quelles ont été les répercussions de ce cadre sur le Programme pour le Soudan du Sud et le GTSR?</p>
EFFICACITÉ	
<p>3. Dans quelle mesure le Canada a-t-il obtenu les résultats escomptés au Soudan du Sud?</p>	<p>3.1 Existe-t-il des exemples documentés de résultats en matière d'amélioration de la stabilité ou de réduction de la pauvreté dans l'ensemble des secteurs? Y a-t-il eu des résultats inattendus, qu'ils soient positifs ou négatifs?</p> <p>3.2 Les théories du changement du Programme pour le Soudan du Sud et des interventions du GTSR au Soudan du Sud sont-elles solides et fondées sur des hypothèses valables? Existe-t-il d'autres théories du changement plus appropriées?</p> <p>3.3 La prestation actuelle d'aide au développement, à la stabilisation et à la reconstruction a-t-elle eu une influence sur les processus de renforcement de l'État? D'autres solutions?</p> <p>3.4 Les interventions visant à aborder les thèmes transversaux de l'égalité entre les sexes, de la viabilité de l'environnement et de la gouvernance, dans le dialogue politique et des investissements dans des projets, ont-elles eu des répercussions, qu'elles soient voulues ou non prévues?</p> <p>3.5 Le choix des modalités d'exécution et des partenaires était-il adapté au contexte du pays? Quels étaient les avantages et les inconvénients de chaque condition d'exécution pour le Soudan du Sud, notamment du point de vue de la comparaison des coûts?</p> <p>3.6 Les approches, les méthodes et les mesures actuellement utilisées pour la conception et la gestion des investissements, particulièrement dans les domaines de développement que sont la sécurité alimentaire, les enfants et les jeunes (y compris la SMNE), la promotion de la démocratie, la croissance économique durable et la stabilisation, sont-elles adaptées au contexte du pays? Quelles sont les priorités ou les autres options qui pourraient être envisagées dans la programmation</p>

PRINCIPALES QUESTIONS D'ÉVALUATION	SOUS-QUESTIONS
	<p>future?</p> <p>3.7 L'approche en matière de renforcement des capacités est-elle adaptée au contexte du pays? Quelles autres options pourraient être envisagées pour la programmation future?</p>
<p>4. Dans quelle mesure les programmes au Soudan du Sud cadrent-ils avec les principes et les pratiques exemplaires de l'OCDE pour les États fragiles ou touchés par un conflit²⁰⁰?</p>	<p>4.1 Selon les expériences du passé et le contexte actuel au Soudan du Sud, le choix des investissements et des partenaires était-il le plus approprié pour atteindre les résultats attendus? Quelles autres options pourraient être envisagées pour la programmation future?</p> <p>4.2 Les critères utilisés pour choisir les interventions étaient-ils pertinents, afin de garantir que ces interventions maximisent la pertinence, l'efficacité et l'optimisation des ressources? Y a-t-il d'autres critères à envisager?</p> <p>4.3. Quel rôle le Canada a-t-il joué pour faciliter la coordination des donateurs et atténuer les risques de chevauchement des programmes ou d'exigences élevées en matière d'établissement de rapport?</p> <p>4.4 Une stratégie en matière de dialogue politique a-t-elle été élaborée, et les résultats visés par cette stratégie ont-ils été définis? Y a-t-il une autre approche qui serait plus efficace?</p> <p>4.5 Y a-t-il des exemples d'efforts déployés en matière de dialogue politique qui ont suscité des changements chez le gouvernement ou d'autres partenaires, notamment l'établissement de réseaux formels ou informels ou le renforcement de partenariats?</p>
<p>5. Dans quelle mesure les interventions du Programme pour le Soudan du Sud et du GTSR étaient-elles coordonnées avec les autres mécanismes d'exécution du MAECD (Secteur des enjeux mondiaux et du développement et Direction générale des partenariats avec les Canadiens)?</p>	<p>5.1 Dans quelle mesure les efforts en matière de développement, d'aide humanitaire et de stabilisation déployés par le MAECD au Soudan du Sud ont-ils fait appel au dialogue, à la collaboration et à la coordination?</p> <p>5.2 Y a-t-il des exemples de dialogue, de collaboration ou de coordination pour les efforts de développement, d'aide humanitaire et de stabilisation du MAECD qui ont suscité des changements dans les priorités, la programmation ou les activités du MAECD?</p> <p>5.3 Les leçons retenues ont-elles été déterminées puis intégrées aux processus décisionnels?</p>
EFFICIENCE	
<p>6. Les ressources humaines et financières ont-elles été bien utilisées pour obtenir les résultats jusqu'à maintenant, à la lumière du contexte, des priorités et des autres options possibles?</p>	<p>6.1 La documentation de programme officielle fournie par le Programme pour le Soudan du Sud et le GTSR ainsi que les directives informelles de la part de la haute direction ont-elles donné une orientation claire au portefeuille d'investissement?</p> <p>6.2 Les délais nécessaires pour l'approbation des projets et des</p>

²⁰⁰ Voir, par exemple, la liste de publications suivantes de l'OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques. « Série de publications : conflits et fragilité », <http://oecd.org/fr/cad/seriedepublicationsconflitsetfragilite.htm>, consulté le 18 février 2015.
 Voir aussi « New Deal: Building Peaceful States », <http://www.newdeal4peace.org/>, consulté le 18 février 2015.
 Voir aussi OCDE. « Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra », <http://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/declarationdeparisurlefficacitedelaide.htm>, consulté le 18 février 2015.

PRINCIPALES QUESTIONS D'ÉVALUATION	SOUS-QUESTIONS
	<p>décassements étaient-ils appropriés?</p> <p>6.3 Les outils et les processus actuels²⁰¹ conviennent-ils pour le lancement et le suivi de programmes au Soudan du Sud? Y a-t-il d'autres options?</p> <p>6.4 Des méthodes appropriées pour la gestion des risques, fondées sur les pratiques exemplaires de l'OCDE, ont-elles été trouvées?</p> <p>6.5 Des mesures correctives ont-elles été prises en temps opportun pour résoudre des problèmes déterminés ou modifier le cours des investissements?</p>
DURABILITÉ	
<p>7. Quelles étapes ont été suivies pour créer des processus, des structures, des normes et des institutions durables pour la paix et le développement au Soudan du Sud?</p>	<p>7.1 Les programmes de développement et les programmes du GTSR se sont-ils attaqués aux causes et aux facteurs du conflit et de la fragilité? Quelles seraient les pratiques exemplaires?</p> <p>7.2 Des conditions ont-elles été créées pour favoriser la mise en œuvre d'initiatives complexes qui ciblent les causes du conflit? Quelles sont les meilleures options pour la communauté des donateurs?</p> <p>7.3 Dans quelle mesure la durabilité est-elle compromise par la récurrence des conflits? Quels objectifs peut-on raisonnablement envisager en ce qui a trait à la durabilité, compte tenu du niveau de paix et de développement actuel?</p>

²⁰¹ Voir MODUS – Country Program Planning / Planification des programmes géographiques, ou se référer au dossier 6946577 (en anglais et en français). Plus précisément, voir les documents de référence dans le dossier n° 6967860 du SGDE (certains documents sont disponibles en français sur le site-web suivant - MODUS-MAECD) ainsi qu'un document clé conçu pour les États fragiles ou touchés par un conflit, qui fait partie de l'Étape 2 (Analyse et documentation) [SGDE-EDRMS-#6947927- ÉTAPE 2 - ANALYSE DES CONFLITS ET EXAMEN DE L'ÉVALUATION DE LA FRAGILITÉ \(GUIDE\)](#) et [SGDE-EDRMS-#6958303- ÉTAPE 2 - ANALYSE DES CONFLITS ET EXAMEN DE L'ÉVALUATION DE LA FRAGILITÉ \(MODÈLE\)](#). Un guide distinct intitulé « Analyse des conflits et examen de l'évaluation de la fragilité » (EDRMS 6947927 / SGDE 6964197) est un outil visant à faciliter l'examen des éléments essentiels pour ces pays. Voir aussi [SGDE-EDRMS-#6078931-GPB RBM - GUIDANCE ON HOW TO APPLY RBM IN FRAGILE AND CONFLICT AFFLECTED STATES \(MASTER COPY\)](#) (seulement disponible en anglais)

Annexe 1 – Statistiques nationales du Soudan du Sud

Soudan du Sud	Unités	2009	2010	2011	2012	2013	Afrique subsaharienne, 2012	Haïti, 2012	Afghanistan, 2012	Cisjordanie et Gaza, 2012
Géographie										
Superficie	milliers de km ²	s.o.	s.o.	644,33	644,33	644,33	24 290	28	652	6
Population										
Population âgée de 15 à 64 ans	milliers de personnes	5 096	5 344	5 606	5 880	6 146	490 274	6 119	15 004	122
Croissance démographique	%	4,32	4,32	4,33	4,30	4,14	2,71	1,39	2,44	3,01
Population urbaine	% de la population totale	17,72	17,86	18,05	18,25	18,45	36,81	54,64	23,86	74,57
Développement économique										
RNB, méthode Atlas	M\$ US courants	s.o.	10 773,0	14 101,7	9 051,5	12 673,7	1 431 289	7 761	20 455	11 392
RNB par habitant, méthode Atlas	\$ US courants	s.o.	1 080	1 360	840	1 120	1 569	760	690	2 810
RNB par habitant, PPA	\$ internationaux courants	2 970	2 600	3 200	1 750	2 190	3 124	1 640	1 940	4 900
Croissance du PIB	%	7,02	3,12	2,63	-48,98	24,40	4,24	2,89	14,43	13,84
Croissance du PIB par habitant	%	2,50	-1,24	-1,72	-51,13	19,35	1,49	1,46	11,68	10,47
% de la population sous le seuil de la pauvreté ²⁰²	% de la population	50,6	51,0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	58,7	35,8	25,8
Espérance de vie à la naissance, total	années	52,91	53,47	54,05	54,64	s.o.	56,44	62,70	60,51	73,02
Taux de mortalité infantile	pour 1 000 naissances vivantes	73,6	71,2	68,8	66,7	s.o.	63,98	56,50	71,00	19,20
Malnutrition infantile	% d'enfants de moins de 5 ans	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	11,60	s.o.	s.o.
Éducation										
Taux d'alphabétisation des hommes adultes	% de personnes âgées de 15 ans et plus	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	68,12 (2010)	s.o.	45,42 (2011)	98,19
Taux d'alphabétisation des femmes adultes	% de personnes âgées de 15 ans et plus	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	51,02 (2010)	s.o.	17,61 (2011)	93,58
Taux brut de scolarisation primaire des hommes	% de la population du groupe d'âge officiel	s.o.	s.o.	102,94	s.o.	s.o.	104,50	s.o.	120,56	95,06
Taux brut de scolarisation primaire des femmes	% de la population du groupe d'âge officiel	s.o.	s.o.	68,15	s.o.	s.o.	96,25	s.o.	86,57	93,65
Accès aux ressources										
Accès à une source améliorée d'approvisionnement en eau	% de la population	s.o.	69,00*	56,50	s.o.	s.o.	64,44	62,40	64,20	81,80
Accès à des installations sanitaires améliorées	% de la population	s.o.	s.o.	8,90	s.o.	s.o.	29,58	24,40	29,00	94,30

* = provenant du MAECD, *Faits et chiffres sur le Soudan du Sud*

<http://www.acdi-xCIDA.gc.ca/acdi-xCIDA/acdi-xCIDA.nsf/Fr/JUD-222122022-NCA>

Sauf indication contraire, ces renseignements sont tirés des Indicateurs de développement de la Banque mondiale.

<http://databank.worldbank.org/data/home.aspx> (recherche effectuée avec les mots-clés « Soudan du Sud » et « 2009-2013 »), site Web consulté le 15 août 2014.

²⁰² Central Intelligence Agency. « The World Factbook – South Sudan », données estimées de 2009, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/od.html>, consulté le 18 février 2015.

Source des estimations de données : « Poverty in Southern Sudan: Estimates from National Baseline Household Survey », 2010. Citation du Southern Sudan Centre for Census, Statistics and Evaluation, « Key Indicators for Southern Sudan », p.10.

Annexe 2 – Liste des 50 principaux organismes d'exécution du MAECD selon les décaissements au Soudan du Sud par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (M\$ CA)

Organisme d'exécution	N ^{bre} de projets	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Décaissements totaux de 2009-2010 à 2013-2014
Programme alimentaire mondial (PAM)	24			11 275 300,00	18 727 834,13	18 271 643,00	48 274 777,13
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)	4			7 000 000,00	9 812 735,00	4 701 970,00	21 514 705,00
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	24	4 000 500,00	3 500 000,00	3 500 000,00	1 553 080,00	6 000 000,00	18 553 580,00
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	7		8 335 694,00	3 510 508,00	3 528 798,00		15 375 000,00
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	1		4 000 000,00	4 000 000,00	6 000 000,00		14 000 000,00
Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)	6			2 000 570,00	7 500 125,00	3 000 250,00	12 500 945,00
Division des interventions d'urgence du PNUD	1	4 011 000,00	5 989 000,00				10 000 000,00
Ministère du Développement international du Royaume-Uni (DFID)	3				8 393 000,00	1 000 000,00	9 393 000,00
Fondation canadienne contre la faim	6	1 198 149,00	3 319 094,00	2 560 027,00	848 078,00	1 121 982,00	9 047 330,00
Ministère des Affaires étrangères du gouvernement des Pays-Bas	1	1 542 750,00		3 457 250,00	1 000 000,00	1 500 000,00	7 500 000,00
World Relief Canada (WRC)	7	1 144 007,00	1 404 242,00	1 758 902,00	1 232 068,00	1 500 000,00	7 039 219,00
CARE Canada	10	1 201 131,12	930 440,00	1 299 613,12	3 066 104,00		6 497 288,24
Vision mondiale Canada	4	1 000 000,00	909 139,00	2 353 302,00	406 559,00	1 350 000,00	6 019 000,00
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	3		4 929 764,00				4 929 764,00
Organisation internationale pour les migrations (OIM)	4				2 500 110,00	2 000 080,00	4 500 190,00
Société canadienne de la Croix-Rouge (SCCR)	17		131 924,03	890 961,37	861 718,51	2 197 611,20	4 082 215,11
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	6				1 539 000,00	2 475 000,00	4 014 000,00
Médecins Sans Frontières (MSF)	3		1 000 000,00		1 200 000,00	1 000 000,00	3 200 000,00

Organisme d'exécution	N ^{bre} de projets	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Décaissements totaux de 2009-2010 à 2013-2014
Entraide universitaire mondiale du Canada	4	100 185,00	429 732,00	1 206 423,00	862 179,00	312 989,00	2 911 508,00
Population Services International (PSI)	2				2 676 029,00	140 844,00	2 816 873,00
Gouvernement des Pays-Bas – Ministère des Affaires étrangères	2	574 352,58	913 996,33	450 000,00	434 246,86	411 963,06	2 784 558,83
Aide à l'enfance Canada	2		1 000 000,00		1 500 000,00		2 500 000,00
Université de Calgary, Services financiers	3	186 625,00	881 432,00	895 781,00	296 442,00		2 260 280,00
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)	3			499 200,00	1 000 000,00	499 950,00	1 999 150,00
Vétérinaires Sans Frontières	1					1 400 000,00	1 400 000,00
Trésor national de l'Afrique du Sud – Coopération développement international	2	134 126,20	292 401,60	77 926,62	677 372,50	202 422,70	1 384 249,62
Carter Center	1		1 324 822,10	31 839,50			1 356 661,60
Plan International Canada Inc. (Plan Canada)	2	908 909,28	341 066,88	65 189,07			1 315 165,23
Fondation pour la médecine et la recherche en Afrique	5	288 360,38	286 619,70	274 387,70	159 703,44		1 009 071,22
War Child Canada	3				305 042,46	654 439,00	959 481,46
TradeMark East Africa (TMEA)	2					600 000,00	600 000,00
Oxfam Canada	1			500 000,00			500 000,00
Banque mondiale	3		100 000,00	200 000,00	130 000,00		430 000,00
Chakam School of the Bible Inc.	1	145 859,08	160 120,65	36 166,00	14 982,00		357 127,73
Ambassade du Canada à Khartoum	2		92 067,50	95 010,48			187 077,98
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	2					166 500,00	166 500,00
Alliance internationale VIH/SIDA	1			67 200,00			67 200,00
Haut-commissariat du Canada au Kenya	1					54 078,85	54 078,85
Thurairatnam, Anna	1				39 366,43	5 056,23	44 422,66

Organisme d'exécution	N ^{bre} de projets	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Décaissements totaux de 2009-2010 à 2013-2014
Total global	175	16 435 954,64	40 271 555,79	48 005 556,86	76 264 573,33	50 566 779,04	231 544 419,66

Source : Statistiques du DPF, données du 10-07-2014.

Annexe 3 – Décaissements du MAECD au Soudan du Sud par direction générale et secteur et par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA)

Direction générale ou secteur	N ^{bre} de projets	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total \$	Total %	Moyenne / projet
Partenariat pour l'innovation dans le développement	4	145 859,08	160 120,65	795 966,00	1 033 625,46	1 776 421,00	3 911 992,19	2 %	977 998,05
Enjeux mondiaux et développement	46		2 000 000,00	16 275 070,00	27 506 149,13	37 015 243,00	82 796 462,13	36 %	1 799 923,09
Afrique subsaharienne	34	16 290 095,56	38 111 435,14	30 934 520,86	47 724 798,74	11 775 115,04	144 835 965,34	63 %	4 259 881,33
Total global	84	16 435 954,64	40 271 555,79	48 005 556,86	76 264 573,33	50 566 779,04	231 544 419,66	100 %	2 756 481,19

Source : Statistiques du DPF, données du 13-06-2014.

Annexe 4 – Décaissements du MAECD au Soudan du Sud par modèle d'exécution et par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA)

Modèle d'exécution	N ^{bre} de projets	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total \$	Total %	Moyenne / projet
Financement de base	2	288 360,38	286 619,70	724 387,70	593 950,30	411 963,06	2 305 281,14	1 %	1 152 640,57
Directif	4	574 352,58	913 996,33		39 366,43	225 635,08	1 753 350,42	1 %	438 337,61
Aucun	18	-	-	-	99 000,00	26 676 100,00	26 775 100,00	12 %	1 487 505,56
Réactif	60	15 573 241,68	39 070 939,76	47 281 169,16	75 532 256,60	23 253 080,90	200 710 688,10	87 %	3 345 178,14
Total global	84	16 435 954,64	40 271 555,79	48 005 556,86	76 264 573,33	50 566 779,04	231 544 419,66	100 %	2 756 481,19

Source : Statistiques du DPF, données du 10-07-2014.

Annexe 5 – Décaissements du MAECD au Soudan du Sud par type d'investissement et par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA)

Type d'investissement	N ^{bre} projets	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total \$	Total %	Moyenne / projet
Fonds canadien	2	-	92 067,50	95 010,48	-	-	187 077,98	0 %	93 538,99
Non approches-programmes	18				99 000,00	26 676 100,00	26 775 100,00	12 %	1 487 505,56
Approches-programmes	4	708 478,78	1 206 397,93	527 926,62	9 504 619,36	1 614 385,76	13 561 808,45	6 %	3 390 452,11
Programmes	3	288 360,38	286 619,70	7 341 587,70	4 322 438,44	2 890 084,00	15 129 090,22	7 %	5 043 030,07
Projets	57	15 439 115,48	38 686 470,66	40 041 032,06	62 338 515,53	19 386 209,28	175 891 343,01	76 %	3 085 813,04
Total global	84	16 435 954,64	40 271 555,79	48 005 556,86	76 264 573,33	50 566 779,04	231 544 419,66	100 %	2 756 481,19

Source : Statistiques du DPF, données du 10-07-2014.

Annexe 6 – Décaissements du MAECD au Soudan du Sud par priorité thématique et par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA)

Priorité thématique principale	N ^{bre} de projets	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total \$	Total %	Moyenne / projet
Enfants et jeunes	24	7 628 586,66	11 852 231,58	20 763 784,77	31 480 805,33	14 603 780,23	86 329 188,57	37 %	3 597 049,52
Sécurité alimentaire	11	2 068 289,12	10 342 659,03	16 308 588,49	12 797 674,64	17 617 434,20	59 134 645,48	26 %	5 375 876,86
Croissance économique durable	8	6 408 087,86	7 355 518,58	4 021 342,62	12 126 601,36	2 714 385,76	32 625 936,18	14 %	4 078 242,02
Autre – Promotion de la démocratie	2		6 254 586,10	31 839,50			6 286 425,60	3 %	3 143 212,80
Autre – Assurer la sécurité et la stabilité	1	330 991,00	2 374 493,00	1 084 921,00	134 477,00		3 924 882,00	2 %	3 924 882,00
Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence	35		2 000 000,00	5 700 070,00	19 725 015,00	15 577 100,00	43 002 185,00	19 %	1 228 633,86
Autre – Non attribué à une priorité thématique	3		92 067,50	95 010,48		54 078,85	241 156,83	0 %	80 385,61
Total global	84	16 435 954,64	40 271 555,79	48 005 556,86	76 264 573,33	50 566 779,04	231 544 419,66	100 %	2 756 481,19

Source : Statistiques du DPF, données du 10-07-2014.

Annexe 7 – Décaissements du MAECD au Soudan du Sud par priorité thématique, par direction générale et par exercice de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA)

Priorité thématique	Direction générale des programmes géographiques		Direction générale des programmes multilatéraux et mondiaux		Direction générale des partenariats avec les Canadiens	
	\$	% du total	\$	% du total	\$	% du total
Enfants et jeunes	77 554 744,11	33	5 219 580,00	2,2	3 554 864,86	1,5
Croissance économique durable	32 268 808,45	13			357 127,73	0,1
Sécurité alimentaire	24 559 948,35	10	34 574 697,13	14		
Autre – Gouvernance démocratique	6 286 425,6	2,7				
Autre – Aide humanitaire			43 002 185,00	18		
Autre – Assurer la sécurité	3 924 882,00	1,6				
Autre – Non attribué	241 156,83	0,1				
Total global	144 835 965,34		82 796 462,13		3 911 992,19	

Source : Statistiques du DPF, données du 10-07-2014.

Annexe 8 – Projets du MAECD au Soudan du Sud de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA)

* Remarque : Les projets dans les cases bleues ont commencé avant l'indépendance du Soudan du Sud, en juillet 2011. Par conséquent, ces projets ont été mis en œuvre dans la région autonome du Sud du Soudan, puis leurs activités se sont poursuivies dans ce qui est devenu le Soudan du Sud en juillet 2011.

Nom du projet	Date de début du projet	Date de fin du projet	État du projet	Type d'investissement	% allocation au Soudan du Sud	Budget total du projet	Total des décaissements pour le projet	Priorité thématique principale
Un meilleur avenir pour les jeunes vulnérables	2011-03-31	2016-10-31	Actif	Projets	100 %	1 699 614,46	1 015 106,47	Enfants et jeunes
Programme d'amélioration de la santé des mères et des enfants au Soudan du Sud – Fondation canadienne contre la faim	2011-01-31	2015-05-31	Actif	Projets	100 %	3 749 993,00	2 626 801,00	Enfants et jeunes
Formation technique pour la réintégration des réfugiés rapatriés – Chakam	2009-12-01	2012-11-30	Fermé	Projets	100 %	357 127,73	357 127,73	Croissance économique durable
Nutrition d'urgence au Soudan du Sud – Aide à l'enfance Canada 2011	2011-03-11	2012-03-31	Fermé	Projets	100 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Aide médicale d'urgence au sud du Soudan – MSF 2011	2011-03-10	2012-03-31	Fermé	Projets	100 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Soudan du Sud – Oxfam Canada 2011	2011-06-08	2012-06-29	Fermé	Projets	100 %	500 000,00	500 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Équipe mixte des donateurs (EMD) au Soudan du Sud	2007-04-02	2011-12-30	Fermé	Approches-programmes	100 %	4 769 218,79	4 769 218,79	Croissance économique durable
Action contre les mines et développement	2007-07-05	2011-03-31	En finalisation	Projets	100 %	4 924 882,00	4 893 507,00	Autre – Assurer la sécurité et la stabilité
Appui à la paix et amélioration des moyens de subsistance pour les femmes dans le sud du Soudan	2008-08-08	2011-11-15	Fermé	Projets	100 %	3 000 000,00	3 000 000,00	Sécurité alimentaire
Rétablissement et réintégration dans l'Est et le Sud du Soudan	2008-03-19	2011-08-31	Fermé	Projets	48 %	4 055 810,56	4 055 810,56	Enfants et jeunes
Fonds canadien d'initiatives locales – Soudan – 2010-2011	2008-04-01	2013-03-31	Fermé	Fonds canadien	50 %	184 135,00	165 562,16	Autre – Non attribué à une priorité thématique
Fonds canadien d'initiatives locales – Soudan – 2011-2012	2008-04-01	2013-03-31	Fermé	Fonds canadien	50 %	190 020,96	190 020,96	Autre – Non attribué à une priorité thématique
Prestation de services de base et rétablissement	2009-07-13	2012-09-30	Fermé	Projets	100 %	4 539 219,00	4 539 219,00	Enfants et jeunes
Programme de réintégration des médecins soudanais	2008-12-01	2013-03-28	Fermé	Projets	100 %	3 099 004,00	3 099 004,00	Enfants et jeunes
Promotion de l'intégration dans le Haut-Nil	2009-08-18	2012-12-31	Fermé	Projets	100 %	4 110 288,24	4 110 288,24	Sécurité alimentaire
Fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités (FFRC), Phase II	2008-12-01	2011-03-31	En finalisation	Projets	100 %	7 500 000,00	7 500 000,00	Croissance économique durable
Bâtir un avenir durable par l'éducation et la formation	2010-03-04	2013-07-31	En finalisation	Projets	100 %	3 100 000,00	2 911 508,00	Enfants et jeunes
Services de base dans Tonj Est	2009-07-31	2013-02-28	Fermé	Projets	100 %	3 320 000,00	3 320 000,00	Enfants et jeunes
Protection des enfants	2010-03-31	2010-08-30	En finalisation	Projets	27 %	15 000 000,00	15 000 000,00	Enfants et jeunes
Initiative de déploiement rapide de capacités	2009-11-18	2012-03-30	Fermé	Projets	100 %	10 000 000,00	10 000 000,00	Croissance économique durable
Appui au Référendum de 2011	2010-09-13	2012-01-30	En finalisation	Projets	70 %	7 042 520,00	7 042 520,00	Autre – Promotion de la démocratie
Mission d'observation référendaire	2010-09-13	2012-01-30	En finalisation	Projets	70 %	1 932 716,00	1 932 716,00	Autre – Promotion de la démocratie
Sécurité alimentaire au Soudan du Sud	2011-03-21	2014-03-31	Actif	Projets	100 %	15 375 000,00	15 375 000,00	Sécurité alimentaire
Protection et participation des jeunes (YouthLEAD)	2011-03-21	2013-08-30	Actif	Projets	50 %	20 000 000,00	20 000 000,00	Enfants et jeunes
Équipe mixte des donateurs au Soudan du Sud –	2010-08-02	2013-03-29	Actif	Approches-	100 %	3 000 000,00	1 296 209,92	Croissance économique durable

Phase II				programmes				
Renforcement de la résilience des collectivités	2011-03-22	2014-06-30	Actif	Projets	75 %	5 140 387,06	4 415 919,52	Sécurité alimentaire
Soins obstétricaux d'urgence au Sud-Soudan	2011-03-21	2016-09-29	Actif	Projets	100 %	19 400 000,00	17 400 000,00	Enfants et jeunes
Soins obstétricaux d'urgence au Sud-Soudan – Surveillance et évaluation	2011-03-21	2016-09-29	Actif	Projets	100 %	200 000,00	44 422,66	Enfants et jeunes
Fondation africaine pour la recherche médicale – 2007/2012	2007-05-31	2013-06-30	Actif	Programmes	10 %	15 199 395,06	15 019 395,06	Enfants et jeunes
Formation régionale dans le secteur public	2007-08-31	2012-08-31	Actif	Approches-programmes	20 %	8 992 720,00	8 745 860,02	Croissance économique durable
Programme d'apprentissage au sujet du genre et du conflit en Afrique (LOGICA)	2011-03-15	2014-03-31	Fermé	Projets	10 %	4 300 000,00	4 300 000,00	Enfants et jeunes
Appui à la santé maternelle et infantile – IHAA	2012-03-22	2013-03-31	Fermé	Programmes	7 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Enfants et jeunes
Catalyser le changement pour les mères et les nouveau-nés	2013-01-31	2019-03-29	Actif	Projets	11 %	12 000 000,00	1 500 000,00	Enfants et jeunes
Crise au Soudan du Sud – Aide alimentaire d'urgence – PAM 2014	2014-01-23	1900-01-02	Actif	Non approches-programme	100 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Sécurité alimentaire
Soudan et Soudan du Sud – PAM 2012	2012-02-01	2013-06-28	En finalisation	Projets	47 %	22 500 000,00	22 500 000,00	Sécurité alimentaire
Assistance alimentaire d'urgence en Afrique – PAM 2013	2013-01-10	2013-12-31	En finalisation	Projets	11 %	63 652 356,96	63 652 356,96	Sécurité alimentaire
Aide alimentaire d'urgence en Afrique – PAM 2013	2013-01-10	2013-12-31	En finalisation	Projets	100 %	4 272 643,00	4 272 643,00	Sécurité alimentaire
PAM à l'échelon des pays d'Afrique 2014	2014-01-29	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	15 %	66 000 000,00	66 000 000,00	Sécurité alimentaire
« Last Mile Mobile Solutions » (LMMS)	2013-01-30	1900-01-02	En finalisation	Non approches-programmes	11 %	900 000,00	900 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Soudan du Sud – Aide alimentaire d'urgence – PAM 2013	2013-10-25	1900-01-02	En finalisation	Non approches-programmes	100 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Sécurité alimentaire
Crise au Soudan du Sud – Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) – PAM 2014	2014-01-27	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	100 %	500 000,00	500 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Crise au Soudan du Sud – Appel du HCR 2014	2014-01-27	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	100 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Crise au Soudan du Sud – Appel du CICR 2014	2014-01-27	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	100 %	3 000 000,00	3 000 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Soudan du Sud – Société canadienne de la Croix-Rouge, projet 2011	2011-07-06	2012-06-29	Fermé	Projets	100 %	750 000,00	277 933,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Soudan du Sud – Vision mondiale Canada 2011	2011-07-05	2012-09-30	Fermé	Projets	100 %	1 250 000,00	1 250 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Financement visant des pays en particulier – OCHA 2012	2012-03-29	2012-12-31	En finalisation	Projets	42 %	1 200 000,00	1 200 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Financement visant des pays en particulier – HCR 2012	2012-03-29	2012-12-31	En finalisation	Projets	14 %	14 300 000,00	14 300 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Nutrition d'urgence au Soudan du Sud – Aide à l'enfance Canada 2012	2012-04-27	2013-04-30	En finalisation	Projets	100 %	1 500 000,00	1 500 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Soutien médical d'urgence au Sud-Soudan – MSF 2012	2012-04-24	2013-03-31	En finalisation	Projets	100 %	1 200 000,00	1 200 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Service aérien d'aide humanitaire en Afrique – UNHAS – PAM 2012	2012-03-23	2012-12-31	En finalisation	Projets	15 %	4 700 000,00	4 700 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence

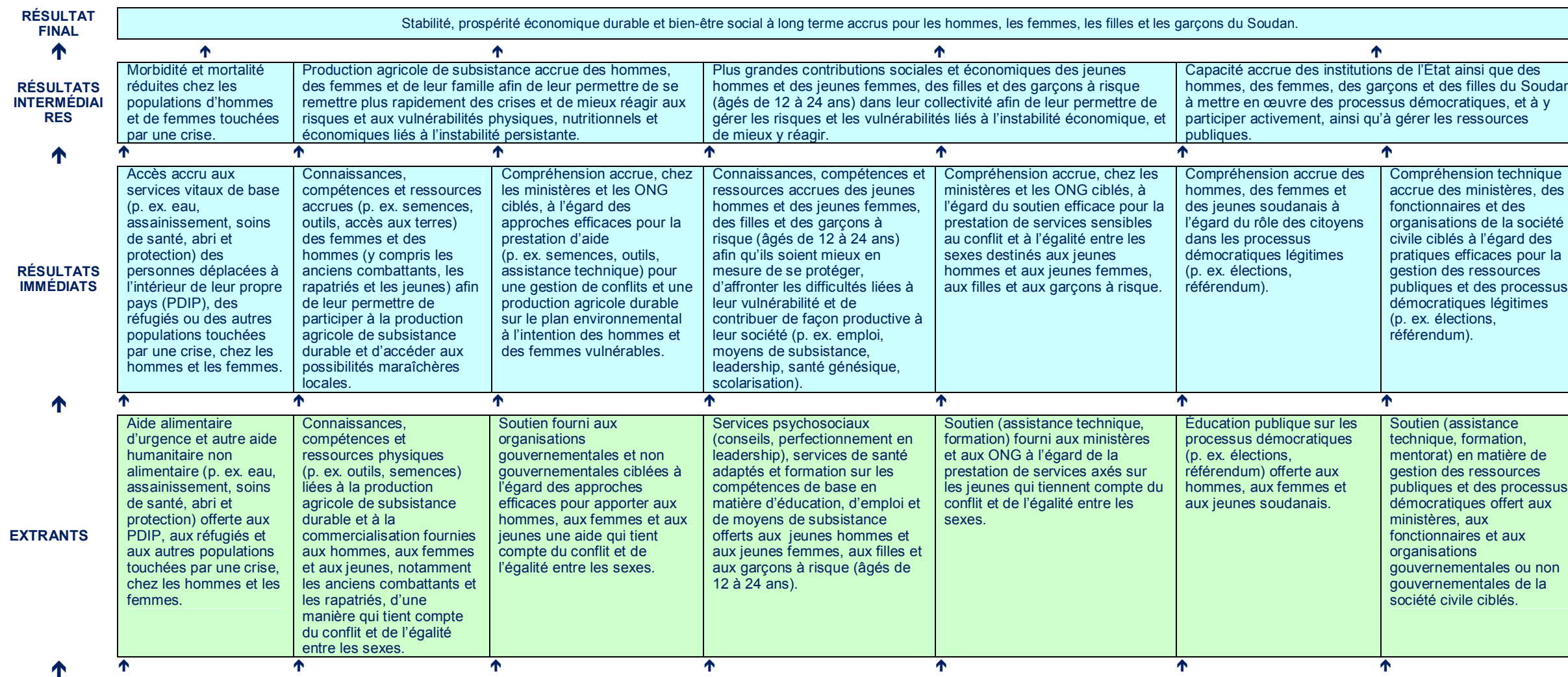
Soudan du Sud – Aide d'urgence en eau, assainissement et hygiène – CARE Canada 2012	2012-05-01	2013-03-31	En finalisation	Projets	100 %	1 387 000,00	1 387 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Soudan du Sud – Appel de l'OIM 2012	2012-09-13	2013-08-31	En finalisation	Projets	100 %	1 500 000,00	1 500 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Soudan du Sud – Appel du HCR 2012	2012-09-04	2013-08-31	En finalisation	Projets	100 %	2 500 000,00	2 500 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Largage d'urgence au Soudan du Sud – PAM 2012	2012-09-04	2013-08-31	En finalisation	Projets	100 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Sécurité alimentaire
PAM – Service aérien d'aide humanitaire en Afrique 2013	2013-01-02	2014-06-30	En finalisation	Projets	26 %	3 800 000,00	3 800 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Financement visant des pays en particulier – HCR 2013	2013-01-15	2013-12-31	En finalisation	Projets	24 %	21 250 000,00	21 250 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Financement visant des pays en particulier – CICR 2013	2013-01-15	2013-12-31	En finalisation	Projets	9 %	17 100 000,00	17 100 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Financement visant des pays en particulier – OIM 2013	2013-01-15	2013-12-31	En finalisation	Projets	27 %	3 700 000,00	3 700 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Opérations au Soudan du Sud – OCHA 2013	2013-01-25	2014-06-30	Fermé	Projets	100 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Soudan du Sud – Aide d'urgence en eau, assainissement et hygiène – World Relief Canada (WRC) 2013	2013-03-29	2014-03-29	En finalisation	Projets	100 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Assistance d'urgence aux moyens de subsistance au Soudan du Sud – Vétérinaires Sans Frontières 2013	2013-03-29	2014-03-29	Actif	Projets	100 %	1 400 000,00	1 400 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Procédure d'appel global (PAG) 2013 – Soins de santé d'urgence au Soudan du Sud – CARE Canada	2013-03-29	2014-03-29	Actif	Projets	100 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Croix-Rouge canadienne – Renforcement des capacités d'intervention d'urgence en Afrique	2013-10-10	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	25 %	9 900 000,00	1 407 280,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Crise au Soudan du Sud – Appel d'urgence de l'OIM 2014	2014-01-27	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	100 %	3 500 000,00	3 500 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Afrique, Soudan du Sud – MSF	2014-01-29	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	100 %	1 000 000,00	1 000 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Soudan du Sud – Aide d'urgence en eau, assainissement et hygiène – WRC 2014	2014-01-29	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	100 %	1 500 000,00	1 500 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Afrique, Soudan du Sud – Vision mondiale Canada	2014-01-29	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	100 %	1 350 000,00	1 350 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Programmes à l'échelon des pays – CICR 2014	2014-01-29	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	5 %	29 500 000,00	29 500 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Programmes à l'échelon des pays – OIM	2014-01-29	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	18 %	2 800 000,00	2 800 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Programmes à l'échelon des pays – OCHA	2014-01-29	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	30 %	1 650 000,00	1 650 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Programmes à l'échelon des pays – HCR	2014-01-29	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	9 %	22 500 000,00	22 500 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Appui au service aérien humanitaire des Nations Unies – PAM 2014	2014-01-29	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	30 %	5 000 000,00	5 000 000,00	Autre – Aide humanitaire, excepté l'aide alimentaire d'urgence
Soutien à la conférence « Appel à l'action pour la survie de l'enfant »	2012-05-14	2013-03-28	Fermé	Projets	10 %	100 000,00	100 000,00	Enfants et jeunes
UNICEF – Symposium sur la gestion de cas intégrée en milieu communautaire	2013-03-01	2015-03-31	Actif	Projets	7 %	600 000,00	600 000,00	Enfants et jeunes

Enregistrement des naissances pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants	2013-03-28	2017-03-31	Actif	Projets	25 %	20 000 000,00	20 000 000,00	Enfants et jeunes
Formation de sages-femmes au Soudan du Sud	2011-07-21	2016-12-31	Actif	Programmes	100 %	19 484 700,00	14 052 819,00	Enfants et jeunes
Soins obstétricaux d'urgence au Sud-Soudan	2011-07-21	2015-01-31	Actif	Approches-programmes	100 %	19 400 000,00	19 400 000,00	Enfants et jeunes
Suivi et recherche sur la SMNE au Soudan du Sud	2011-07-21	2016-03-31	Actif	Projets	100 %	3 000 000,00	3 000 000,00	Enfants et jeunes
Services de l'Unité d'appui aux programmes pour le Soudan du Sud	2012-04-02	2013-12-31	Actif	Projets	100 %	500 000,00	54 078,85	Autre – Non attribué à une priorité thématique
Prise en charge intégrée au niveau communautaire (Soudan du Sud)	2012-05-15	2013-03-28	Fermé	Projets	100 %	2 816 873,00	2 816 873,00	Enfants et jeunes
Déploiement des sages-femmes au Soudan du Sud	2013-01-01	2016-12-31	Actif	Projets	100 %	10 600 000,00	4 461 886,00	Enfants et jeunes
Programme « Vivres contre travail » du PAM – Soudan du Sud	2013-02-01	2018-02-01	Actif	Projets	100 %	20 000 000,00	20 000 000,00	Croissance économique durable
Améliorer la survie des mères, des nouveau-nés et des enfants dans l'État de Warrap	2013-02-27	1900-01-02	Actif	Non approches-programmes	100 %	19 997 000,00	500 000,00	Enfants et jeunes
TMEA – Améliorer la gestion des frontières	2013-04-01	2017-03-31	Actif	Projets	10 %	12 200 000,00	6 000 000,00	Croissance économique durable

Source : Statistiques du DPF, données du 10-07-2014.

Annexe 9 – Modèle logique du Programme pour le Soudan du Sud (2010-2015)

Titre	Programme pour le Soudan	Centre de coûts	4232	Chef d'équipe	Christina Green et Stephen Salewicz
Pays/région	Soudan / Afrique australe et de l'Est	Budget	100 M\$ (exercice 2010)	Durée	Exercices 2010 à 2015



ACTIVITÉS

<p>Distribution de nourriture et soutien général aux PDIP, aux réfugiés et aux autres populations touchées par le conflit (PAM, HCR, CICR).</p> <p>Cet ensemble d'activités est financé et mis en œuvre par la Direction de l'aide humanitaire internationale (AHI) de la Direction générale des programmes multilatéraux et mondiaux. Ce financement est inclus dans le budget total indiqué ci-dessus.</p>	<p><i>Projets actifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet sur les moyens de subsistance dans les zones côtières • Appui à la paix et amélioration des moyens de subsistance dans le sud du Soudan • Promotion de la réintégration des rapatriés • Sensibilisation aux risques posés par les mines • Action contre les mines et développement • Fonds d'affectation spéciale multidonateurs (FASM) <p><i>Prévu :</i> Réintégration des anciens combattants au secteur agricole (RACSA); Sécurité alimentaire durable grâce au développement de moyens de subsistance communautaires au Soudan du Sud; Sécurité alimentaire durable grâce au développement de moyens de subsistance communautaires au Kordofan du Sud</p>	<p><i>Projets actifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet sur les moyens de subsistance dans les zones côtières • Appui à la paix et amélioration des moyens de subsistance dans le sud du Soudan • Sensibilisation aux risques posés par les mines • Action contre les mines et développement • FASM <p><i>Prévu :</i> RACSA; Sécurité alimentaire durable grâce au développement de moyens de subsistance communautaires au Soudan du Sud; Sécurité alimentaire durable grâce au développement de moyens de subsistance communautaires au Kordofan du Sud</p>	<p><i>Projets actifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Éducation pour les enfants touchés par les conflits • Environnement protecteur pour les enfants au Darfour • Prestation de services de base et rétablissement • Réintégration des médecins soudanais • FASM • Rétablissement et réintégration dans l'est et le sud du Soudan • Fonds pour les services de base • Aide aux victimes • Services de base dans Tonj Est <p><i>Prévu :</i> Protection des enfants associés à des groupes armés et des enfants touchés par les conflits; Bâtir un avenir durable par l'éducation et la formation</p>	<p><i>Projets actifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Environnement protecteur pour les enfants au Darfour • Réintégration des médecins soudanais • FASM • Rétablissement et réintégration dans l'est et le sud du Soudan • Fonds pour les services de base • Services de base dans Tonj Est <p><i>Prévu :</i> Protection des enfants associés à des groupes armés et des enfants touchés par les conflits; Bâtir un avenir durable par l'éducation et la formation</p>	<p><i>Projets actifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fonds pour le soutien de l'action de la société civile • Équipe mixte des donateurs au Soudan du Sud • FASM • Renforcement du Parlement soudanais • Prévention des conflits dans la Corne de l'Afrique • Gouvernance démocratique <p><i>Prévu :</i> Fonds commun pour le référendum; Initiative de déploiement rapide de capacités</p>	<p><i>Projets actifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Consolidation de la paix et réconciliation • Académie de leadership et de gestion de la fonction publique (PALAMA) • Équipe mixte des donateurs au Soudan du Sud • Gouvernance démocratique • Renforcement du Parlement soudanais • FASM <p><i>Prévu :</i> Fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités; Initiative de déploiement rapide de capacités</p>
--	--	---	---	---	--	---

Annexe 10 – Cadre de mesure du rendement du Programme-pays pour le Soudan (de 2009-2010 à 2014-2015)

Titre	Cadre de mesure du rendement du Programme pour le Soudan	N°		Gestionnaire de programme	David Ross / Stephen Salewicz
Pays/région/institution	Soudan	Budget	100 M\$/année	Durée	De 2009-2010 à 2014-2015

RÉSULTATS ESCOMPÉS	INDICATEURS ²⁰³	DONNÉES DE RÉFÉRENCE	CIBLES	SOURCES DES DONNÉES	MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES	FRÉQUENCE	RESPONSABLE
RÉSULTAT FINAL Stabilité, prospérité économique durable et bien-être social à long terme accrus pour les hommes, les femmes, les filles et les garçons du Soudan.	Indicateurs de rendement clés (IRC)²⁰⁴ a. N ^{bre} d'étapes de l'Accord de paix global (APG) atteintes. b. Degré de violence (c.-à-d. courbes de tendances pour le signalement des incidents meurtriers). Autres c. Gravité du besoin en aide humanitaire (c.-à-d. courbes de tendances pour la valeur monétaire des appels). d. Indice de développement humain (IDH). e. Pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 \$ US par jour.	a. Élections, référendum, DDR (désarmement, démobilisation et réintégration), délimitation des frontières en suspens. b. Violence continue au Darfour, récente escalade de la violence au Soudan du Sud. c. Valeur totale de l'aide humanitaire fournie au Soudan (2006) = 1,45 G\$ US d. IDH = 0,531 (2006) e. Échelle nationale : 50 % de la population sous le seuil de pauvreté; Sud : 90 % de la population sous le seuil de pauvreté (2006).	a. Atteinte de tous les jalons de l'APG d'ici 2011. b. Aucun incident de violence de grande ampleur (1 000 décès ou plus). c. Diminution du nombre d'appels à l'aide humanitaire. d. Amélioration par rapport au classement actuel. e. Diminution du taux de population totale et sud-soudanaise vivant sous le seuil de pauvreté.	Rapports pangouvernementaux et rapports d'observations sur le terrain; médias; IDH	Collecte normale de données et examen des documents	Annuellement	Équipe d'analystes du Programme pour le Soudan
RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES 1. Morbidité et mortalité réduites chez les populations d'hommes et de femmes touchées par une crise.	IRC a. Taux de morbidité et de mortalité ventilés par sexe et par âge. b. Pourcentage de PDIP et de réfugiés sous-alimentés ou souffrant de malnutrition.	Variables selon les situations. L'information récente est souvent non disponible.	a. Réduction de la morbidité et de la mortalité totales. b. Diminution des taux de malnutrition.	Rapports sur l'AHI	Collecte normale de données et examen des documents	Annuellement	Agent de l'AHI au Soudan de la DGPM

²⁰³ La collecte de données et le suivi des résultats en matière de sécurité alimentaire et de programmes destinés aux jeunes peuvent être concentrés dans des régions géographiques ciblées, une fois que celles-ci ont été déterminées par le Programme.

²⁰⁴ Quand plus de deux indicateurs sont indiqués, nous avons précisé quels étaient les indicateurs de rendement clés (IRC). Les IRC sont les principaux indicateurs qui seront utilisés pour le suivi et l'évaluation des progrès. Chaque résultat ne comptera pas plus de deux IRC. Les données associées aux « autres » indicateurs seront utilisées au besoin pour compléter les données relatives aux IRC ou en guise de remplacement si les données relatives aux IRC sont insuffisantes pour confirmer la présence ou l'absence de progrès.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS	INDICATEURS ²⁰³	DONNÉES DE RÉFÉRENCE	CIBLES	SOURCES DES DONNÉES	MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES	FRÉQUENCE	RESPONSABLE
2. Production agricole de subsistance accrue des hommes, des femmes et de leur famille afin de leur permettre de se remettre plus rapidement des crises et de mieux réagir aux risques et aux vulnérabilités physiques, nutritionnels et économiques liés à l'instabilité persistante.	<p>IRC</p> <p>a. N^{bre} d'hommes et de femmes qui entreprennent des activités familiales ou communautaires de subsistance, ou qui y contribuent.</p> <p>b. Niveau de production, nouvelles cultures.</p> <p>Autre</p> <p>c. État des coopératives agricoles, organisations disponibles.</p> <p>d. N^{bre} de fois où les partenaires engagent le gouvernement du Soudan ou le gouvernement de la République du Soudan du Sud dans des questions de politiques.</p>	Note 1 : Les données pour ces indicateurs seront tirées des groupes de discussion et des enquêtes avant et après les interventions ainsi que des activités et des produits relatifs au développement et à l'échange de connaissances sur les projets.	<p>a. Cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.</p> <p>b. Cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.</p> <p>c. Établissement de nouvelles coopératives agricoles ou renforcement des organisations existantes.</p> <p>d. Engagement du gouvernement du Soudan ou du gouvernement de la République du Soudan du Sud dans des questions de politiques au moins une fois par année par l'entremise des partenaires.</p>	Rapports sur les projets (FAO/ONUDI/ FIDA/PNUD et autres)	Collecte normale de données et examen des documents	Annuellement	Équipe d'analystes du Programme pour le Soudan (avec soutien du chef d'équipe de projet [CEP] et du terrain)
3. Plus grandes contributions sociales et économiques des jeunes hommes et des jeunes femmes, des filles et des garçons à risque (âgés de 12 à 24 ans) dans leur collectivité afin de leur permettre de gérer les risques et les vulnérabilités liés à l'instabilité économique, et de mieux y réagir.	<p>IRC</p> <p>a. N^{bre} (ventilé par sexe) de jeunes qui entreprennent des activités familiales ou communautaires de subsistance et de développement social, ou qui y contribuent.</p> <p>b. N^{bre} (ventilé par sexe) d'enfants et de jeunes qui sont d'anciens combattants réintégrés.</p> <p>Autre</p> <p>c. État ou niveau des activités sociales disponibles pour les jeunes.</p> <p>d. N^{bre} de formateurs, de travailleurs auprès des jeunes ou d'organisations qui lancent de nouveaux programmes ou élargissent les programmes existants.</p> <p>e. N^{bre} de fois où les partenaires engagent le gouvernement du Soudan ou le gouvernement de la République du Soudan du Sud dans des questions de politiques.</p>	Voir la note 1 ci-dessus.	<p>a. Cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.</p> <p>b. Activités sociales pour les jeunes lancées ou développées davantage.</p> <p>c. Cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.</p> <p>d. Cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.</p> <p>e. Engagement du gouvernement du Soudan ou du gouvernement de la République du Soudan du Sud dans des questions de politiques au moins une fois par année par l'entremise des partenaires.</p>	Rapports sur les projets (UNICEF, PNUD); rapports d'observations sur le terrain	Collecte normale de données et examen des documents	Annuellement	Équipe d'analystes du Programme pour le Soudan (avec soutien du CEP et du terrain)

RÉSULTATS ESCOMPTÉS	INDICATEURS ²⁰³	DONNÉES DE RÉFÉRENCE	CIBLES	SOURCES DES DONNÉES	MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES	FRÉQUENCE	RESPONSABLE
4. Capacité accrue des institutions de l'État ainsi que des hommes, des femmes, des garçons et des filles du Soudan à mettre en œuvre des processus démocratiques, et à y participer activement, ainsi qu'à gérer les ressources publiques.	<p>IRC</p> <p>a. Mesure dans laquelle les processus démocratiques (élections, référendum) sont exécutés.</p> <p>b. État d'avancement de la réforme salariale du gouvernement de la République du Soudan du Sud.</p> <p>Autre</p> <p>c. Pourcentage de participation des électeurs (ventilé par sexe) aux élections et au référendum.</p> <p>d. Indice de perception de la corruption</p>	<p>a. Élections reportées deux fois, prévues pour 2010. Référendum prévu pour 2011. Inscription des électeurs en cours en novembre 2009.</p> <p>b. Réforme salariale déployée au ministère de l'Éducation.</p> <p>c. 1,5 % (2009).</p> <p>d. Aucune donnée de référence disponible.</p>	<p>a. Élections et référendum se déroulant avec un niveau acceptable de violence.</p> <p>b. Réforme salariale déployée dans davantage de ministères.</p> <p>c. Amélioration par rapport au classement actuel.</p> <p>d. Participation de 50 % des hommes et des femmes.</p>	Rapports pangouvernementaux/rapports d'observations sur le terrain; rapports sur les projets; données sur le développement et l'échange de connaissances relatives aux projets ²⁰⁵ ; (PNUD, EMD/FFRC); Transparency International	Collecte normale de données et examen des documents	Annuellement	Équipe d'analystes du Programme pour le Soudan (avec soutien du CEP et du terrain)
<p>RÉSULTATS IMMÉDIATS</p> <p>1. Accès accru aux services vitaux de base (p. ex. eau, assainissement, soins de santé, abri et protection) des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP), des réfugiés ou des autres populations touchées par une crise, chez les hommes et les femmes.</p>	<p>IRC</p> <p>a. N^{bre} d'hommes et de femmes bénéficiant de l'aide humanitaire.</p> <p>b. Pourcentage de la population vulnérable totale bénéficiant de l'aide humanitaire.</p>	Variables selon la situation et la période.	Atteinte de toutes les populations accessibles dans le besoin.	Rapports consolidés du PAM, de l'ONU, des ONG et de la Croix-Rouge	Collecte normale de données	Annuellement	Agent de l'AIH au Soudan de la Direction générale des programmes multilatéraux et mondiaux (DGPMM)
<p>2. a) Connaissances, compétences et ressources accrues (p. ex. semences, outils, accès aux terres) des femmes et des hommes (y compris les anciens combattants, les rapatriés et les jeunes) afin de leur permettre de participer à la production agricole de subsistance durable et d'accéder aux possibilités maraîchères locales.</p>	<p>IRC</p> <p>a. Niveau de connaissance et de compétence chez les hommes et les femmes vulnérables.</p> <p>b. Quantité de ressources (outils, semences) distribuées.</p>	Voir la note 1 ci-dessus.	Connaissances et compétences accrues des bénéficiaires; cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.	Rapports sur les projets (FAO, etc.)	Enquête auprès d'un échantillon de participants constitué d'hommes et de femmes vulnérables; collecte normale de données	Annuellement	CEP

²⁰⁵ Pour tous les projets d'une valeur supérieure à 1 M\$ CA, une composante de développement et de diffusion de connaissances sera intégrée à ces derniers, en particulier dans le cas de projets de grande envergure avec des organismes multilatéraux comme l'UNICEF, le PNUD et la FAO. Ce poste budgétaire comprendra aussi un suivi plus objectif ou formel ainsi que des évaluations sommatives. Remarque : Une disposition approuvée par le Conseil du Trésor pourrait être ajoutée aux conditions des accords de subventions conclus avec les organismes multilatéraux, selon lesquelles le suivi et l'évaluation seraient financées par les fonds pour l'aide publique au développement.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS	INDICATEURS ²⁰³	DONNÉES DE RÉFÉRENCE	CIBLES	SOURCES DES DONNÉES	MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES	FRÉQUENCE	RESPONSABLE
2. b) Compréhension accrue, chez les ministères et les ONG ciblés, à l'égard des approches efficaces pour la prestation d'aide (p. ex. semences, outils, assistance technique) pour une gestion de conflits et une production agricole durable sur le plan environnemental à l'intention des hommes et des femmes vulnérables.	IRC a. Types et n ^{bre} de services ou de programmes fournis aux hommes et aux femmes vulnérables. b. Proportion du contenu des programmes qui traite de l'égalité entre les sexes et de l'environnement. Autre c. N ^{bre} de formateurs formés. d. N ^{bre} de gouvernements et d'ONG engagés dans la formation et l'échange de connaissances.	Aucune – le programme n'est pas encore en cours.	Cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010; confirmation qu'une certaine partie du contenu de la programmation traite de l'égalité entre les sexes et de l'environnement.	Rapports sur les projets (FAO, etc.)	Collecte normale de données; examen des documents sur la planification des programmes	Annuellement	CEP
3. a) Connaissances, compétences et ressources accrues des jeunes hommes et des jeunes femmes, des filles et des garçons à risque (âgés de 12 à 24 ans) afin qu'ils soient mieux en mesure de se protéger, d'affronter les difficultés liées à leur vulnérabilité et de contribuer de façon productive à leur société (p. ex. emploi, moyens de subsistance, leadership, santé génésique, scolarisation).	IRC a. Niveau de connaissances et de compétences chez les jeunes hommes et les jeunes femmes à risque. b. Quantité de ressources (outils, semences) distribuées.	Voir la note 1 ci-dessus.	Connaissances et compétences accrues des bénéficiaires; cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.	Rapports sur les projets (UNICEF, etc.)	Enquête auprès de jeunes participants à risque; collecte normale de données	Annuellement	CEP
3. b) Compréhension accrue, chez les ministères et les ONG ciblés, à l'égard du soutien efficace pour la prestation de services sensibles au conflit et à l'égalité entre les sexes destinés aux jeunes hommes et aux jeunes femmes, aux filles et aux garçons à risque.	IRC a. Types et n ^{bre} de services ou de programmes fournis aux jeunes hommes et aux jeunes femmes. b. Proportion du contenu des programmes qui traite de l'égalité entre les sexes et de l'environnement. Autre c. N ^{bre} de formateurs formés.	Aucune – le programme n'est pas encore en cours.	Cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010; confirmation qu'une certaine partie du contenu de la programmation traite de l'égalité entre les sexes et de l'environnement.	Rapports sur les projets (UNICEF, etc.)	Collecte normale de données; examen des documents sur la planification des programmes	Annuellement	CEP
4. a) Compréhension accrue des hommes, des femmes et des jeunes soudanais à l'égard du rôle des citoyens dans les processus démocratiques légitimes (p. ex. élections, référendum).	IRC Niveau de compréhension des processus démocratiques indiqué par les citoyens.	Voir la note 1 ci-dessus.	Compréhension approfondie des processus démocratiques par les bénéficiaires.	Rapports sur les projets (PNUD)	Enquête auprès d'un échantillon de participants à l'activité d'éducation des citoyens et des électeurs	Annuellement	CEP
4. b) Compréhension technique accrue des ministères, des fonctionnaires et des organisations de la société civile ciblés à l'égard des pratiques efficaces pour la gestion des ressources publiques et des processus démocratiques légitimes (p. ex. élections, référendum).	IRC a. N ^{bre} d'engagements du pacte de Djouba remplis par le gouvernement de la République du Soudan du Sud. b. État d'avancement de la planification des élections et du référendum.	a. Pacte de Djouba conclu au printemps 2009. b. Retard dans la planification des élections; planification du référendum non commencée.	a. Progrès dans tous les engagements du pacte de Djouba d'ici à 2011. b. Progrès dans la planification des élections et du référendum.	Rapports de l'Équipe mixte des donateurs/ rapports d'observations sur le terrain	Collecte normale de données/ rapports de données systématiques; réunions	Annuellement	Équipe d'analystes du Programme pour le Soudan

RÉSULTATS ESCOMPTÉS	INDICATEURS ²⁰³	DONNÉES DE RÉFÉRENCE	CIBLES	SOURCES DES DONNÉES	MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES	FRÉQUENCE	RESPONSABLE
EXTRANTS 1. Aide alimentaire d'urgence et autre aide humanitaire non alimentaire (p. ex. eau, assainissement, soins de santé, abri et protection) offerte aux PDIP, aux réfugiés et aux autres populations touchées par une crise, chez les hommes et les femmes.	a. Quantité de biens vitaux requis (c.-à-d. nourriture, fournitures médicales, matériaux pour la construction d'abris) distribués. b. Niveau de services vitaux requis (c.-à-d. eau et assainissement, aide médicale d'urgence, protection) rendus disponibles.	Variabes selon les situations. Souvent aucune.	Satisfaction des besoins vitaux des populations touchées par les conflits.	Rapports consolidés du PAM, de l'ONU, des ONG et de la Croix-Rouge	Collecte normale de données	Annuellement	Agent de l'AHl au Soudan de la DGPMM
2. a) Connaissances, compétences et ressources physiques (p. ex. outils, semences) liées à la production agricole de subsistance durable et à la commercialisation fournies aux hommes, aux femmes et aux jeunes, notamment les anciens combattants et les rapatriés, d'une manière qui tient compte du conflit et de l'égalité entre les sexes.	N ^{bre} d'hommes et de femmes vulnérables atteints au moyen des programmes.	Aucune – le programme n'est pas encore en cours.	Objectif à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.	Rapports sur les projets (FAO, etc.)	Collecte normale de données	Annuellement	CEP
2. b) Soutien fourni aux organisations gouvernementales et non gouvernementales ciblées à l'égard des approches efficaces pour apporter aux hommes, aux femmes et aux jeunes une aide qui tient compte du conflit et de l'égalité entre les sexes.	N ^{bre} d'institutions (notamment les groupes de femmes) engagées par les partenaires des projets.	Aucune – le programme n'est pas encore en cours.	Preuve de l'engagement de certaines institutions (notamment les groupes de femmes).	Rapports sur les projets (FAO, etc.)	Collecte normale de données	Annuellement	CEP
3. a) Formation sur les compétences de base en matière d'éducation, d'emploi et de moyens de subsistance fournie aux jeunes hommes et aux jeunes femmes, aux filles et aux garçons à risque (âgés de 12 à 24 ans).	N ^{bre} de jeunes ou d'enfants à risque formés au moyen des programmes.	Aucune – le programme n'est pas encore en cours.	Cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.	Rapports sur les projets (UNICEF, etc.)	Collecte normale de données	Annuellement	CEP
3. b) Services psychosociaux offerts, notamment des conseils, un perfectionnement en leadership et des services de santé adaptés, aux jeunes hommes et aux jeunes femmes, aux filles et aux garçons à risque (âgés de 12 à 24 ans).	N ^{bre} de jeunes ou d'enfants à risque atteints au moyen des programmes.	Aucune – le programme n'est pas encore en cours.	Cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.	Rapports sur les projets (UNICEF, etc.)	Collecte normale de données	Annuellement	CEP

RÉSULTATS ESCOMPTÉS	INDICATEURS ²⁰³	DONNÉES DE RÉFÉRENCE	CIBLES	SOURCES DES DONNÉES	MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES	FRÉQUENCE	RESPONSABLE
3. c) Soutien (assistance technique, formation) fourni aux ministères et aux ONG axés sur les jeunes pour la prestation aux jeunes hommes et aux jeunes femmes, aux filles et aux garçons à risque (âgés de 12 à 24 ans) de services qui tiennent compte du conflit et de l'égalité entre les sexes.	N ^{bre} d'institutions (notamment les groupes de femmes) engagées par les partenaires des projets.	Aucune – le programme n'est pas encore en cours.	Preuve de l'engagement de certaines institutions (notamment les groupes de femmes).	Rapports sur les projets (UNICEF, etc.)	Collecte normale de données	Annuellement	CEP
4. a) Éducation publique sur les processus démocratiques (p. ex. élections, référendum) offerte aux hommes, aux femmes et aux jeunes soudanais.	N ^{bre} d'hommes et de femmes atteints au moyen d'activités d'éducation des citoyens et des électeurs.	La majorité des Soudanais voteront pour la première fois.	Cible à déterminer en consultation avec le PNUD.	Rapports sur les projets (PNUD)	Collecte normale de données	Annuellement	CEP
4. b) Soutien (assistance technique, formation, mentorat) en matière de gestion des ressources publiques et des processus démocratiques offert aux ministères, aux fonctionnaires et aux organisations gouvernementales ou non gouvernementales de la société civile ciblés.	N ^{bre} de ministères ou de fonctionnaires du gouvernement de la République du Soudan du Sud recevant de l'assistance technique.	À confirmer auprès de l'Équipe mixte des donateurs.	Cible à déterminer par les partenaires au T1 de 2010.	Rapports sur les projets (Bureau conjoint des donateurs/FFRC; PNUD)	Collecte normale de données	Annuellement	CEP

Annexe 11 – Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR) – Projets du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales au Soudan et au Soudan du Sud de 2009-2010 à 2013-2014 (\$ CA)

* Remarque : Les projets dans les cases bleues ont débuté avant l'indépendance du Soudan du Sud, en juillet 2011. Par conséquent, ces projets ont été mis en œuvre dans la région autonome du Sud du Soudan, puis leurs activités se sont poursuivies dans ce qui est devenu le Soudan du Sud en juillet 2011.

Nom du projet	Date de début du projet	Date de fin du projet	Portée géographique des activités du projet ²⁰⁶	Décaissements totaux du projet	Priorité thématique principale
Renforcement du contrôle des armements et de la sécurité des collectivités au Soudan du Sud	20/10/2006	30/06/2012	SUD	2 015 056,00	Sécurité des collectivités et contrôle des armements
Sécurité des collectivités et contrôle des armements, Soudan du Sud	19/03/2010	15/09/2011	SUD	5 029 696,00	Sécurité des collectivités et contrôle des armements
Avancement du processus de réforme des prisons dans le Soudan du Sud (Phase III)	16/12/2010	31/08/2013	SUD	2 203430,00	Services correctionnels
Avancement du processus de réforme des prisons dans le Soudan du Sud (Phase II)	09/02/2009	31/12/2010	SUD	2 135 206,00	Services correctionnels
Aide en matière de primauté du droit pour les rapatriés au Soudan du Sud	18/02/2008	30/06/2010	SUD	1 016 940,13	Justice
Promotion de la primauté du droit dans le Soudan du Sud (Phase II)	23/09/2009	31/08/2012	SUD	5 424 580,00	Justice
Soutien à la réforme constitutionnelle et législative au Soudan du Sud de l'après-référendum	08/03/2011	30/06/2013	SUD	2 684 088,00	Justice
Soutien aux négociations sur les questions post-référendaires au Soudan : traitement des aspects juridiques	02/02/2011	30/06/2011	SUD	54 405,00	Processus de médiation et de paix
Agent politique, Commission d'évaluation	12/05/2009	31/03/2011	?	56 550,94	Processus de médiation et de paix
Neutralisation des sites contenant des armes à sous-munitions en Équatoria-Central et en Équatoria-Oriental, au Soudan du Sud	17/09/2009	30/04/2010	SUD	1 011 123,00	Déminage et neutralisation de débris de guerre explosifs
Neutralisation par le Danish Demining Group (DDG) des sites contenant des armes à sous-munitions et des débris de guerre explosifs au Soudan du Sud	20/07/2010	30/06/2012	SUD	841 191,88	Déminage et neutralisation de débris de guerre explosifs
Promotion du développement durable au Soudan du Sud par la réduction des risques associés aux débris de guerre explosifs au moyen de la remise à disposition de terres en Équatoria-Oriental	17/09/2010	31/05/2012	SUD	850 000,00	Déminage et neutralisation de débris de guerre explosifs
Définition des menaces et liaison avec la communauté / sensibilisation aux dangers des mines en soutien aux rapatriés en Équatoria-Central et en Équatoria-Oriental, au Soudan du Sud	14/11/2008	15/12/2009	SUD	460 539,88	Déminage et neutralisation de débris de guerre explosifs
Développement des capacités de l'Autorité nationale de lutte antimines du Soudan (SSMAA)	15/03/2011	31/03/2013	SUD	1 750 000,00	Déminage et neutralisation de débris de guerre explosifs
Amélioration de la paix et de la stabilité des collectivités dans les États de l'Équatoria-Oriental et du Jonglei, au Soudan du Sud	09/03/2009	30/11/2010	SUD	3 630 636,00	Consolidation de la paix
Préparation du Soudan du Sud pour 2011 et au-delà	01/06/2010	15/09/2011	SUD	400 068,00	Consolidation de la paix

²⁰⁶ Trois options sont possibles pour le lieu des activités des projets : au **nord** (fait référence au Soudan après juillet 2011, ou à la partie nord du Soudan avant juillet 2011), au **sud** (fait référence soit au Soudan du Sud après juillet 2011, soit à la région autonome du Sud du Soudan avant juillet 2011) ou au **nord/sud** (fait référence aux activités qui se déroulent au Soudan et au Soudan du Sud après juillet 2011, ou au Soudan et dans la région autonome du Sud du Soudan avant juillet 2011).

Sécurité en période de référendum – Équipement de communication du Service de police du Soudan du Sud (SSPS)	30/09/2010	31/12/2012	SUD	3 743 179,69	Services de police et de sécurité
Réunion de coordination des partenaires du SSPS	08/12/2010	31/03/2011	SUD	46 425,82	Services de police et de sécurité
Renforcement de la capacité de gestion des conflits territoriaux au Soudan du Sud	29/04/2010	31/07/2012	SUD	2 135 101,00	Ressources et conflit
Renforcement de la capacité en vue de contrer la menace à la sécurité et la menace de terrorisme à l'aéroport international de Djouba, en République du Soudan du Sud	20/10/2011	31/03/2013	SUD	1 304 447,00	Services de police et de sécurité
Action humanitaire contre les mines au Soudan du Sud	19/07/2012	31/03/2013	SUD	494 093,00	Déminage et neutralisation de débris de guerre explosifs
Programme de soutien à la décentralisation au Soudan du Sud	08/01/2013	31/03/2013	SUD	316 009,80	Sensibilisation et promotion
Efforts pour la paix viable dans l'État du Jonglei, au Soudan du Sud	12/10/2012	31/03/2013	?	339 721,34	Consolidation de la paix
Protection, prévention de la violence sexuelle et résolution de conflits grâce au renforcement des capacités des collectivités et du gouvernement dans l'État de Warrap, au Soudan du Sud	07/11/2012	31/03/2013	SUD	318 383	Consolidation de la paix
Stabilisation et paix des collectivités grâce au renforcement des capacités dans l'État du Jonglei, au Soudan du Sud	03/12/2012	31/03/2013	SUD	339 660,00	Consolidation de la paix
Efforts pour la paix viable dans l'État du Jonglei, au Soudan du Sud	12/10/2012	31/03/2013	SUD	339 721,34	Consolidation de la paix
Projet de renforcement des capacités de communication de la police – Phase II	08/08/2012	31/03/2013	SUD	2 376 090,00	Services de police et de sécurité
Gouvernance et paix fédérales au Soudan – Phase 2	28/08/2008	15/02/2011	NORD/ SUD	1 971 854,00	Processus de médiation et de paix
Soutien à la politique de décentralisation fédérale et aux négociations au Soudan	20/01/2011	19/12/2011	NORD/ SUD	562 001,00	Processus de médiation et de paix
International Crisis Group – Projet au Soudan	18/12/2009	30/06/2010	NORD/ SUD	126 039,00	Sensibilisation et promotion
Soutien des Commissions du Sud-Soudan et du Nord-Soudan pour le DDR	17/12/2009	31/12/2012	NORD/ SUD	431 378,32	Services de police et de sécurité
Réforme des systèmes de sécurité et consolidation de la paix au Soudan	29/11/2007	30/11/2009	NORD/ SUD	72 783,00	Services de police et de sécurité
Programme de médiation humanitaire au Darfour	04/03/2011	31/03/2013	NORD SEULEMENT	850 078,00	Consolidation de la paix
Formation sur la violence sexuelle et sexiste pour le MINUAD	23/08/2010	19/12/2011	NORD SEULEMENT	464 767,00	Consolidation de la paix
Projet de soutien préparatoire pour le DRR au Darfour	09/02/2010	31/08/2012	NORD SEULEMENT	1 000 000,00	Processus de médiation et de paix
Amélioration de la paix et de la sécurité par la lutte contre les menaces en matière de sous-munitions et de débris de guerre explosifs dans l'État du Nil Bleu, au Soudan	22/09/2009	14/01/2011	NORD SEULEMENT	261 251,80	Déminage et neutralisation de débris de guerre explosifs
Amélioration de la paix et de la sécurité par la lutte contre les menaces en matière de sous-munitions et de débris de guerre explosifs dans l'État du Nil Bleu, au Soudan*	27/09/2010	30/06/2011	NORD SEULEMENT	300 000,00	Déminage et neutralisation de débris de guerre explosifs